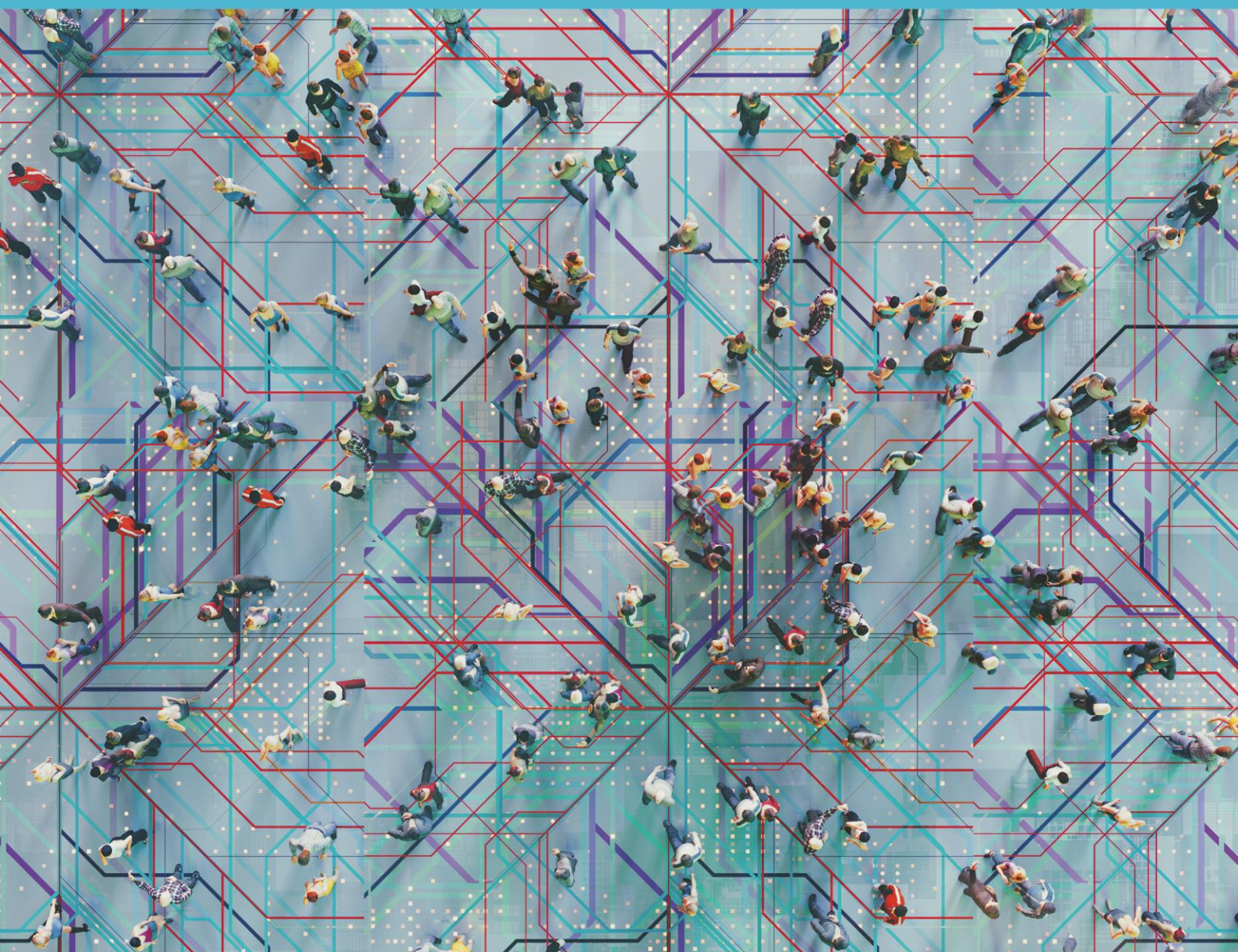


Rapport annuel 2021

ICE Groupe
Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe



Un réseau d'experts à votre service



ICE Groupe



Sommaire

1 Présentation du groupe

1.1. Historique	4
1.2. Activités et organisation	5
1.3. Synthèse des résultats consolidés	31
1.4. Recherche et développement*	33
1.5. Facteurs de risque*	34

2 Gouvernement d'entreprise et capital social*

2.1. Rappel des principes de la gouvernance	43
2.2. Mandataires sociaux	43
2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2021	46
2.4. Informations concernant l'actionariat	48

3 Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2021*

3.1. Situation et activité du groupe	50
3.2. Rapport sur les comptes sociaux	57
3.3. Faits marquants, événements récents, perspectives	58

4 Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés	60
4.2. Bilans consolidés comparés	61
4.3. Tableaux de variations des capitaux propres consolidés	63
4.4. Tableaux des flux de trésorerie consolidés comparés	64
4.5. Notes annexes	65
4.6. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2021	78

4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	79
--	----

5 Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés	82
5.2. Bilans comparés	83
5.3. Tableau des flux de trésorerie comparés	85
5.4. Notes annexes	86
5.5. Liste des filiales et participations au 31 décembre 2021	92
5.6. Résultats financiers sur cinq ans	93
5.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	94

6 Informations sociales, sociétales, et environnementales de l'entreprise*

6.1. Informations sociales	96
6.2. Informations sociétales	101
6.3. Informations environnementales	102

7 Assemblée générale 2022

7.1. Ordre du jour*	104
7.2. Résolutions présentées par le directoire*	105
7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	107
7.4. Affectation du résultat	108

8 Annexes

8.1. Ruban bleu 2021	109
8.2. Organigramme financier	110
8.3. Table de concordance du rapport de gestion	112

* Ces informations font partie intégrante du rapport sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé tel que prévu par les articles L225-100, al. 2 et L232-1, II du code de commerce.

1. Présentation du groupe

1.1. Historique

1947 Pour le compte d'EDF, création de ICE, Industrielle de Contrôle et d'Équipement, par Paul BOULARD et un associé. Fabrication de relais et protections de réseaux THT.

1979 Création de CEPA, Câblage électronique professionnelle et aéronautique.

1987 Création de OTN, Organisation des Travaux Nucléaires.

1989 Création de MÉDIANE SYSTEME par François BERTAULD et deux associés. ESN spécialisée dans l'informatique technique.

1991 Création de STILOG IST par François BERTHELOT et Christophe POIRMEUR. ESN spécialisée dans l'informatique technique puis également dans le logiciel.

2000 Reprise des activités de CEE et de trois de ses filiales étrangères. MÉDIANE SYSTEME (contrôle en 2005) et STIC rejoignent le groupe.

2007 Création de MÉDIAL CONCEPT. COMPELMA rejoint le groupe.

2009 Création de MÉDIANE INGÉNIERIE.

2010 EC2E et ECI rejoignent le groupe.

2014 STILOG IST (avec *Visual Planning*[®]) rejoint le groupe.

2015 Avril : ISIT rejoint le groupe. Premiers salariés à STILOG Inc. (USA).

Scission de ICE qui devient ICE Groupe – Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe.

Octobre et novembre : OTN et m2es Technologies rejoignent le groupe.

2017 Janvier : m2es Technologies et MEDIAL CONCEPT fusionnent et deviennent WaT « We are Technologies ».

Octobre : APILOG rejoint le groupe.

2018 Démarrage de WaT Portage et MÉDIANE BENELUX.

2020 Juin : Groupe CEPA, avec CEPA et TECHNICAM (Maroc), rejoignent le groupe.

Décembre : OTN et Groupe CEPA reprennent C2E CABLURI (Roumanie) rebaptisé EMC.

2021 Création de MÉDIANE ITALIA.

2022 Janvier : CEPA, Groupe CEPA et OTN fusionnent et deviennent MtC. Maintenance, travaux et Câblage. ECI en devient filiale.

ICE Groupe Plus de 20 ans de croissance profitable

Avec 1 000 collaborateurs et un chiffre d'affaires supérieur à 120 M€, le groupe a :

- plus que quadruplé de taille au cours des vingt dernières années,
- accueilli, par croissance externe, une vingtaine de sociétés aux métiers complémentaires,
- constitué, pour moitié par croissance interne, un ensemble à la solidité éprouvée.

Un périmètre en constante évolution, une politique attentive des ressources humaines et une confédération originale et attractive d'entrepreneurs associés constituent les fondements du succès de ICE Groupe.

120,2 M€

Chiffre d'affaires 2021
(+14% sur 2020, +11% sur 2019)

6,5 M€

Résultat net part du groupe 2021
(+70% sur 2020)

10 M€

Résultat courant avant impôt 2021
(+133% sur 2020, +37% sur 2019)

1 005

collaborateurs
(fin 2021 avec la participation MI)

1.2. Activités et organisation

1.2.1. ICE Groupe S.A.

ICE Groupe est une société française dont le siège se trouve en France et qui exerce une fonction de holding et de coordination stratégique et industrielle des filiales du groupe, en France et dans le monde.

Le groupe possède la totalité du capital de la grande majorité de ses filiales.

1.2.2. Organisation opérationnelle

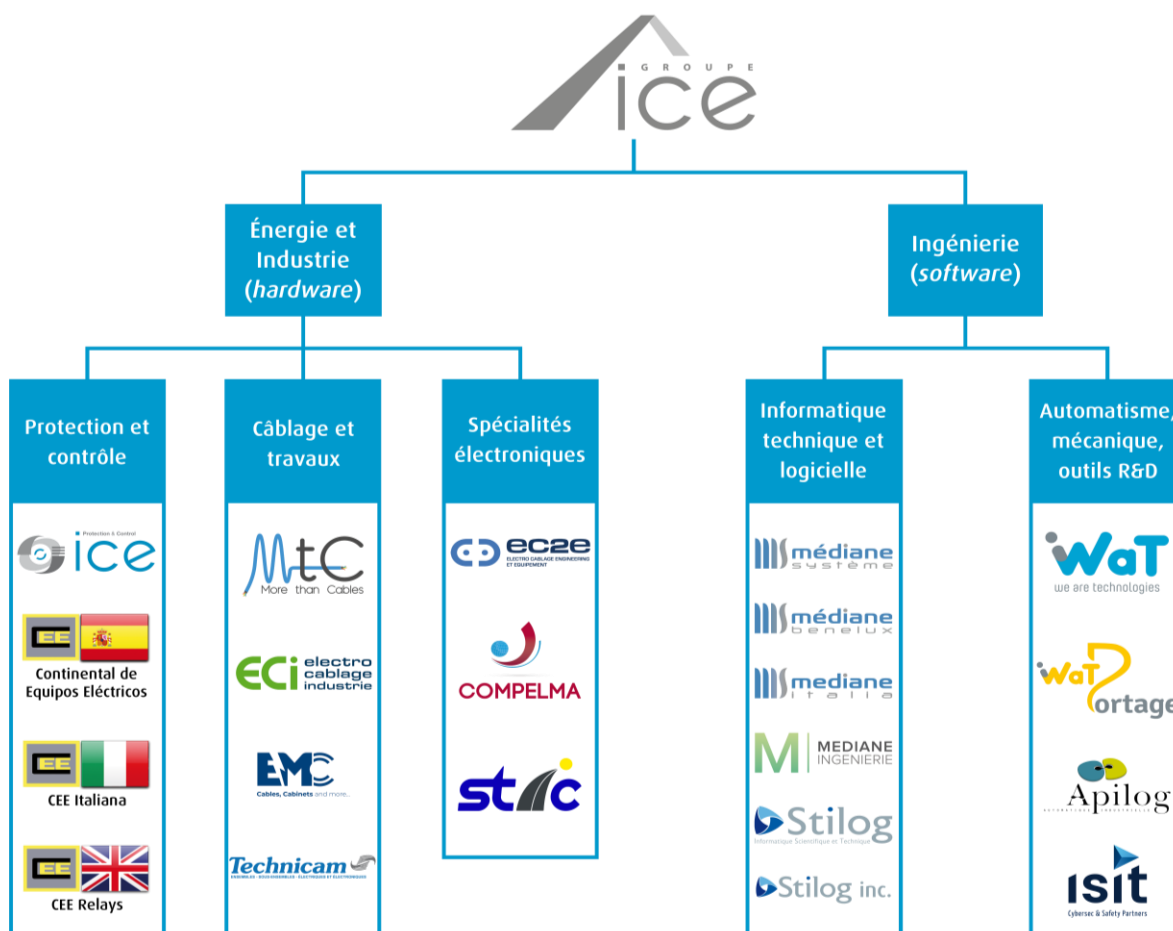
L'activité du groupe est répartie entre 2 grandes branches opérationnelles. Dans leurs marchés, chacune d'entre elles développe et valorise un ensemble d'activités propres auprès des clients, généralement des entreprises liées à l'investissement industriel :

- La branche *Energie et Industrie* fournit des équipements (hardware) et des services associés.

Elle se développe autour de trois grandes activités : la protection et contrôle-commande des réseaux électriques de la moyenne à la très haute tension (ICE et les 3 CEE), le câblage et les travaux électriques (OTN et CEPA fusionnés en MtC en 2022, Technicam, EMC et ECI), et des niches dans des spécialités électroniques (EC2E, Compelma et STIC).

- La branche *Ingénierie* (software) propose des prestations dans les métiers de l'informatique technique, de l'électronique et des automatismes. L'activité est composée de prestations de R&D externalisée dans l'informatique technique, l'électronique et les calculs scientifiques (Médiane Système et Stilog IST) auxquelles s'ajoutent l'édition logicielle (Stilog IST et Stilog inc), les automatismes (WaT et Apilog), et les outils matériels et logiciels en R&D (ISIT).

Organigramme simplifié du groupe



1.2.3. Composition de la direction

Le Directoire

Sous le contrôle du Conseil de surveillance, le Directoire met en œuvre les orientations stratégiques et dirige l'ensemble des activités du groupe. En 2021, il était composé de 4 membres, Pierre Fustier, président, en charge de l'ensemble des sociétés du groupe, Didier Bantegnies, orienté vers les activités hardware, Bruce Hubert vers le câblage, et François Bertauld, vers l'ingénierie.

Les dirigeants des sociétés

Chaque société du groupe est sous la conduite d'un ou plusieurs dirigeants en charge des directions opérationnelles et fonctionnelles, responsable sur son périmètre et développant une expertise propre soit, au moment de l'assemblée générale :

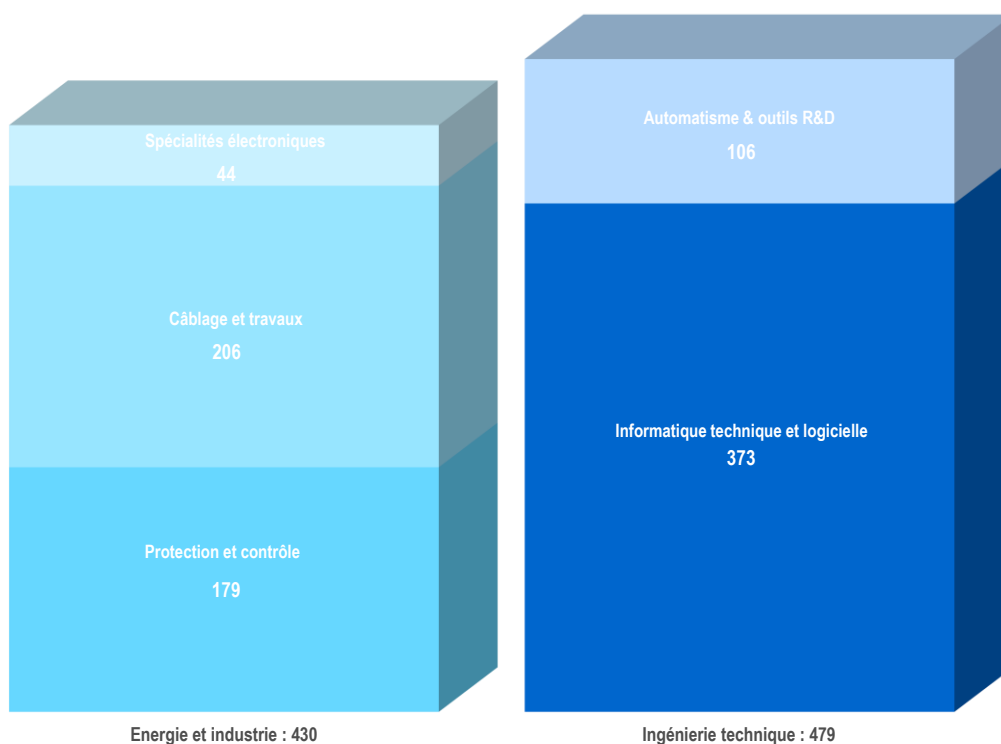
Prénom/Nom	Fonction principale
Directoire	
Pierre Fustier	Président
Didier Bantegnies	Membre, directeur général, ICE
François Bertauld	Membre, président, Médiane Système
Bruce Hubert	Membre, vice-président, MtC
Dirigeants	
Jean-Pierre Allidières	Directeur comptable, ICE Groupe
Jean-Luc Barreau	Directeur général, Compelma
Luca Bellotti	Directeur général, CEE Italiana
François Berthelot	Président, Stilog IST
Patrice Bibaut	Directeur d'exploitation, WaT
Olivier Chaland	Directeur général, WaT, et président, WaT Portage
Frédéric Czaikowski	Directeur général, Médiane Système
Robert Dickson	Director, CEE Relays
Jean-Yves Fustier	Secrétaire général, ICE Groupe
Philomène Gaspar	Directrice générale, WaT Portage
Shaunt Hosdaghian	Chief Revenue Officer, Stilog inc.
Régis Hubert	Président, MtC
Daniel Huitorel	Directeur R&D, ICE
Marion Lamy	Directrice générale, EC2E
Guy Le Marc	Directeur général, STIC
Dominique Lestrade	Directrice générale, ISIT
Henry Magueur	Responsable d'activité, ECI
Philippe Malinvaud	Vice-Président, MtC
Florence Martineau	Présidente, EC2E
Sébastien Moulinot	Directeur de production, ICE
Juan Nuñez Recuero	Directeur général, CEE España Continental de Equipos Eléctricos
Christophe Poimeur	Directeur général, Stilog IST
Catalin Popa	Directeur général, EMC
Christophe Reny	Gérant, Technicam
Daniel Roux	Directeur général, Apilog
Véronique Taillanter	Directrice des ressources humaines, ICE

Outre leurs relations directes, les dirigeants se réunissent au moins 3 fois par an. Ces rencontres permettent notamment le partage d'informations et les décisions sur les sujets communs ou transverses.

Après l'impossibilité de leurs rencontres en 2020 en raison de la pandémie de la Covid-19 — les dirigeants du groupe n'ayant pu alors se retrouver qu'en visioconférence —, leurs formes habituelles ont pu reprendre à l'automne dernier.



Répartition des effectifs par activités (hors holding)



(Effectifs moyens 2021)

Nos implantations



ICE Groupe

ICE GROUPE Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe est la société mère holding.

Implanté en proche banlieue de Paris à Alfortville (94), ICE Groupe gère et assiste les sociétés du groupe dans leurs fonctions opérationnelles, notamment industrielles et commerciales. Il assure également le secrétariat général, les fonctions comptables et financières ainsi que les conseils sociaux et juridiques.

En 2021, ses principaux dirigeants ont été :

Pierre Fustier, président du directoire,

Didier Bantegnies, membre du directoire (activités hardware),

François Bertauld, membre du directoire (activités ingénierie)

Bruce Hubert, membre du directoire (activités câblage)

(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Jean-Pierre Allidières



ESC Rouen. Carrière commencée dans l'analyse de gestion en entreprise industrielle.

Entré à ICE en 1987 : contrôleur de gestion, puis directeur administratif et financier adjoint à compter de 2001.

Directeur comptable groupe depuis 2009.

Jean-Yves Fustier



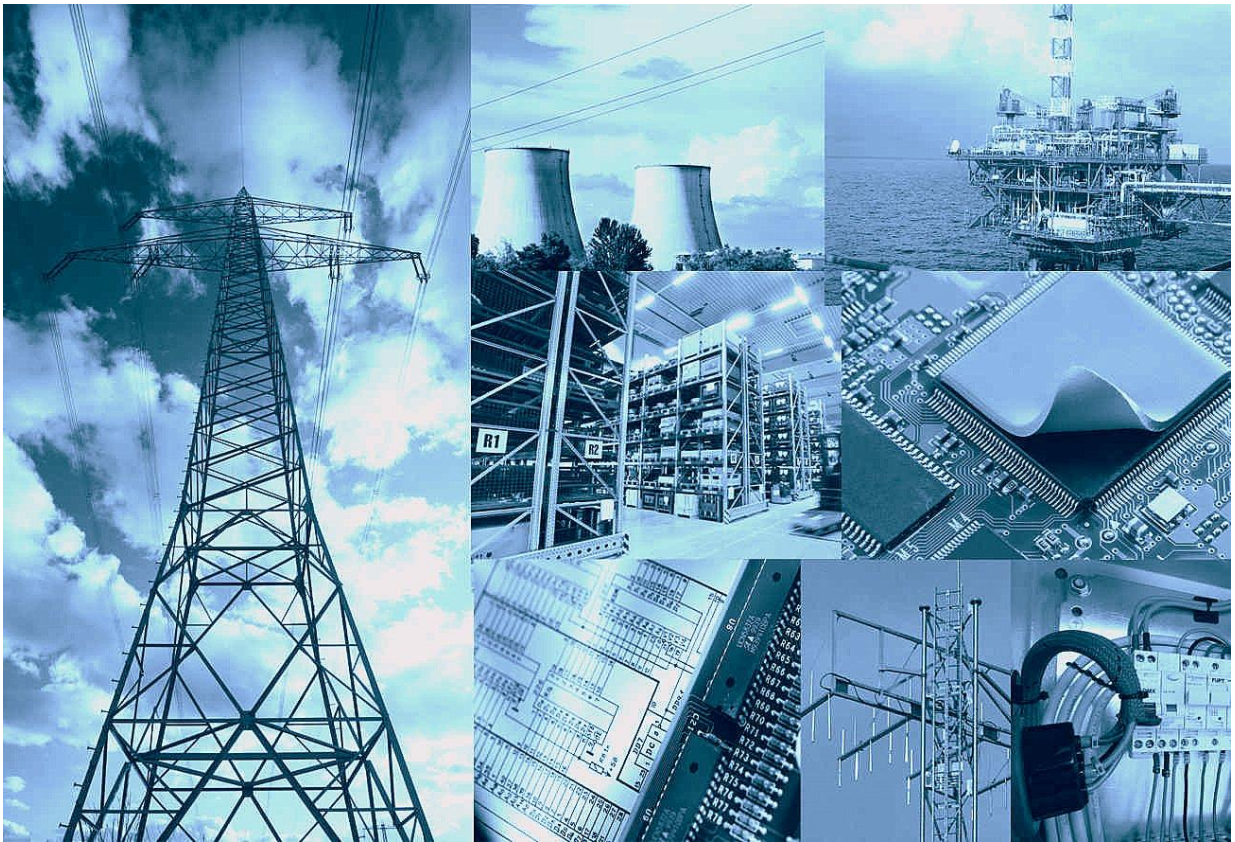
ESSEC. Carrière amorcée dans la banque d'affaires et l'investissement dans les sociétés cotées.

Entré à ICE Groupe en 2016.

Secrétaire général (participations et développement).

Plus d'informations sur <http://www.icegroupe.com>

Energie et industrie



Activités de ICE



Industrielle de Contrôle et d'Équipement est une société spécialisée dans les produits et systèmes assurant la protection, les automatismes et le contrôle-commande des réseaux électriques.

ICE commercialise ces équipements pour les réseaux de production, transport, distribution, ferroviaires et industriels sous les marques ICE, CEE et Technirel.

Implantée en banlieue de Paris à Alfortville (94) et Brie Comte Robert (77), elle réalise la conception, la production, la commercialisation, l'assistance technique de ses produits et systèmes. La gamme de produits est composée principalement d'appareils électroniques et numériques (relais de protection, centrales de mesure, automates spécialisés ou encore appareillages de synchro-couplage) et relais électromécaniques. Les systèmes de contrôle-commande et supervision sont adaptés à la conduite de réseaux de transport ou de distribution, ainsi qu'à celle des installations industrielles complexes.

Tous les services associés sont assurés : formation, études de réseaux, études d'application, mise en service, expertise, maintien en conditions opérationnelles et après-vente.

Ses principaux dirigeants sont :

Pierre Fustier président (et président du directoire de ICE Groupe),

Didier Bantegnies, directeur général (et membre du directoire de ICE Groupe).

(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Daniel Huitorel



Ingénieur ENSI Caen.

Entré à ICE en 1991, chef de projet, responsable puis

Directeur Recherche et Développement à compter de 2016.

Membre du comité de direction.

Sébastien Moulinot



Ingénieur. Carrière technique commencée dans l'automobile.

Entré à ICE en 2006, responsable industrialisation puis de la gestion de production.

Responsable production en 2013 puis **directeur de production** depuis juillet 2018.

Membre du comité de direction.

Véronique Taillanter



Maîtrise de Droit, diplômée de l'Institut français de Presse et DEA Sciences de l'Information.

Carrière commencée dans les services des ressources humaines de Domoservices, SNET et Air Liquide.

Entrée à ICE en 2019, responsable puis **directrice des ressources humaines** depuis juillet 2020.

Membre du comité de direction.

Plus d'informations sur <http://www.icelec.com>

Activités de CEE España



CEE España (Continental de Equipos Eléctricos, SA) est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Madrid, la société vise la clientèle espagnole et celle des pays hispaniques (pays d'Amérique du Sud). Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce, de services (études de sélectivité, courts-circuits, mises en services, etc.) et de formation.

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie (raffineries et gaz, ses principaux clients étant Repsol et Cepsa), l'aéroportuaire et le ferroviaire.

Elle est dirigée par

Juan Núñez Recuero



Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid.

Entré à CEE España en 1986, ingénieur applications, puis directeur technique.

Directeur général depuis 2001.

Plus d'informations sur <http://www.relescee.es>

Activités de CEE Italiana



CEE Italiana SRL est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Milan, la société vise la clientèle italienne. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des services (études de réseaux électriques, assistance sur site) et du négoce de produits associés (SKM, RS Isolsec).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans le pétrole et le gaz (ENI), la chimie et l'énergie.

Elle est dirigée par

Luca Bellotti



Ecole Polytechnique de Milan, electrical engineering.
Entré à CEE Italiana en 2010, ingénieur d'applications.
Directeur général adjoint en mai 2018.
Directeur général depuis janvier 2019.

Plus d'informations sur <http://www.cceitaliana.com>

Activités de CEE Relays



CEE Relays Ltd est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Londres, la société vise la clientèle britannique, irlandaise et du Commonwealth. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce de produits associés et des prestations de services (ingénierie, assistance à application, tests et mises en service, formations).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie pétrolière onshore et offshore (plateformes, raffineries).

Elle est dirigée par

Robert Dickson



Bath University, BSc, Bath University, MEng.
Electrical Engineer, London Electricity PLC (1995 – 1997).
Application Engineer, CEE Relays Ltd. (1997 – 2015).
Managing Director (2015 – present).

Plus d'informations sur <http://www.ceerelays.co.uk>

Activités de MtC



Maintenance, travaux et Câblage est une société ayant rassemblé depuis le 1^{er} janvier 2022 deux sociétés du groupe, CEPA Câblage Électronique Professionnelle Aéronautique et OTN Organisation des Travaux Nucléaires, spécialisées notamment dans le câblage industriel et les travaux de maintenance industrielle, nucléaire et ferroviaire.

MtC est installée en Bretagne, à Questembert, et en Bourgogne sur deux sites de production, à Mâcon (siège) et au Creusot. Elle réalise après étude technique des kits de filerie, des faisceaux électriques et le câblage d'armoires complètes (câblage industriel), le maintien de systèmes électriques et électromécaniques installés sur bogies (câblage ferroviaire) et des travaux de maintenance nucléaire et d'installation industrielle sur site (maintenance).

Elle développe et commercialise des systèmes de détection d'obstacle et de surveillance de déraillement pour les matériels roulants ferroviaires, trains et métros, ainsi que pour la conduite assistée de tramways urbains.

MtC dispose pour cela d'infrastructures importantes avec des ateliers équipés de ponts roulants et matériels de levage, des équipements de cintrage de tube à commande numérique et soudure TIG (qualification EN15085), des automates de production de kits de filerie et des machines de coupe-dénudage de câbles.

Sa clientèle est concentrée sur de grands comptes leaders dans ces secteurs, tels Carrier et Schneider Electric (industrie électrique), Alstom (ferroviaire) et Framatome (ex AREVA, nucléaire).

Elle est dirigée par

Régis Hubert



Intègre OTN en 1993 et devient le directeur technique et responsable du pôle maintenance nucléaire et installations industrielles.

Président d'OTN à compter de 2010.

Président

Bruce Hubert



Formation d'expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Mexique, Argentine).

Entré à OTN en 2010, il en devient le directeur général (et membre du directoire de ICE Groupe à compter d'avril 2021).

Vice-président

Philippe Malinvaud



Ingénieur électronicien puis formation en gestion. Carrière dans les secteurs des machines spéciales et des équipementiers automobile (Valeo Eclairage), puis président d'une division du groupe Fayat.

Reprend CEPA en 2018 et en devient le président.

Vice-président

Plus d'informations sur <http://www.mtc.com>

Activités de Technicam



Technique Câblage Maroc, émanation de CEPA.

Démarrée il y a une quinzaine d'années, la structure est basée à Mohammedia au Maroc, à une vingtaine de kilomètres au nord de Casablanca. Elle réalise du câblage électrique et l'intégration d'ensembles et de sous-ensembles électroniques et électrotechniques, câbles, cordons, faisceaux, coffrets et armoires destinés à des applications professionnelles dans les secteurs de la défense, l'industrie, l'aéronautique. Ses métiers très complémentaires lui permettent de maîtriser la totalité de la chaîne de fabrication.

Avec d'étroits échanges techniques, de matériels et de matières premières, elle réalise pour MtC et d'autres sociétés du Groupe des prestations reconnues pour leur fiabilité et des produits de qualité. La gestion des coûts, des délais et de la qualité est primordiale. La société propose un accompagnement clef en main, grâce à son expérience sur le sol marocain et européen.

Son effectif de plus de 100 personnes lui permet une forte réactivité.

Elle est dirigée par

Christophe Reny



Formation d'expertise comptable. Début de carrière en contrôle de gestion dans le domaine de la distribution. Puis gérant de sociétés de câblages (France-Maroc). Fondateur de la société Technicam, il en est le **gérant**.

Plus d'informations sur <http://technicam.net>

Activités de EMC



Electro Medias Confectii est une filiale de MtC.

Démarrée il y a cinq ans, la structure est basée à Medias en Roumanie.

Permettant aux sociétés du Groupe de bénéficier des bonnes compétences techniques – notamment mécaniques – présentes dans les pays de l'Europe de l'Est et de répondre aux demandes de clients implantés localement, elle réalise des faisceaux électriques et des assemblages mécaniques.

Son effectif, initialement de 25 personnes, est en nette croissance.

Sous la supervision de Bruce Hubert, gérant de la société, et de Philippe Malinvaud,

Elle est dirigée par

Catalin Popa



Ingénieur électromécanique, diplômé en 2012.

En charge de production / qualité et logistique de 2016 à 2018.

Directeur de site de 2018 à 2020, également responsable de production.

Directeur général

Plus d'informations sur <http://www.icegroupe.com>

Activités de ECI



filiale de MTC depuis janvier 2022, intègre des solutions pour les armoires de distribution électrique. Son activité est celle d'atelier et bureau d'études de câblages électriques et de fabrication de tableaux électriques.

Elle est implantée en banlieue parisienne, à Méry sur Oise (95). Ses ventes sont réparties auprès d'entreprises générales d'électricité.

Elle est dirigée par

Henry Magueur



Carrière dans les métiers d'intégrateur de matériel électrotechnique.

Entré à ECI en 2015.

Responsable d'exploitation.

Plus d'informations sur <http://electrocablage-industrie.fr>

Activités de EC2E



est une société spécialisée dans la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électroniques de gestion des matériels de manutention.

Implantée en banlieue parisienne à L'Isle Adam (95), elle est le leader national dans le domaine du contrôle d'accès des matériels de manutention. Elle a étendu son activité aux ralentisseurs électroniques limitant automatiquement la vitesse de ces matériels (dans les zones à risques, avec passage de piétons, approche de quais, etc.) et à la gestion à distance, par la technologie GPRS, des parcs correspondants.

Ses produits, à constante et forte innovation technologique, sont intégrés dans les chariots élévateurs, chariots de pistes d'aéroports, engins de conduite ou machines-outils. Sa clientèle se génère donc souvent via la distribution auprès de divers constructeurs, tels Fenwick, STILL et BT France, mais également directement auprès des clients finaux (Air France).

Elle fournit également des centrales de paiement (lecteur de billets, monnayeur) pour laverie automatique.

Elle est dirigée par

Florence Martineau



Entrée en 1999, Directrice des relations humaines et comptable.
Après le décès de son époux Didier Martineau en 2018, elle en devient la **présidente**.

Marion Lamy



Audencia
Entrée à EC2E en 2012, elle prend en charge le marketing.
Responsable d'exploitation à compter de 2018.
Directrice générale depuis avril 2022.

Plus d'informations sur <http://www.ec2e.com>

Activités de Compelma



est une société assurant la conception, la production et la commercialisation de produits liés à la compatibilité électromagnétique, à la gestion thermique et aux interconnexions spécifiques.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), cette société commercialise des produits permettant de lutter contre les perturbations CEM : produits de blindage, filtrages (entrées / sorties et sur cartes), dispositifs de mise à la masse. Elle a ensuite étendu ce concept à la gestion thermique, dissipation ou régulation (matelas souples thermo conducteurs, modules thermoélectriques) et complété son catalogue avec des produits d'interconnexions spécifiques (connecteurs spéciaux) et d'autres produits spéciaux (antennes Bluetooth, gel antivibratoire...).

La clientèle de COMPELMA est diversifiée : l'essentiel des ventes est réalisé auprès de grands comptes dans plusieurs secteurs d'activité : l'automobile (Magneti Marelli, Visteon), les télécoms (Nokia), l'aéronautique (Airbus, Safran), l'industrie (Schneider), la défense et la sécurité (Thales, Idemia) et le médical.

Elle est dirigée par :

Jean-Luc Barreau



Formation en électronique.

Entré à Compelma en 2001, ingénieur technico-commercial, puis directeur d'exploitation à compter de mars 2020.

Directeur Général depuis décembre 2021.

Plus d'informations sur <http://www.compelma.com>

Activités de STIC



est une société réalisant la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électriques de télécommunication.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), elle est le leader national dans le domaine des techniques de communications HF et plus particulièrement dans la diffusion iso fréquence. Elle fournit les appareillages et les services nécessaires aux équipements d'émission des informations radio sur la fréquence FM 107.7 MHz.

Le 107.7 MHz est utilisé en France pour les informations radio autoroutières (trafic, bulletins d'alertes, météo, conseils, reportages touristiques et culturels...). La clientèle de STIC est donc particulièrement concentrée auprès des sociétés autoroutières, Cofiroute, Sanef, Aréa, Asf et Escota.

La forte accélération technologique de son secteur des télécommunications sur autoroute (radio numérique, autoroute intelligente, véhicules autonomes, etc.) s'accompagne de prestations d'assistance technique innovantes (par exemple au Centre d'Essai de Véhicules Autonomes de Montlhéry, l'installation d'émetteurs WIFI ITS-G5).

Elle est dirigée par

Guy Le Marc



Ecole d'Ingénieurs de Tours. M.Sc in MSE Hatfield Polytechnic.

Entré à la STIC en 1991, il en devient le directeur technique puis le directeur général adjoint.

Directeur général depuis 2002.

Ingénierie technique



Activités de Médiane Système



est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée en banlieue parisienne à Le Pecq (78), ainsi qu'à Lyon (69), Grenoble (38) et Nantes (44), elle se spécialise dans la Recherche et Développement externalisée. Ses métiers sont fédérés autour de l'ingénierie de systèmes de hautes technologies : applications informatiques industrielles, temps réel, informatique embarquée, électronique numérique et analogique. Ses prestations se réalisent dans les locaux de Médiane Système (forfaits ou centre de services) ou directement dans ceux des clients, par détachement de personnel (assistance technique).

Médiane Système est présente dans plusieurs secteurs industriels ; les principaux sont les équipements électriques et industriels, le ferroviaire, l'automobile, le médical, les télécoms, la défense et la télévision numérique.

Elle détient 39% du capital de sa participation Médiane Ingénierie installée à Toulouse.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld



ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet dans une ESN.
Fondateur de Médiane Système en 1989.
Directeur général, président-directeur général puis **président** (et membre du directoire de ICE Groupe).

Frédéric Czaikowski



Ecole militaire Saint-Cyr Coëtquidan.
Entré à Médiane Système en 2013 comme directeur de la stratégie commerciale, il en devient directeur commercial en 2016, directeur opérationnel en 2018 et directeur général-adjoint en 2020.
Directeur général à compter de mars 2021.

Plus d'informations sur <http://www.medianesysteme.com>

Activités de Médiane Benelux



Médiane Benelux, filiale de Médiane Système, est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée au cœur de l'Europe, à Bruxelles, depuis décembre 2017, elle vise les marchés proches de l'Europe du Nord, Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne.

Médiane Benelux est une entreprise qui privilégie l'évolution et l'accomplissement de ses clients, dans ses bureaux d'études et ceux de différents secteurs industriels. Elle délivre des prestations de haute technicité grâce à une sélection rigoureuse de ses collaborateurs et des méthodologies de développement de pointe.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld

Gérant (et président de Médiane Système)

Guillaume Hubert



Master Commerce - Marketing, Vente et Distribution, Arts et Métiers.

Entré en 2017 à Médiane Système

Ingénieur commercial. **Responsable du développement** et de l'implantation commerciale.


Plus d'informations sur <https://medianesysteme.com/fr/>

Activités de Stilog IST



IST est une société de services en informatique scientifique et technique, également éditrice de logiciels.

Implantée en banlieue parisienne à Nanterre (92) et à La Ciotat (13), elle se spécialise dans l'édition logicielle et l'externalisation de la Recherche et Développement.

Son progiciel  **VISUAL PLANNING**[®] est un outil de gestion de ressources et de planification opérationnelle. Sous la forme de tableau de bord, il permet de gérer les tâches et d'optimiser l'organisation des entreprises. Actuellement à sa 8^{ème} version, il s'agit d'un logiciel paramétrable, collaboratif, sécurisé et simple d'utilisation vendu à des milliers d'exemplaires auprès d'organisations de toutes tailles et de tous secteurs, tels la construction, l'énergie, les services, l'industrie et les transports. STILOG IST réalise elle-même l'ensemble des prestations : l'édition, la commercialisation, l'analyse préalable à l'installation, les prestations de paramétrage et de formations puis l'assistance technique, et l'hébergement dans le cloud.

Dans son autre métier, la R&D externalisée, STILOG IST intervient dans l'ingénierie de systèmes de très hautes technologies : développement de logiciels de calcul, simulation de comportement mécanique, analyses multi-physiques, applications informatiques industrielles et maintenance applicative. Dans ce métier, STILOG IST est présente dans plusieurs secteurs industriels notamment l'aéronautique et la mécanique. Simultanément, elle a développé une activité de TMA (Tierce Maintenance Applicative).

Ses principaux dirigeants sont :

François Berthelot



ENS, DEA et doctorat en géodynamique, ENSPM. Ingénieur développement puis chef de projet dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.

Fondateur de Stilog IST en 1991.

Président, expert senior et directeur technique.

Christophe Poirmeur




DEA et doctorat en physique théorique — option géophysique. Ingénieur recherche au BRGM Bureau de Recherche Géologiques et Minières, responsable ESN dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.

Fondateur de Stilog IST en 1991.

Directeur général, responsable activités R&D, créateur et responsable de Visual Planning[®].

Plus d'informations sur <http://www.stilog.com> et <http://www.visual-planning.com>

Activités de Stilog inc.

 **Stilog inc.**, filiale américaine de STILOG IST, y assure l'implantation et le développement commercial du logiciel



Start up créée en 2012 à San Francisco (siège social), elle a installé en 2015 son second et aujourd'hui principal quartier général à Hoboken, New Jersey, en face de New York. Outre la commercialisation de Visual Planning, son équipe américaine offre des services de consulting, formation et assistance techniques directement liés.

Logiciel de planification et de gestion des ressources, Visual Planning se présente comme une boîte à outils entièrement paramétrable par l'utilisateur. Il permet de gérer la planification de projets, chantiers, parcs et activités telles que le service-après-vente ainsi que la gestion de ressources (personnel, temps, équipements, machines, salles...). De surcroît, Visual Planning possède de nombreuses fonctionnalités permettant le contrôle des coûts, l'évaluation de la charge de travail ainsi que la création de rapports et graphiques.

Stilog Inc. is a leading IT services and software company based in Hoboken, NJ, also editor of Visual Planning, a powerful, collaborative and tailor-made resources scheduling solution.

Visual Planning has now gathered more than 5,000 customers around the world and a 100,000+ user community. A dedicated team of consultants helps on each implementation to ensure that the system's capabilities are used at their best. At the same time, our world-class customized development services are praised by major global firms in the most demanding industries, from aeronautics to energy.

Ses principaux dirigeants sont :

Christophe Poirmeur

Chief Executive Officer (et directeur général de Stilog IST)

Shaunt Hosdaghian

Bachelor's Degree in business administration - Pace University, Lubin School of Business.

Entré en 2017 à Stilog Inc. comme Sales Engineer.

Chief Revenue Officer depuis janvier 2022.

Adrian Trafidlo

Engineer's Degree: Information Technology - Polsko-Japońska Wyższa Szkoła Technik Komputerowych w Warszawie

Entré en 2015 à Stilog Inc. comme Implementation Consultant, il en devient le Consulting Lead en 2018.

Chief Technical Officer depuis janvier 2022.

Plus d'informations sur <http://www.visual-planning.com/en/>

Activités de WaT



WaT, née en 2017 de la fusion, à l'intérieur du groupe, de Médial Concept et m2es Technologies, est une société spécialisée en ingénierie et réalisations d'applications en automatisme et mécatronique.

Implantée sur cinq sites, près de Chambéry à Les Marches (73), Grenoble (38), Paris (78), Lyon (69) et Clermont-Ferrand (63), son activité est centrée sur l'étude et le choix de produits d'instrumentations, les armoires d'automatisme, la supervision et l'informatique industrielle. Elle intervient également sur l'ensemble des métiers du cycle de développement mécanique et de la réalisation d'un produit industriel.

Les prestations prennent la forme d'études de faisabilité, d'écriture de cahiers des charges, de management de projet, de contrats de maintenance et de formation : une partie sous forme de forfait (projet clés en main), le reste en assistance technique (régie).

Ses clients sont des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines (services au forfait et mises en service), des infrastructures et se trouvent dans des secteurs similaires à ceux de Médiane Système, notamment les équipements électriques et industriels, le ferroviaire et l'automobile.

Elle est dirigée par

Olivier Chaland



POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.

Fondateur de Médial Concept en 2007.

Directeur général.

Patrice Bibaut



Maîtrise en électronique, électrotechnique et automatisme puis carrière d'ingénieur commercial.

Entré à m2es Technologie en 2011, ingénieur technico-commercial puis chef d'agence.

Directeur d'exploitation depuis 2018.

Plus d'informations sur <http://www.wat.digital>

Activités de WaT Portage



WaT **ortage**, filiale de WaT, née en 2017, est une société de portage salarial dédiée à l'industrie, en particulier dans les métiers de l'ingénierie, de l'informatique technique, de l'électronique, des automatismes et de la mécanique.

Implantée près de Chambéry à Les Marches, elle bénéficie des quatre autres sites de WaT, à Lyon, Grenoble, Paris, et Clermont-Ferrand.

Avec des contrats simples d'utilisation et offrant de bonnes protections et garanties aux salariés portés, elle apporte de la souplesse. Statut reconnu, le portage salarial est en effet un contrat tripartite permettant de sécuriser la relation entre les salariés, la société qui les porte et les clients.

Ses clients sont proches de ceux de WaT, tels des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines, des infrastructures et se trouvent dans les secteurs des équipements électriques et industriels, du ferroviaire et de l'automobile.

Elle est dirigée par

Olivier Chaland



POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.

Fondateur de Médial Concept en 2007 et de WaT Portage en 2017.

Président.

Philomène Gaspar



Formation NRC négociation et relation client.

Entrée à m2es Technologie en 2013, commerciale et responsable du pôle recrutement.

En 2020 elle prend en charge le suivi et développement des grands comptes pour l'activité prestation.

Directrice générale depuis janvier 2021.

Plus d'informations sur <http://www.wat-portage.fr>

Activités d'Apilog



est une société spécialisée dans les automatismes de commande.

Implantée à Chanteloup-les-Vignes (78), elle est en relation avec WaT, aux offres complémentaires.

Spécialisée dans l'automatique industrielle, son expertise dans la maîtrise des automatismes regroupe une variété d'applications industrielles pour la création d'installations automatisées, allant d'un simple flot robotisé à des process complexes.

Elle réalise ainsi des études d'automatismes (automate programmable et supervision) avec montage et câblage sur site. Son savoir-faire réside dans la fabrication en atelier et sur chantier, les études électriques (fabrication d'armoires), les logiciels et systèmes, le développement des automates et terminaux opérateurs, la communication et les réseaux, et le développement de systèmes de supervision.

Ses clients sont principalement concentrés dans les secteurs de l'automobile, des aéroports, du ferroviaire et des cosmétiques.

Depuis le récent départ de son président-fondateur Monsieur **Didier Messin**, elle est dirigée par **François Bertauld**



Daniel Roux

ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet dans une ESN.
Président-fondateur de Médiane Système en 1989, membre du directoire de ICE Groupe.
Président.



Dominique Roquelle

Ingénieur des Mines (Alès), MBA Bocconi (Milan).
Responsable automation Spie-Trindel, directeur commercial ABB puis directeur des opérations ACN-Normandie
Entré à Apilog en 2021, directeur commercial puis opérationnel.
Directeur général.



Master en qualité et environnement durable.
Entré à Apilog en 1994. Nommé chargé d'affaires en 2007, puis directeur technique en 2021.
Directeur général-adjoint depuis avril 2022.

Plus d'informations sur <http://www.apilog.fr>

Activités de ISIT



est une société spécialisée dans les applications liées aux systèmes embarqués, à l'assurance qualité logiciel et en sûreté de fonctionnement et cybersécurité.

Implantée à Toulouse depuis plus de 30 ans, elle est en relation avec Médiane Système et Médiane Ingénierie, aux offres complémentaires. ISIT fournit des outils et des briques (IP) logiciels orientés qualité, safety et cybersécurité, des produits pour les réseaux industriels et la production, des prestations d'expertise et de conseil et des formations.

Elle est spécialisée dans la commercialisation d'outils matériels et logiciels utilisés dans les bureaux d'études et de développement. Elle possède des contrats de revente et représente des marques dont certaines font l'objet d'une exclusivité de distribution en France.

Le catalogue de produits est important et varié et touche aux domaines suivants : temps réel embarqué, génie logiciel et test & validation, informatique industrielle et réseaux de terrain, programmation et test de cartes. En plus des produits, ISIT propose des prestations d'accompagnement périphériques aux développements : expertise sur les produits, formation, aide à la mise en place, test et validation.

Particulièrement diversifiés, les clients d'ISIT ont comme point commun de posséder une cellule de développement dans les domaines électronique et informatique industrielle.

Elle est dirigée par

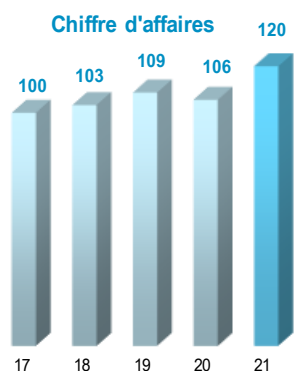
Dominique Lestrade



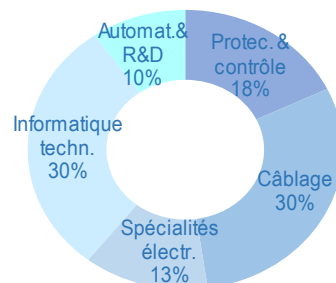
Ingénieur Techniques de l'Industrie, spécialité Electronique, IHEDN.
Carrière commencée dans le Groupe Cahors, Directeur Général Délégué CRDE.
Entrée à ISIT en 2020.
Directrice générale.

Plus d'informations sur <http://www.isit.fr>

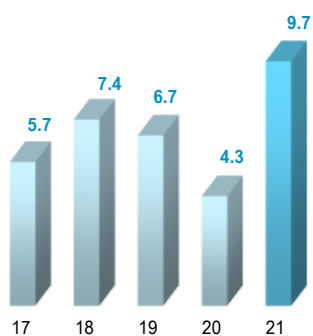
1.3. Synthèse des résultats consolidés



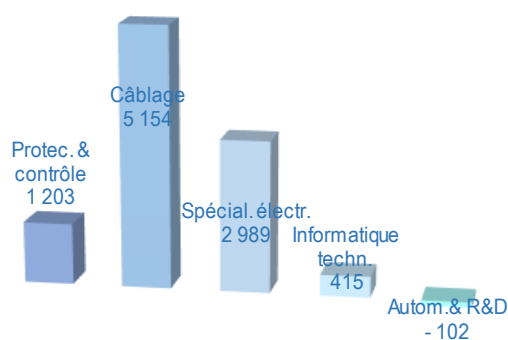
Chiffre d'affaires 2021 par secteur



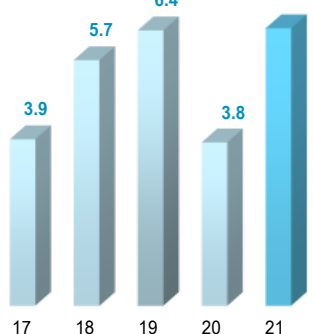
Résultat opérationnel



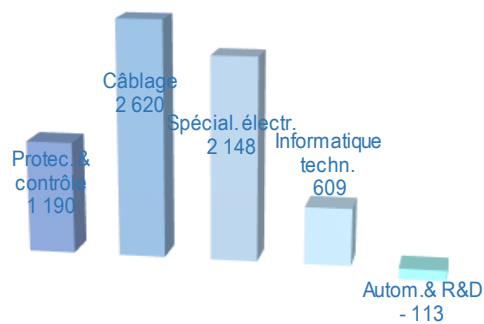
Résultat opérationnel 2021 par secteur



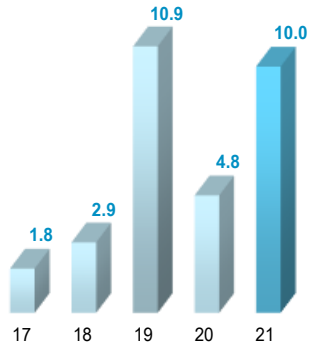
Résultat net



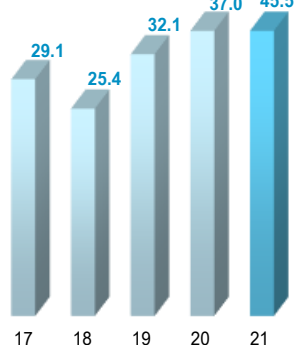
Résultat net 2021 par secteur



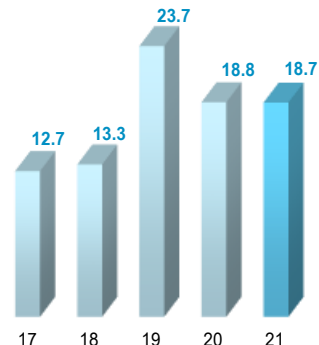
Free Cash Flow



Trésorerie moins concours bancaires



Trésorerie nette dettes financières*

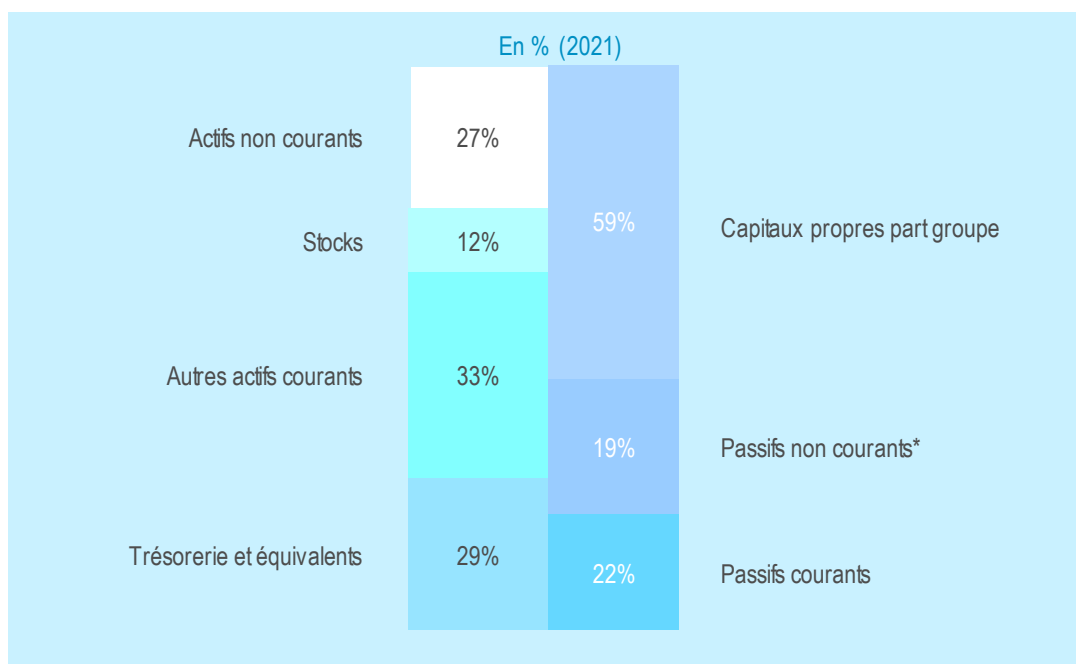


* et des compléments de prix à verser sur acquisition de filiales

Données exprimées en millions d'euro

Bilan simplifié consolidé

ACTIF	En milliers d'euro				
	2021	2020	PASSIF	2021	2020
Actifs non courants	42 351	34 587	Capitaux propres part groupe	94 097	87 277
Stocks	18 562	15 213	Passifs non courants*	30 342	22 374
Autres actifs courants	52 617	55 438	Passifs courants	34 609	32 609
Trésorerie et équivalents	45 519	37 022			
Total	159 048	142 260		159 048	142 260



* dont intérêts minoritaires et autres fonds propres

1.4. Recherche et développement

1.4.1. La recherche dans les gènes du groupe

L'activité de *protection et contrôle*, qui est à l'origine du groupe, a pour ADN essentiel l'excellence technique, les évolutions technologiques et la qualité des produits.

L'élargissement progressif du groupe vers d'autres activités a été orienté de façon privilégiée vers des métiers technologiques proches, à haut niveau d'expertise, et notamment l'*ingénierie technique informatique*. D'une façon générale, le groupe est fortement marqué par une culture d'ingénieur accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement.

1.4.2. Deux natures de Recherche et Développement

L'activité du groupe recouvre deux natures différentes de recherche et développement :

- Celle affectée aux **produits de série du groupe** : la *protection et contrôle* en absorbe naturellement une large partie. Augmentant de 10 points au cours des quatre années précédentes, elle est restée encore élevée l'année dernière à 23,7% des ventes. Dans les autres activités, la progression avait été un peu moins importante, et a conservé l'année dernière également un niveau élevé, supérieur à 21% du chiffre d'affaires.

Frais (en % / CA)	2021	2020	2019
Produits de série protection et contrôle	23.7%	25.9%	24.4%
Produits de série du groupe	21.2%	22.1%	19.1%

- Celle pour le **compte de tiers** (R&D externalisée) : l'ingénierie technique en constitue la plus grande partie. Représentée par l'informatique technique, assurée par Médiane Système et par la part ESN de STILOG IST, les automatismes et l'ingénierie en contrôle commande par WaT et les automatismes d'Apilog, elle est complétée par des études spécifiques dans les protections et contrôle, en France et en UE, et dans les spécialités électriques et électroniques (couverture des autoroutes par la FM 107.7, etc.).

Au total, environ près de la moitié des effectifs du groupe étaient directement rattachés ces dernières années à ces deux natures de recherche.

Nombre de salariés de la recherche	2021	2020	2019
Produits de série du groupe	69	78	90
Pour le compte de tiers	404	378	404
Total	474	456	494

Après l'inflexion de 2020 liée à la pandémie qui avait particulièrement affecté les dépenses de recherche, en particulier celles sous-traitées (R&D externalisée), 2021 a consolidé la tendance à la croissance de l'ingénierie technique. L'orientation générale du groupe vers les services venant se substituer aux ventes de matériels a donc été stabilisée.

Frais (en milliers d'euro)	2021	2020	2019
Produits de série du groupe	7 815	8 163	8 501
Pour le compte de tiers	25 164	24 558	26 708
Total	32 979	32 722	35 209

En contrepartie de cette activité de recherche et développement, le groupe obtient des aides significatives au travers du crédit d'impôt recherche. Les CIR ont baissé l'année dernière de -21%, sensiblement plus qu'en 2020.

CIR	2021	2020	2019
Montant	2 610	3 285	3 422
En % / coûts	7.9%	10%	9.7%
N/n-1	-21%	-4.0%	21%

Au total, l'aide fiscale globale pour la R&D a représenté moins de 8% des coûts, à comparer à une moyenne supérieure à 12% dans les 5 années 2012-2016

1.5. Facteurs de risques

Le risque est constitué par l'éventualité de survenance d'un événement dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, la réputation du Groupe. Il peut également être constitué par le fait de manquer une opportunité. L'analyse des risques permet de les identifier, d'en mesurer l'impact et de les traiter en vue de les maintenir à un niveau acceptable.

L'objectif est de protéger les femmes et les hommes du Groupe, préserver la valeur, les actifs et la réputation du Groupe et enfin de créer de la valeur dans la durée pour l'ensemble des parties prenantes.

RISQUES AUXQUELS LE GROUPE ESTIME ÊTRE EXPOSÉ :

1.5.1. Risques liés à l'activité

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IMAGE ET RÉPUTATION

Identification du risque	Gestion du risque
La réputation et l'image des entreprises composant le groupe peuvent être rapidement compromises dans un monde où l'information circule facilement et rapidement ; elles dépendent du jugement des clients agissant dans un cadre professionnel et technique.	Afin de réduire les risques de tels événements, le Directoire assure une coordination entre les filiales déployant leur propre système de veille. Le déploiement de la Charte Éthique dans l'ensemble du groupe vise à donner des règles de conduite et à guider les actions et les comportements, inspirer les choix et faire vivre les valeurs du groupe dans les actes quotidiens de chacun des collaborateurs.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / QUALITÉ ET SÉCURITÉ DES PRODUITS

Identification du risque	Gestion du risque
La qualité et la sécurité des produits et des interventions chez les clients sont essentielles pour le groupe en raison de son positionnement technique, lui-même accentué par ses métiers tels la protection des réseaux électriques (ICE et les sociétés CEE), l'informatique technique (Médiane Système et Stilog IST), les automatismes et l'ingénierie de contrôle commande (WaT), la sécurité autoroutière (STIC), les interventions dans les installations nucléaires (OTN) et le contrôle de l'accès et de la vitesse des chariots de manutention (EC2E).	Les principes qui régissent la politique de qualité et de sécurité du groupe sont : - la satisfaction des besoins des clients ; - la conformité aux exigences de sécurité et à la législation ; - la qualité et la conformité des produits. Outre la démarche de management de la qualité (la quasi-totalité des filiales les plus importantes sont certifiées ISO 9001), cela justifie la mise en place de contrôles de fabrication rigoureux, par exemple à ICE qui conçoit et fabrique ses propres bancs de contrôle final, ainsi que d'habilitations spécifiques. Les directions concernées de chaque filiale du groupe évaluent spécifiquement la sécurité de leurs matières premières et de leurs produits finis. Le groupe et ses filiales ont mis en place des couvertures d'assurance, notamment pour couvrir la responsabilité civile du fait des produits.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / SAISONNALITÉ ET CONJONCTURE

Identification du risque	Gestion du risque
Les activités du groupe sont sensibles aux cycles économiques, à la conjoncture et à la saisonnalité de l'activité. Les ralentissements économiques conduisent à une baisse des investissements chez les clients du groupe, ce qui peut avoir un impact négatif significatif sur nos activités et nos résultats. Les dépenses d'investissement des clients ont un caractère saisonnier et dépendent notamment des conditions climatiques : ainsi à ICE, l'activité est en principe plus importante juste avant l'été, période propice aux travaux en extérieur, puis avant les froids de l'hiver ; de même, STIC a fréquemment beaucoup d'activité en fin d'année, moment où les conditions de circulation deviennent difficiles.	Le groupe s'efforce de pallier ces risques par la diversité et l'enrichissement de ses métiers. Sa trésorerie nette positive importante lui permet de financer la constitution saisonnière d'en-cours et/ou produits finis.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE ET ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Le groupe est installé géographiquement dans plusieurs régions en France et dans 7 pays étrangers, totalisant 27 implantations.</p> <p>Néanmoins, les perturbations politiques, économiques ou sanitaires peuvent influencer sensiblement sur son activité.</p>	<p>La présence sur de multiples sites, qui accompagne ses métiers diversifiés, favorise l'équilibre des ventes et une compensation entre les zones géographiques.</p> <p>Longtemps exclusivement réalisés en France, l'ingénierie et le câblage électrique ont été développés dans d'autres pays avec STILOG inc, Médiane Benelux, Technicam et EMC.</p> <p>En cas de crise sanitaire, la forte proportion d'ingénieurs, cadres, techniciens et employés permet un recours important au télétravail.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / CONCURRENCE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Le groupe est soumis à une pression très différente selon les marchés diversifiés sur lesquels il opère : importante sur le marché des protections, automatismes et contrôle-commande des réseaux électriques français avec RTE et Enedis en situation de monopole-monopsonne, elle l'est moins dans le même métier à l'étranger (CEE), dans le câblage avec la constitution de MtC et dans les niches techniques électroniques. Dans l'ingénierie, malgré la présence de quelques grandes sociétés, le marché est fragmenté et plus ouvert.</p>	<p>Sur le marché des protections, automatismes et contrôle-commande en France, le développement vers d'autres clients, dans l'industrie, le ferroviaire et la production d'énergie, est activement recherché.</p> <p>Gagner des parts de marché, améliorer la rentabilité de l'exploitation et donc assurer la croissance sont des enjeux constants dans un contexte de lutte permanente pour des produits les plus attractifs et les plus performants, avec un rapport qualité-prix optimisé.</p> <p>Par ailleurs, dans toutes ses activités, le groupe investit beaucoup en matière de recherche, permettant de conserver une expertise technique de haut niveau par rapport à la concurrence.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / INNOVATION ET ATTENTES DES CLIENTS

Identification du risque	Gestion du risque
<p>La mise au point d'une offre de produits, biens et services, innovants et leur adaptation aux besoins du marché constituent une priorité permanente pour le Groupe.</p> <p>Si le Groupe ne parvenait pas à anticiper et interpréter l'évolution des attentes des clients et des nouvelles tendances, ses ventes pourraient être affectées.</p>	<p>Au-delà de la culture d'ingénieur marquant fortement le groupe et accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement, l'innovation est une quête permanente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'intérieur de sociétés du groupe, par exemple à ICE par la mise en place d'un département innovation-marketing chargé notamment d'identifier et anticiper les évolutions techniques des produits et des marchés. - La recherche externe entreprise depuis plusieurs années privilégie les sociétés dans les nouveaux secteurs économiques.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / OPÉRATIONS DE CROISSANCE EXTERNE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Dans le cadre de sa stratégie de développement, ICE Groupe a réalisé et pourrait être amené à réaliser des acquisitions.</p> <p>La mise en œuvre de cette stratégie suppose néanmoins que ICE Groupe puisse trouver des opportunités de développement à un coût et à des conditions acceptables.</p> <p>Ces opérations sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur les résultats du groupe si celui-ci ne réussissait pas à intégrer dans les conditions prévues les sociétés acquises, leurs dirigeants et leur personnel, à atteindre les performances escomptées et à gérer des passifs qui n'auraient pas été anticipés au moment de la réalisation de l'opération et pour lesquels ICE Groupe n'aurait pas ou peu de protection de la part du cédant.</p>	<p>Dans ses opérations futures de croissance externe, comme par le passé, le groupe choisira de façon sélective des entreprises de taille moyenne dont les équipes pourront être aisément intégrées, avec une culture proche de celle des dirigeants actuels. Cela permettra la plupart du temps à ces entreprises de rester autonomes et à leurs dirigeants de rester aux commandes, tout en mettant en œuvre des synergies avec les autres sociétés du groupe.</p> <p>Par ailleurs, le groupe a mis en place un processus de contrôle de ces opérations qui inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La participation de l'ensemble des membres du directoire à l'identification, l'évaluation économique, technique, commerciale et financière des opérations, ainsi que celle, ponctuelle, de dirigeants d'entreprises du Groupe issues du même secteur. - L'examen par le Conseil de surveillance, et en particulier son président, des opportunités d'acquisitions ou des prises de participation d'un montant significatif ou sortant des activités habituelles du groupe, ainsi que les conditions de leur mise en œuvre. <p>Les acquisitions, validées par le Conseil de surveillance, font par la suite l'objet d'un examen régulier de la part du Conseil de surveillance qui est informé des conditions d'intégration et des performances réalisées.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Une des clés de la réussite de ICE Groupe réside dans la qualité de ses collaborateurs et de ses dirigeants. Le groupe ne peut pas garantir qu'il aura la capacité de recruter et de fidéliser son personnel, en particulier les consultants, ingénieurs et techniciens qui lui sont nécessaires, notamment dès que survient une pénurie de cadres. Si le groupe ne parvenait pas à identifier, attirer, retenir et former des collaborateurs compétents, au comportement responsable, notamment dans le contexte des évolutions technologiques rapides dans lesquelles il opère, le développement de ses activités et de ses résultats pourrait être affecté.</p> <p>Il y a aussi en matière sociale le risque lié à la santé et sécurité et le risque de dégradation du climat social, même s'ils ne sont pas significatifs.</p>	<p>Bien qu'avec un reporting et suivi cadrés, le groupe accorde une très large autonomie à ses filiales pour la gestion opérationnelle. Cet environnement professionnel responsable encourage également l'attachement à ses valeurs, notamment celles portées par la Charte Éthique. Dans une démarche de fidélisation des dirigeants, le groupe met en place une politique de rémunération rétribuant les performances tant individuelles que collectives. Pour les personnes clés, une gestion très décentralisée, une surveillance médicale et l'intéressement aux résultats atténuent les risques de départ.</p> <p>Les contrats des filiales quant à la couverture des risques santé et prévoyance pour la quasi-totalité des collaborateurs répondent aux besoins essentiels de ces derniers et concourent à la compétitivité du groupe qui a la conviction que performance sociale et performance économique sont non seulement intimement liées mais se renforcent mutuellement. Malgré un turnover particulièrement élevé dans l'ingénierie, notamment en région parisienne, la capacité de ICE Groupe à recruter (sans assouplir les critères de recrutement) a été jusqu'à présent suffisante, y compris dans les périodes de forte tension.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / SYSTÈMES D'INFORMATION

Identification du risque	Gestion du risque
<p>La gestion quotidienne des activités du groupe incluant notamment des achats, la production (dont l'affectation des personnes réalisant des services), les opérations de facturation, de reporting et de consolidation et l'accès à l'information interne de chaque société, repose sur un bon fonctionnement de l'ensemble des infrastructures techniques et applications informatiques. Dans le contexte d'évolution constante des technologies de l'information et de leurs usages, les activités du groupe, ses savoir-faire dépendent d'un fonctionnement de plus en plus dématérialisé et numérique.</p> <p>Le règlement européen sur la protection des données personnelles applicable depuis mai 2018 prévoit des contrôles et des sanctions importantes.</p> <p>Le dysfonctionnement, l'arrêt des systèmes ou le détournement de données confidentielles prenant leur origine pour des motifs exogènes ou endogènes (dont les intrusions, malveillances, etc.) pourraient avoir un impact significatif (réputation, confiance des clients, etc.).</p>	<p>Outre les règles strictes de chaque société en matière de sauvegarde des données, de protection, d'accès, de sécurité aussi bien en ce qui concerne les matériels que les applications et les données, la protection des données des systèmes d'information est facilitée par leur répartition géographique minimisant l'impact que pourraient avoir le dysfonctionnement ou l'arrêt des systèmes.</p> <p>Les systèmes d'information intègrent notamment des « ERP » (Enterprise Resource Planning), logiciels de gestion utilisés par la grande majorité des sociétés. Le déploiement de ces progiciels intégrés contribue également à renforcer la fiabilité et la sécurisation du processus de production des informations, notamment comptables et financières.</p> <p>Les principes du groupe relatifs à la gestion des données à caractère personnel sont diffusés à toutes les sociétés européennes du groupe afin de sensibiliser tous les collaborateurs au respect des principes éthiques et aux exigences légales et réglementaires en la matière.</p> <p>Selon les situations des sociétés du groupe, les efforts de sécurité sont ajustés de façon permanente en fonction des nouvelles menaces de cyberattaques. Le responsable SI de la filiale ICE a été également désigné référent SI du groupe afin d'assurer une homogénéité de doctrine.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / DÉFAILLANCE DE CONTRÔLE INTERNE

Identification du risque	Gestion du risque
Les dispositifs de contrôle interne ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non pas une garantie absolue, quant à la réalisation des objectifs de l'entreprise en raison des limites inhérentes à tout contrôle. Ainsi, le groupe ne peut pas exclure le risque d'une défaillance des contrôles internes susceptibles de l'exposer, notamment à un acte de fraude.	L'environnement de contrôle, essentiel au dispositif de contrôle interne, à la bonne gestion des risques et à l'application des procédures, s'appuie sur les comportements, l'organisation et les collaborateurs. A ICE Groupe, il s'inscrit dans une culture d'engagement et de rigueur transmise par les dirigeants et également dans la continuité des choix stratégiques du groupe. Le groupe met en œuvre les dispositions de la loi dite « Sapin 2 » en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

1.5.2. Risques juridiques**RISQUES JURIDIQUES / PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, MARQUES ET MODÈLES**

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe possède un portefeuille de marques et modèles qui constitue un de ses actifs. Le nom des marques, les produits eux-mêmes ainsi que les modèles qui peuvent être contrefaits, font l'objet de protections telles les dépôts de marque.	La recherche et l'innovation sont les piliers historiques du développement du groupe. Le détournement de la propriété industrielle sur les nouveaux produits tirés de la recherche est un risque qu'il faut citer pour être exhaustif mais dont la probabilité d'occurrence est faible. Néanmoins, le système d'enveloppes Soleau est ponctuellement utilisé.

RISQUES JURIDIQUES / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe est soumis à l'évolution des réglementations qui s'imposent à toutes les sociétés. Certains pays font l'objet de contrôle des exportations, d'embargos, de sanctions économiques ou d'autres formes de restrictions commerciales imposées par l'Union Européenne, les États-Unis ou d'autres états ou organisations.	ICE Groupe cherche à avoir une attitude irréprochable et exige de toutes les entreprises qui le composent le respect des réglementations des pays dans lesquels elles interviennent.

RISQUES JURIDIQUES / AUTRES RISQUES JURIDIQUES ET LITIGES

Identification du risque	Gestion du risque
Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe et ses filiales sont susceptibles d'être impliqués dans tout type de litige et soumis à des contrôles fiscaux, douaniers et administratifs.	Une provision est constituée dans les comptes sociaux et consolidés chaque fois que le groupe a une obligation vis-à-vis d'un tiers et devra faire face à une sortie de ressources probable dont le coût peut être estimé de manière fiable. Il n'existe à ce jour aucun fait exceptionnel ni procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage risquant d'affecter ou ayant récemment affecté significativement et avec une probabilité sérieuse les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité de la société et du groupe.

1.5.3. Risques industriels et environnementaux

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / PRODUCTION

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients.</p> <p>De ce fait, un retard majeur de livraison de produits ou de services pourrait être préjudiciable à la réalisation des objectifs commerciaux.</p>	<p>Afin de prévenir ce risque, la plupart des filiales ont recours à des ERP. Le logiciel <i>Visual Planning</i> développé par Stilog IST est également utilisé.</p> <p>Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients.</p>

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / DÉPENDANCE VIS-A-VIS DES FOURNISSEURS

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Le groupe est tributaire de ses fournisseurs externes pour la livraison des matières premières, marchandises et sous-traitances de biens et services indispensables à la fabrication et livraison des produits finis (biens et services), lesquelles peuvent donc être perturbées par la défaillance d'un fournisseur important.</p>	<p>La diversité des secteurs d'activité dans lesquels le groupe intervient induit corrélativement celle de ses fournisseurs. Néanmoins, chaque filiale analyse régulièrement les risques de ses filières d'achats et de ses fournisseurs et développe si besoin des sources alternatives.</p> <p>Les tensions actuelles sur les importations d'énergies, de matières premières et de composants ainsi que le renchérissement des transports et l'allongement de leurs délais constituent un aléa suivi de près par chaque société du groupe.</p>

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Les activités du groupe sont soumises à des lois et des règlements imposant de respecter des normes toujours plus strictes en matières d'environnement, de santé et de sécurité, lesquels pourraient augmenter le coût de mise en conformité.</p>	<p>Le groupe développe des formations aux risques (humains, informatiques, environnementaux, éthiques...) pour ses collaborateurs en France.</p> <p>Il recherche l'amélioration du pilotage des performances environnementales des activités grâce à la mise en place d'indicateurs clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incitation des collaborateurs aux éco-gestes, - Réduction des émissions de CO2 liées aux déplacements, - Réduction de la consommation de papier liée aux impressions, - Maintien des certifications ISO 14 001. <p>Compte tenu du positionnement vers des produits de plus en plus immatériels, la fabrication de la plupart de ces produits n'a pas recours à des substances chimiques requérant des manipulations et précautions spécifiques. En particulier le groupe n'est a priori pas ou très peu impacté par les substances interdites ou préoccupantes de la réglementation REACH.</p>

1.5.4. Risques financiers

RISQUES FINANCIERS / CONTREPARTIE, ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE TIERS

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe est exposé au risque de contrepartie pour des engagements de rachat existant à l'égard d'actionnaires minoritaires de sociétés du groupe.	Les engagements vis-à-vis d'actionnaires minoritaires sont indexés sur les résultats d'exploitation et parfois en partie sur les chiffres d'affaires des entreprises concernées ; estimés à environ 0,5 M€, ils ne représentent donc pas de risque significatif, en particulier au regard de la situation financière de ICE Groupe. Ces engagements ne sont pas comptabilisés dans les comptes consolidés car leur réalisation est incertaine.

RISQUES FINANCIERS / CLIENT

Identification du risque	Gestion du risque
Le risque client peut-être matérialisé par le non-recouvrement des créances du fait de difficultés de trésorerie de la clientèle ou de la disparition de clients.	Compte tenu de la variété et de la multiplicité des clientèles, le risque pour le groupe est disséminé et la probabilité d'occurrence d'un dommage significatif à l'échelle du groupe reste limitée. Les plus grands comptes du groupe sont Schneider, Alstom et Carrier. Le montant considéré comme supportant un risque de non-recouvrement et provisionné à ce titre est indiqué dans la note 13 de l'annexe. Il représente 1,8% de la créance client brute.

RISQUES FINANCIERS / LIQUIDITÉ

Identification du risque	Gestion du risque
Le manque de liquidité pourrait affecter la pérennité et l'indépendance du groupe et de ses sociétés.	<p>L'objectif prioritaire du groupe est de garantir sa pérennité et son indépendance.</p> <p>Le groupe a mis en place un cadre de gestion financière centralisée pour toutes ses entités françaises : elle s'applique notamment à la tenue comptable — dont les paiements — et la gestion de trésorerie. Il vise à disposer à tout moment des ressources suffisantes pour financer l'activité courante et également pour faire face à tout événement exceptionnel — dont des « trous d'air » de plusieurs mois d'activité. Il cherche également à assurer la continuité de ses financements et à optimiser le coût financier de la dette.</p> <p>Outre sa trésorerie nette positive, le groupe dispose de lignes de crédit confirmées non utilisées auprès de plusieurs banques de premier plan.</p>

RISQUES FINANCIERS / TAUX D'INTÉRÊT

Identification du risque	Gestion du risque
ICE Groupe a recours à des emprunts. La difficulté ou même l'impossibilité d'en obtenir en raison d'une mauvaise image du groupe ou de taux d'intérêt élevés pourrait affecter son développement, ses investissements et sa politique financière.	<p>ICE Groupe a un recours modéré à des emprunts. Le groupe se refinance maintenant essentiellement par taux fixes. Aucune de ses dettes ne comporte de clause de remboursement anticipé lié au respect de ratios financiers.</p> <p>En termes d'image financière, ICE Groupe et ses sociétés françaises sont notés par la Banque de France, qui leur a attribué au cours des dernières années les notes oscillant généralement entre 3+ et 3++ (note maximale).</p>

RISQUES FINANCIERS / TAUX DE CHANGE**Identification du risque**

Du fait de ses activités internationales, le groupe est exposé aux variations des cours des devises. Cela se concentre essentiellement sur ses filiales américaine STILOG Inc., anglaise CEE Relays, marocaine Technicam et roumaine EMC, ainsi que l'activité de négoce international de Compelma. Les fluctuations notamment entre l'Euro, l'US Dollar, le Dirham marocain et la Livre Sterling peuvent donc influencer les résultats du groupe

Gestion du risque

Afin de limiter le risque de change, le groupe interdit à ses filiales de spéculer sur les devises et adopte à ce sujet une politique prudente. La plus grande partie de ses facturations à l'export est réalisée en euro.

RISQUES FINANCIERS / ACTIONS**Identification du risque**

Le groupe s'interdit d'investir directement sa trésorerie en actions. Néanmoins, une partie considérée "à long terme" est investie sur des supports OPCVM pouvant en détenir. Les fluctuations des marchés financiers peuvent donc à court terme influencer les résultats du groupe.

Gestion du risque

La part des placements de trésorerie du groupe dans des fonds diversifiés à long terme ne dépasse pas 30%. Des plus-values latentes sont conservées afin de lisser les fluctuations à court terme des performances des placements. Le risque sur ces placements est essentiellement supporté par la société mère.

RISQUES FINANCIERS / ACTIFS DE COUVERTURE DES ENGAGEMENTS SOCIAUX**Identification du risque**

Les actifs affectés à la couverture financière des engagements sociaux sont par nature exposés aux variations des marchés sur lesquels ces actifs sont investis. Une baisse forte et durable des marchés financiers peut avoir un impact sur la valeur des portefeuilles constitués (voir note 16 des comptes consolidés relativement aux indemnités de fin de carrière).

Gestion du risque

Comme la politique de prudence du groupe dans ses placements, la répartition par classe d'actifs dédiés à la couverture des engagements sociaux du groupe vise à réduire notamment les risques de volatilité : sélectionnés chez des assureurs et dépositaires disposant de notations robustes, ceux dans des fonds diversifiés à long terme ne dépassent pas le tiers.

RISQUES FINANCIERS / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS FISCALES ET SOCIALES**Identification du risque**

Le groupe est exposé aux risques d'évolution des réglementations fiscale et sociale ou de leur interprétation. L'alourdissement des taxes et cotisations existantes, l'instauration de nouvelles taxes et cotisations, ou la double imposition concernant par exemple l'impôt sur les sociétés, le rapatriement des dividendes ou les prélèvements sociaux, pourraient avoir un impact défavorable sur le résultat de la société.

Gestion du risque

La direction comptable et la direction juridique, assistées le cas échéant de conseils externes, suivent ces évolutions pour assurer la conformité du groupe à ces réglementations. En cas de litige ou de différence d'interprétation avec les administrations fiscales et sociales, ICE Groupe peut défendre sa position par des recours en justice.

1.5.5. Assurance

ASSURANCE / POLITIQUE GÉNÉRALE

Identification du risque	Gestion du risque
L'absence de couverture des risques principaux des entreprises du groupe pourrait, en cas de sinistre et compte tenu des montants financiers très importants en jeu, gravement affecter les résultats ou même la pérennité des sociétés du groupe.	<p>L'objectif de la politique générale d'assurance est de protéger au mieux les personnes et le patrimoine du groupe contre la survenance de risques significatifs identifiés et assurables qui pourraient l'affecter.</p> <p>A cette fin, le groupe a mis en place pour ses sociétés françaises des contrats d'assurance, notamment pour les risques de dommages et pertes d'exploitation, responsabilité civile et transport, permettant une homogénéisation des couvertures et une maîtrise des garanties.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau central, le groupe a négocié avec des assureurs de 1er plan des programmes généraux d'assurances pour couvrir les expositions centrales (la grande taille optimisant les coûts induits). - Par ailleurs, selon ses besoins particuliers, chaque filiale peut souscrire des couvertures d'assurance spécifiques.

ASSURANCE / RESPONSABILITÉ CIVILE

Identification du risque	Gestion du risque
L'exploitation et les produits vendus peuvent être à l'origine de dommages majeurs envers les tiers. Ces dommages sont donc susceptibles de représenter des montants très importants pouvant fortement affecter les résultats, voire la pérennité des entreprises du groupe.	<p>Les sociétés du groupe ont étendu depuis plusieurs années une couverture des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile. Elle couvre notamment la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile du fait des produits. Cette garantie n'a jamais fait l'objet d'une sinistralité significative, ce qui traduit la haute exigence de qualité et de sécurité dans la conception et la fabrication des produits et des services.</p>

ASSURANCE / DOMMAGE AUX BIENS ET PERTES D'EXPLOITATION

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Les risques sont l'incendie, foudre, explosion, vol et évènements naturels affectant les biens, principalement les immobilisations et stocks.</p> <p>Les risques sont également les pertes d'exploitation consécutives à un dommage matériel.</p>	<p>Les risques pouvant affecter les biens et pertes d'exploitation sont assurés à l'intérieur de plafonds, dans la limite des offres disponibles sur le marché des assurances.</p> <p>Des visites de prévention sont réalisées par les services spécialisés de l'assureur leader dans des sites du groupe.</p>

ASSURANCE / TRANSPORT, AUTOMOBILE

Identification du risque	Gestion du risque
Les risques concernent les transports de biens ainsi que les déplacements automobiles des collaborateurs dans le cadre de missions.	Les sociétés concernées par le transport de biens ont mis en place des couvertures particulières et le groupe offre une assurance pour les déplacements automobiles de ses collaborateurs.

En conclusion, globalement faibles, les risques du groupe peuvent être résumés sous la forme suivante :

COTATION DES RISQUES		GRAVITÉ (1)	PROBABILITÉ (2)	COTATION (1x2)
		Mineure=1 Significative=4 Majeure=16 Critique=64	Très peu probable=1 Peu probable=2 Probable=4 Très probable=8	Mineure Tpp=1-4 Significative Pp=8-16 Majeure P=32-64 Critique Tp=128-512
1. Activité	Image et réputation	4	1	4
	Qualité et sécurité des produits	4	2	8
	Saisonnalité et conjoncture	4	2	8
	Implantation géographique et environnement économique	16	4	64
	Concurrence	16	4	64
	Innovation et attentes des clients	4	2	8
	Opérations de croissance externe	4	2	8
	Risques liés à la gestion des ressources humaines	4	2	8
	Systèmes d'information	4	2	8
	Risque de défaillance du contrôle interne	4	1	4
2. Juridiques	Propriété industrielle, marques et modèles	1	1	1
	Évolutions des réglementations	4	2	8
	Autres risques juridiques et litiges	4	1	4
3. Industriels et environnementaux	Production	1	1	1
	Dépendance vis-à-vis de fournisseurs	1	1	1
	Environnement et sécurité	1	1	1
4. Risques financiers	Contrepartie, engagements vis-à-vis de minoritaires	1	4	4
	Client	4	1	4
	Liquidité	4	1	4
	Taux d'intérêt	1	2	2
	Taux de change	1	2	2
	Actions	1	4	4
	Actifs de couverture des engagements sociaux	1	4	4
	Évolutions des réglementations fiscales et sociales	4	4	16
5. Assurance	Politique générale	4	1	4
	Responsabilité civile	4	1	4
	Dommages aux biens et pertes d'exploitation	1	1	1
	Transport, automobile	1	1	1
	Médiane	4	2	4
Moyenne	4	2	9	

2. Gouvernement d'entreprise et capital social

2.1. Rappel des principes de la gouvernance

L'organisation de la gouvernance de ICE Groupe avec un Directoire et un Conseil de surveillance est adaptée aux spécificités de l'entreprise.

- L'équilibre des pouvoirs

L'équilibre des pouvoirs au sein des mandataires sociaux est assuré avec une définition et un partage très précis des missions de chacun, avec d'un côté un directoire composé de quatre personnes alliant expertise et longue connaissance des sociétés du groupe et d'un autre côté six membres du Conseil de surveillance contrôlant le capital et libres de jugement.

- Des membres du Conseil informés et indépendants

Les membres du Conseil sont régulièrement informés de l'ensemble des aspects de la marche de la société et de ses performances. Ce contrôle est facilité par une information constante (notamment via l'intranet du groupe) de son Président – actionnaire majoritaire – au sein de la société lui permettant d'accéder directement aux informations internes, dont les très nombreux tableaux de bord.

Au-delà même de leur présence, les membres du Conseil sont très engagés, avec des expériences complémentaires (expertises industrielles, juridiques, financières, etc.), et pour beaucoup d'entre eux, une mémoire historique, c'est-à-dire une connaissance ancienne et approfondie de l'entreprise et de son environnement.

Les membres du Conseil sont tous assidus (96,7% de participation en présentiel ou visioconférence en 2021 malgré la pandémie) et vigilants. Les travaux et les délibérations du Conseil se font de manière parfaitement indépendante des engagements opérationnels du Directoire.

- Un Conseil qui dispose d'une large palette de moyens

Le Conseil dispose des moyens qui lui permettent de traiter en toute liberté des questions qui le concernent, notamment quand il s'agit de contrôler la bonne gestion et les orientations stratégiques de l'entreprise et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre. Le Directoire communique en transparence et a le soutien du Conseil dans les choix stratégiques qu'il lui propose et qui sont contrôlés par ce dernier. Le Président du conseil conduit les travaux du Conseil pour permettre cette adhésion, sans laquelle le Directoire ne saurait totalement s'impliquer et assurer en toute confiance et sérénité le développement de l'entreprise.

2.2. Mandataires sociaux

2.2.1. Composition du Directoire

Depuis avril 2021, le Directoire comprend 4 membres, un président, Monsieur Pierre Fustier, et 3 membres, Messieurs François Bertauld, Didier Bantegnies et Bruce Hubert. Les mandats des trois premiers membres du directoire, d'une durée de 4 années, ont été renouvelés en 2019, avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022. Amorcé en 2021, le mandat de Monsieur Bruce Hubert a pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

2.2.2. Composition du Conseil de surveillance

Au 31 décembre 2021, le Conseil de surveillance comprenait 6 membres :

- deux membres (dont l'un est président du Conseil, l'autre vice-président), issus de la famille de M. Jacques Boulard, qui détient 52,25% du capital – M. Jacques Boulard et M. Matthieu Boulard ;
- deux membres issus de la famille Neveü, qui détient 6,45% du capital – M. François Neveü et Mme Marie-Laure Neveü-Gohier ;
- deux membres, issus de la famille de M. Daniel Boulard, qui détient 5,60% du capital – Mme Laurence Boulard et M. Arnaud Boulard.

Issu de la famille Neveü, Monsieur Alain Neveü, membre permanent du Conseil Général de l'Environnement et du Développement

Durable, a été contraint de démissionner du Conseil de surveillance — où il occupait le mandat de vice-président — en raison des procédures déontologiques de son service. Son départ a été effectif à l'occasion de la précédente Assemblée générale de 2021 où il a été remplacé au Conseil par son fils François pour un mandat courant jusqu'en 2027.

Le mandat de Monsieur Jacques Boulard, Président du conseil, a été renouvelé en 2018 et court jusqu'en 2024.

Les mandats de membres du conseil de surveillance de Mesdames Marie-Laure Neveü-Gohier et Laurence Boulard ont été renouvelés en 2019 et courent jusqu'en 2025. Celui de Monsieur Arnaud Boulard nommé en 2019 court jusqu'en 2025 et celui de Monsieur Matthieu Boulard a été renouvelé l'année dernière en même temps qu'il prenait le mandat de vice-président du Conseil.

Une représentation des femmes et des hommes conforme aux dispositions de la loi

Depuis 2013, le Conseil a recherché une représentation équilibrée des femmes et des hommes telle que prévue dans les grandes sociétés. Après le départ du Conseil de Madame Kim Fustier-Malpuech et le remplacement de Monsieur Alain Neveü par son fils, le Conseil de surveillance de 6 membres, 2 femmes et 4 hommes, continue de respecter la loi du 4 août 2014 (Copé-Zimmermann) relative à la parité homme-femmes.

Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux le 29 avril 2022

Directoire



Pierre Fustier

Docteur en économie & administration des entreprises, IAE, DECS. Directeur financier, directeur administratif et financier adjoint au PDG, puis directeur général du directoire. **Président du directoire** à compter de 2009, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président de CEE Italiana srl, COMPELMA S.A.S., ICE S.A.S., ICELIA S.A.S., STIC Société Technique d'Ingénierie et de Coopération S.A.S. et WaT S.A.S.
 - Directeur général de Apilog S.A.S., EC2E S.A.S., ISIT S.A.S., Le Génévrier S.A.S., Médiane Système S.A.S., MtC S.A.S., STILOG IST S.A.S. et WaT Portage S.A.S.
 - Gérant de ABCR S.C.I., ECI SARL, Domus Effectus S.C.I.
 - Administrateur de CEE Relays Ltd et Continental de Equipos Eléctricos S.A.
- Détient 37.657 actions ICE Groupe en toute propriété et 94.746 en nue-propriété dans la société ICELIA qu'il préside.



Didier Bantegnies

AM. Carrière entièrement à ICE: initialement au service méthode puis en charge de la qualité, directeur de production, directeur de division. A compter d'avril 2015, directeur général de ICE. **Membre du directoire** depuis 2015, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

Autres mandats et fonctions en cours

- Administrateur de CEE Italiana srl, CEE Relays Ltd, Continental de Equipos Eléctricos SA.
- Président de D3CN S.A.S.
- Président du Conseil de surveillance de Médiane Système S.A.S.
- Vice-Président des Conseils de surveillance de MtC S.A.S. et STILOG IST S.A.S.



François Bertauld

ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet. Fondateur de Médiane Système. Directeur général, président-directeur général en 2010, puis président depuis avril 2020. **Membre du directoire** depuis 2015, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président du Conseil de surveillance de STILOG IST S.A.S.
- Président d'ISIT S.A.S.
- Gérant de CAVIST S.A.R.L. et Médiane Benelux Sprl
- Cogérant de MELUDEL S.C.



Bruce Hubert

Formation d'expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Mexique, Argentine). Entré à OTN en 2010, il en devient le directeur général. Candidat le 30 avril 2021 pour un mandat de **membre du directoire** à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2025.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président de HBR Invest S.A.S.
- Vice-Président de H2H S.A.S.
- Gérant de Hiris S.C.I. et EMC - Electro Medias Confectii, S.R.L.

Conseil de surveillance



Jacques Boulard

Fils de Paul Boulard, principal fondateur de ICE en 1947. X-Ponts, IEP Paris, IHEDN. Ingénieur général des Travaux Maritimes de la Marine Nationale.

Vice-président du Conseil de surveillance, puis membre du Directoire. **Président du Conseil de surveillance** depuis 2006.

Nommé le 27 avril 2018, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2023.

Autres mandats et fonctions en cours

Président du Conseil de surveillance de MtC S.A.S.

Détient 242 832 actions ICE Groupe en toute propriété et 170 000 en droit aux bénéfices (contrôle majoritaire avec ses enfants).



Arnaud Boulard

ESIEE. Carrière industrielle chez Schneider Automation, Alcatel Space et GFI Consulting (programme Airbus), puis gérant de sociétés dans le domaine de l'immobilier.

Nommé à l'assemblée du 26 avril 2019 pour un mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Autres mandats et fonctions en cours

Gérant de DAJIMMO Sarl, Le Dauphiné Sarl, Abfinlauz Sarl et cogérant de Joly Sarl.

Détient 5 actions ICE Groupe.



Laurence Boulard

EBS. Carrière commencée en entreprises, banques et cabinets de conseil et d'audit, puis expert-comptable.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2013, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Autres mandats et fonctions en cours

Gérante de ARLAJE S.C.I., LBO Consulting Eurl et LBO Expertise Sarl.

Détient 5 actions ICE Groupe.

2.2.3. Rémunération des dirigeants et jetons de présence

Intégrant la part de son président, la rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2021 a été de 85.736 euro.

Comme les dividendes, les jetons de présence avaient été augmentés de +2,44% il y a deux ans avant d'être légèrement diminués l'année dernière dans un contexte de légère réduction du coût de la vie et de crise Covid-19, avec une baisse des résultats consolidés. Cette année, à l'instar des dividendes, il vous est proposé une légère augmentation des jetons de présence du Conseil de surveillance par rapport à leur niveau avant la diminution de l'année dernière. Cela correspondrait globalement à des jetons de 43.320 euro.



Matthieu Boulard

Fils de Jacques Boulard.

ISC. Carrière chez l'éditeur de logiciels informatiques UBISOFT puis artiste plasticien et responsable pédagogique du Mastère production de JV - ISART Digital.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2003,

Vice-président à compter du 30 avril 2021, où son mandat a été renouvelé à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Détient 122 000 actions ICE Groupe en toute propriété et 105 000 en nue-propriété.



Marie-Laure Neveü-Gohier

DESS droit notarial, Diplôme Supérieur du Notariat DSN. Notaire salariée. Spécialisation en droit de l'immobilier.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2013, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Détient 5 actions ICE Groupe en toute propriété et 24.942 en nue-propriété.



François Neveü

MSc PGE Business Administration & Management, NEOMA Reims Business School.

Ancien auditeur interne financier senior. Actuellement Finance Business Partner Director pour les départements IT et R&D de ADP Automatic Data Processing.

Nommé à l'assemblée du 30 avril 2021 pour un mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Prêt par son père Alain Neveü de 5 actions ICE Groupe.

2.2.4. Commissariat aux comptes

Les mandats de la SOCAUDIT, représentée par M. Pierre-Jean Fri-son, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de J. Causse et associés, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés lors de l'assemblée de 2018 et courent jusqu'en 2024.

Le mandat de SKA Serge Kubryk Audit, en tant que commissaire aux comptes titulaire a été renouvelé en 2020 et court avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2025.

2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2021

Conformément à la réglementation, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de votre Conseil de surveillance sur l'exercice 2021.

Observations sur le groupe ICE

Evolution de la structure

La fin de l'exercice 2021 a connu la constitution quasi-définitive du pôle "câblage" du groupe. Après avoir réalisé en 2020 l'acquisition de 51% du capital de Groupe CEPA SAS, qui détenait la totalité du capital de la société de câblage industriel CEPA SAS (Câblage Electronique Professionnel Aéro), ainsi qu'une participation de 34% dans la société marocaine Technicam Sarl, OTN a fait l'acquisition en novembre des 49% restants. Simultanément, Groupe CEPA SAS a été dissous, entraînant la transmission universelle de son patrimoine à son actionnaire unique, OTN SAS. Sur les plans comptable et fiscal, la dissolution a eu effet au 1er janvier 2022. A cette même date, OTN a repris à EC2E la totalité du capital de sa filiale ECI Electro-Câblage Industries Sarl, qui opère également dans les métiers du câblage, et a été rebaptisée Maintenance, travaux et Câblage (MtC) avec un remaniement de ses organes de direction et une augmentation de son capital. Notre société ICE Groupe a parallèlement racheté les 66% restants de Technicam.

Le pôle "Câblage" est donc regroupé dans MtC, ses filiales à 100% ECI et EMC (société roumaine) et sa filiale à 34% Technicam (société marocaine), dont MtC a vocation à racheter à terme les 66% restants à ICE Groupe.

Le groupe ICE repose ainsi dorénavant sur trois pôles d'importances comparables : câblage ; autres hardware et ingénierie.

A signaler également la création de "Médiane Italia" Srl, filiale à 100% de Médiane système, qui répond à un souhait d'un gros client.

Relations internes au groupe

Les conditions sanitaires liées au Covid19 ont perturbé les réunions des dirigeants du groupe, ce qui n'a pas empêché les contacts intra-groupe et la recherche de projets pouvant être réalisés en partenariat interne. Notamment, la diminution de charge des ateliers d'ICE SAS, liée à la quasi-disparition du gros client Enedis, a initié une sous-traitance de travaux pour le compte de ce qui est maintenant la société regroupée MtC. De même pour une réaffectation des moyens de ECI Sarl dans le cadre du pôle "câblage". Inversement, la réduction drastique des prestations sous-traitées par ICE SAS à Médiane, liée à l'achèvement des grosses études "Smart Electre" pour le client RTE, ampute d'autant le chiffre d'affaires intra-groupe 2021. En définitive, ce dernier, en excluant les portages et les redevances pour services rendus par la maison mère, c'est-à-dire traduisant de réelles prestations marchandes, est de 5,0% du chiffre d'affaires consolidé contre 5,2% en 2020 et 6,5% en 2019. Ces chiffres sont respectivement de 7,9%, 7,1% et 8,5% si on inclut les redevances. Cela devrait inciter les dirigeants à reprendre leurs efforts pour profiter des synergies qu'offre notre confédération, et qui sont loin d'être complètement exploitées.

Observations sur l'activité du groupe

L'activité et les résultats ont continué à être impactés par les perturbations apportées par la pandémie, mais grâce aux efforts des dirigeants et à l'apport en année pleine de l'activité du groupe

CEPA, le chiffre d'affaires consolidé du groupe (120,2 M€) dépasse pour la cinquième fois le seuil des 100 millions d'euro, mais surtout a plus que compensé le recul de 2020 par rapport à 2019, puisqu'il progresse de 11% sur cette dernière référence. Il en est de même pour le résultat net à 7,9 M€, soit +17% par rapport à 2019.

Comme signalé dans le rapport du directoire, ces performances sont celles du pilier "hardware", la partie "software" ayant réalisé des marges très faibles qui appellent un effort de rattrapage en 2022.

Perspectives 2022

La grande résilience dont le groupe a fait preuve pendant les perturbations de 2020 puis 2021 laisse penser qu'il pourra également passer un creux conjoncturel éventuel en 2022, lié aux conséquences non seulement de la reprise de la pandémie qui se manifeste depuis le début de l'année, mais aussi aux conséquences de la guerre en Ukraine. Il dispose pour cela d'une trésorerie appréciable de 45,5 M€ (dont 19 nette de dettes financières) fin 2021.

Observations sur l'activité de votre société ICE Groupe

L'exercice 2021 a un excédent brut d'exploitation de +60 k€, et un résultat d'exploitation nul, les frais de gestion imputés aux sociétés du groupe couvrant exactement les dépenses d'exploitation constituées essentiellement de salaires. A ce sujet, les bonnes pratiques recommandées par les commissaires aux comptes imposent une exploitation bénéficiaire ou au moins en équilibre, ce qui fait qu'en réalité les frais de gestion sont ajustés chaque année de façon à réaliser cet objectif.

Le résultat financier de 2,94 M€ correspond pour plus de 98% aux dividendes reçus des sociétés du groupe, dont ICE SAS est de nouveau absente en 2021. Il correspond à un résultat après impôts, participation, amortissements et provisions, de 2,82 M€, pratiquement égal à celui de 2019 compte tenu de l'inflation, mais inférieur de 42% à celui de 2020, qui était exceptionnellement gonflé par la reprise d'anciennes provisions pour dépréciation de titres (STIC). Ici encore, ce chiffre dépend essentiellement de la politique de remontée de dividendes depuis les sociétés du groupe, qui jusqu'ici a consisté à laisser dans ces dernières un maximum des profits qu'elles réalisent et une trésorerie généreuse. Les montants des dividendes prélevés sont discutés avec les dirigeants de chaque société concernée, puis soumis pour celles dont les statuts le prévoient à l'accord du président de votre Conseil de Surveillance, avant d'être arrêtés par chaque assemblée des associés (généralement réduite au représentant de l'associé unique ICE Groupe), puis d'être soumis à votre approbation au titre de la résolution de l'assemblée générale approuvant les comptes.

Organisation des travaux de contrôle

Votre Conseil a suivi l'évolution du groupe au long de l'exercice 2021. Son président a continué de recevoir régulièrement les informations et comptes rendus internes pertinents, y compris pendant ses indispositions pour raisons de santé. Ses mandats de président du Conseil de surveillance de deux autres entreprises du groupe lui ont par ailleurs permis de se tenir au courant plus précisément de la marche de ces sociétés, qui ont fusionné en fin d'année dans MtC dont il continue à présider le Conseil.

A l'occasion des cinq réunions de 2021 (en général en visio-conférence totale ou partielle), votre Conseil a été informé par le Directoire, au moyen de rapports d'étape très détaillés, des performances des sociétés et de l'évolution de la politique du groupe, le tout à sa satisfaction et dans le respect de la loi et des statuts.

Votre Conseil a, conformément à la loi, examiné les comptes de l'exercice 2021 arrêtés par le Directoire. Il a également examiné les comptes consolidés. Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents.

Proposition d'affectation des résultats

Le Directoire propose de verser en 2022 un dividende par action en légère progression (+1,2%) par rapport à celui versé en 2019, reprenant ainsi la prudente évolution contrariée en 2020, qui avait vu une baisse conjoncturelle de -6% par rapport à 2019.

Cela représente 35% du résultat net (15% du résultat net consolidé part du groupe), dans la continuité de la politique industrielle de

réinvestissement, notamment par croissance externe, menée depuis plusieurs années et de maintien d'une trésorerie abondante pour parer à un éventuel retournement conjoncturel.

Par ailleurs, la comparaison sur une longue période (depuis 1992) des dividendes et de l'indice général des prix donne en 2021 les majorations suivantes :

- Dividendes +83,6%
- Prix +49,5%

La trésorerie disponible permettant largement le versement de ce dividende, votre Conseil considère que cette proposition d'affectation est raisonnable.

Conclusion

Nous vous proposons d'approuver l'ensemble des résolutions telles qu'elles vous sont proposées par le Directoire.

Le Conseil de surveillance

2.4. Informations concernant l'actionariat et l'attribution d'actions de performance

2.4.1. Montant et répartition

Un actionariat fidèle

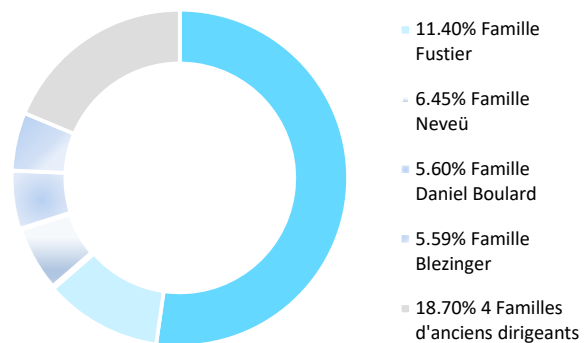
Le 16 juin 2021, le montant du capital a été majoré de 90.160 euro pour permettre l'attribution gratuite d'actions ordinaires de la société au profit du Président du directoire, conséquence de l'autorisation consentie par l'assemblée générale extraordinaire (AGE) du 27 avril 2018. Le capital social est donc passé de 11.524.000 euro à 11.614.160 euro.

Par ailleurs en septembre, les 74.826 actions que détenait Madame Arlette Neveü, décédée en février 2021, ont été attribuées en nue-propriété à ses trois enfants, Messieurs Bertrand et Alain Neveü et Madame Marie-Laure Gohier, son époux, Monsieur Gérard Neveü, conservant l'usufruit.

Au moment de la rédaction de ce rapport, et conformément aux dispositions de l'article 233-13 de la Loi sur les sociétés commerciales, nous vous indiquons ci-après l'identité des titulaires de participations directes ou indirectes significatives du capital social :

- M. Jacques Boulard : plus du cinquième.
- M. Matthieu Boulard : plus des trois vingtièmes.
- M. Thomas Boulard et M. Pierre Fustier-ICELIA : plus du dixième.
- Mme Carine Vaquette, MM. Jean-Baptiste Colombel et Daniel Boulard : plus du vingtième.

Composition actionariat ICE Groupe
31/12/2021



2.4.2. Rapport spécial du Directoire sur les attributions réalisées

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport spécial a pour objet de décrire à votre assemblée, conformément au premier alinéa de l'article L. 225-197-4 du code de commerce (les autres alinéas ne s'appliquant pas), les opérations d'attribution gratuite d'actions ordinaires de la société, réalisées par le Directoire jusqu'à ce jour, en vertu des autorisations consenties par les assemblées générales extraordinaires (AGE) en date du 27 avril 2018 et du 26 avril 2019.

Nous vous rappelons que ces assemblées générales extraordinaires ont autorisé le Directoire, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la société à émettre au profit du Président du directoire, et cela pendant une durée maximum de 38 mois à compter de la date de l'assemblée.

Les assemblées générales du 27 avril 2018 et du 26 avril 2019 ont fixé à un an la durée minimale de la période d'acquisition à l'issue de laquelle chaque attribution des actions ordinaires aux bénéficiaires deviendra définitive, sous réserve de respecter des conditions à déterminer par le Directoire et a fixé la durée minimale de la période de conservation des actions par le bénéficiaire à deux ans à compter de la date d'attribution définitive des actions ; elle a précisé de surcroît que le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas céder ces actions avant la cessation de sa fonction.

Le nombre maximum d'actions ordinaires de la société susceptibles d'être attribuées gratuitement en vertu de ces deux mêmes autorisations a été fixé par chaque assemblée générale à 40.000 actions (soit un total de 80.000 actions, sous le plafond de 10% du capital de la société à la date de chaque décision d'attribution conditionnelle d'actions par le Directoire).

Modalités définies par le directoire pour les attributions d'actions gratuites

Lors de sa réunion du 17 juin 2019, le Directoire a décidé d'attribuer un nombre maximal total de 80.000 actions gratuites (chaque action de valeur nominale de 10 €), selon les modalités et conditions définies dans le Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites.

Détermination des bénéficiaires de l'attribution d'actions gratuites

Le Directoire, à l'unanimité, a suivi les recommandations faites aux assemblées générales du 27 avril 2018 et 26 avril 2019 par le Conseil de surveillance, en décidant que l'attributaire serait Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

Vous trouverez ci-après un tableau récapitulatif "Plan 2018" correspondant à l'autorisation donnée par l'AGE de 2018. Il rend compte du nombre et de la valeur des actions conditionnelles qui ont été attribuées gratuitement au bénéficiaire durant les années 2019 et 2020 (la première attribution du 17 juin 2019, remplaçant purement et simplement celle de l'année précédente, du 2 mai 2018). Ce tableau, ainsi que celui "Plan 2019" relatif à l'autorisation de l'AGE de 2019, mentionnent également le calendrier relatif aux tranches ultérieures, tel que retenu dans le Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites approuvé par le directoire le 17 juin 2019.

Le 17 juin 2020, la première tranche de 20.000 actions du "Plan 2018" avait été définitivement attribuée à Monsieur Pierre Fustier, président du directoire. Le 17 juin 2021, 9.016 actions de la deuxième tranche de 20.000 actions du "Plan 2018" ont été définitivement attribuées à Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

Attributions réalisées

Attribution d'actions gratuites ICE Groupe			
Plan 2018			
Date d'AG	27-avr-18		
Valeur nominale d'une action	10 €		
Nombre d'actions attribuables à M Pierre Fustier	20 000 (1° tranche)	20 000 (2° tranche)	40 000 (total)
Nombre d'actions définitivement attribuées à M Pierre Fustier	20 000 (1° tranche)	9 016 (2° tranche)	29 016 (total)
Date d'attribution conditionnelle (début de la période d'acquisition)	17-juin-19	17-juin-20	
Date d'attribution définitive, sous réserve de respect des conditions fixées	17-juin-20	17-juin-21	
Cession possible à compter du (fin de la période d'obligation de conservation)	17-juin-22	17-juin-23	
(toutefois, le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la cessation de ses fonctions)			

Attribution d'actions gratuites ICE Groupe			
Plan 2019			
Date d'AG	26-avr-19		
Valeur nominale d'une action	10 €		
Nombre d'actions attribuables à M Pierre Fustier	20 000 (3° tranche)	20 000 (4° tranche)	40 000 (total)
Nombre d'actions provisoirement attribuées à M Pierre Fustier	4 209 (Prévision)	non encore connu	4 209 (total)
Date d'attribution conditionnelle (début de la période d'acquisition)	17-juin-21	17-juin-22	
Date d'attribution définitive, sous réserve de respect des conditions fixées	17-juin-22	17-juin-23	
Cession possible à compter du (fin de la période d'obligation de conservation)	17-juin-24	17-juin-25	
(toutefois, le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la cessation de ses fonctions)			

Le Directoire

3. Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2021

3.1. Situation et activité du groupe

3.1.1. Synthèse des résultats 2021

Après le ralentissement de notre activité en 2020 lié à la pandémie du Covid-19, notre groupe a rebondi l'année dernière de façon encourageante :

- Le **chiffre d'affaires** a dépassé **120 M€**, en progression de +14% sur un an et +11% sur deux ans.
- Le **résultat d'exploitation** a sensiblement augmenté, à **9,67 M€** (+123% sur 2020 et +44% sur deux ans), ainsi que le **résultat courant** à près de 10 M€ (**9,94 M€**, +133%).
- Le **résultat net** s'est également bien repris, avec **7,88 M€** (+73% sur 2020 et +17% sur deux ans), le **résultat net part du groupe** atteignant **6,48 M€** (+70%).
- Alors que la **trésorerie** courante était à un plus haut historique en fin d'année, dépassant **45 M€**, la **trésorerie nette** des dettes financières a conservé un niveau élevé, à **+18,7 M€**, identique à celui de 2020 malgré les investissements importants d'élargissement du Groupe.

3.1.2. Entrées de commandes consolidées

Les prises de commandes ont rebondi de +14% l'année dernière, à 119,5 M€.

La progression a été concentrée sur la branche *câblage* (+37%) et les *spécialités électroniques* (+27%), l'*ingénierie* (40% des affaires) se reprenant de +8% alors que le secteur d'origine du groupe, *protection et contrôle*, diminuait encore de -6%.

3.1.3. Chiffre d'affaires consolidé

Comme pour les commandes, la croissance de +14%, à 120,2 M€ (+8% à périmètre constant), a été concentrée sur la branche *câblage* (+43%) et les *spécialités électroniques* (+12%). L'*ingénierie* s'est également bien reprise, avec +9%, alors que la *protection et contrôle* s'est tassée de -7%.

Le positionnement du groupe sur plusieurs secteurs d'activité technologiques proches, mais non directement corrélés, permet d'obtenir une meilleure stabilité globale tout en bénéficiant des croissances — parfois avec des à-coups — de chacun d'eux.

Les ventes à l'international se sont consolidées (-4%), représentant 13% des ventes totales. Le développement du groupe vers l'international ne cesse pour autant de s'amplifier avec 6 filiales étrangères, rejointes en 2021 par Technicam et Mediane Italia.

En milliers d'euro	2021			2020		2019
	Milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Croissance en %	Milliers d'euro
Chiffre d'affaires par secteur d'activité et zone géographique						
Protection et contrôle (1)	21 454	18%	-7.1%	23 089	-19%	28 362
Câblage (2)	35 901	30%	+43%	25 020	+50%	16 669
Energie (3=1+2)	57 355	48%	+19%	48 108	+6.8%	45 031
Industrie - spécialités électroniques (4)	15 437	13%	+12%	13 785	-14%	16 049
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	72 792	61%	+18%	61 893	+1.3%	61 080
Informatique technique & édition logicielle (6)	35 660	30%	+15%	31 102	-8.0%	33 806
Automatismes et sûreté de fonctionnement (7)	11 735	9.8%	-6.5%	12 556	-8.9%	13 786
Ingénierie technique (8=6+7)	47 396	39%	+8.6%	43 658	-8.3%	47 592
Groupe*	120 224	100%	+14%	105 588	-2.9%	108 709
* dont France	104 740	87%	+17%	89 439	-0.7%	90 052
* dont international	15 484	13%	-4.1%	16 148	-13%	18 657

Énergie et industrie (hardware) +18%

Cette branche d'activité, qui comprend le secteur *Protection et contrôle*, à l'origine du groupe, le *câblage électrique*, en fort développement, et les *spécialités électriques et électroniques* a représenté 61% des ventes totales, progressant globalement annuellement de +18%.

Protection et contrôle -7%



Le chiffre d'affaires de la partie **Protection et contrôle** réalisée en France par ICE, qui s'était fortement contracté au cours des deux années précédentes (au total de -29%) en raison de la sortie du marché PCCN d'Enedis, s'est consolidé l'année dernière. Alors que se poursuivait l'étude *Smart Electre* (qui étend le contrôle-commande numérique à l'ensemble des postes RTE jusqu'à 225 kV), les facturations avec ce client, qui avaient bien progressé en 2020 (+41%), ont chuté de façon symétriquement inverse l'année dernière (-37%) ; compte tenu des plans d'investissement très importants annoncés par RTE jusqu'en 2040, ce fut une surprise et une déception. Fort heureusement, l'activité dans l'industrie et le ferroviaire a bien augmenté, de +20%, essentiellement concentrée en France, la progression de l'exportation étant plus faible. Les ventes de relais pour le nucléaire, qui étaient stables les années précédentes, ont bien progressé.

L'activité des autres sociétés du secteur **Protection et contrôle** a continué d'être globalement impactée par la crise économique et les faibles investissements dans le secteur du pétrole. Cependant, la baisse apparente des chiffres d'affaires a masqué l'augmentation générale de leurs valeurs ajoutées, en moyenne de +11%.



Après le fort recul de son activité en 2020, les prises de commandes de CEE España ont bien rebondi l'année dernière (+36%) mais son chiffre d'affaires, qui avait beaucoup moins fléchi en 2020 que les commandes, n'a pas encore bénéficié de la reprise de ces dernières (seulement +2,6% au deuxième semestre). Alors que les commandes de *relais* diminuaient, les *études* ont bien rebondi, retrouvant leur niveau d'avant la pandémie, avec près de deux tiers des affaires. La reprise des affaires a été concentrée sur le secteur pétrole-chimie, son rebond faisant suite à sa chute de 2020, permettant de retrouver environ 80% des niveaux des années passées.



Les entrées de commandes de CEE Italiana, qui avaient bénéficié en 2020 d'une très grosse affaire de *négoce*, ont fléchi cette année à un niveau un peu inférieur à celui des années précédentes. Le chiffre d'affaires, qui bénéficiait en début d'année d'un bon carnet de commandes, a beaucoup moins fléchi. Néanmoins, comme en Espagne, la valeur ajoutée a progressé : la diminution des affaires a été principalement due aux baisses des *relais* et du *négoce* (par rapport au niveau exceptionnel de 2020) que la reprise des *services*, notamment les *interventions sur site* en net rebond, a partiellement compensé.



Comme en 2020, l'activité de CEE Relays a été globalement stable : en monnaie locale (GBP), les commandes de £460 k n'ont pas varié (+4% en Euro) alors que le chiffre d'affaires, en retard sur ces dernières, se tassait de -11% (-7,4% en Euro). La baisse du principal

segment d'activité, le *négoce*, a été compensée par les reprises des ventes de *relais* (+47%) et des *services* (x3,6).

Câblage +43%



Les ventes d'OTN, spécialisée dans le **câblage** et les **travaux électriques**, qui avaient poursuivi leur croissance en 2020 malgré la pandémie (+3,1%), ont encore progressé de +4,3% sur l'exercice 2021. Après un début d'année faible, l'activité de *câblage industriel* a très fortement rebondi au dernier trimestre (+53%), permettant une croissance annuelle de +2%. Inversement, après son envolée de 2020 (+72%), l'activité pour le *ferroviaire* s'est contractée en fin d'année, conduisant à un tassement annuel de -7%. Les *travaux nucléaires*, également faibles jusqu'à l'automne, se sont bien rattrapés, avec +75% au dernier trimestre, permettant sur l'ensemble de 2021, une croissance de +7%. Inversement les *travaux industriels*, qui avaient progressé de +57% sur les neuf premiers mois, se sont tassés en fin d'année mais augmentent néanmoins de +29% sur l'exercice.



Bien que son activité ait été impactée par la pénurie mondiale de composants, CEPA, spécialisée dans le **câblage électrique**, a vivement progressé sur l'ensemble de l'exercice (+32%), même si, symétriquement à l'inverse de l'exercice précédent, la fin d'année a connu un ralentissement. La forte dynamique commerciale a été renforcée par l'adossement au Groupe et l'annonce de la fusion avec OTN (effective en janvier 2022), l'ensemble, à la nouvelle dénomination MtC, disposant d'une taille lui permettant une meilleure diversification de sa clientèle et d'accéder à des affaires sensiblement plus importantes.



Initialement exclusivement dédiée à l'activité de **câblage électrique** (en particulier de faisceaux) pour CEPA, Technicam, société marocaine devenue filiale à 100% en novembre dernier, a bien accompagné les besoins de CEPA : ainsi, son chiffre d'affaires a augmenté de +49% d'une année sur l'autre. Outre la qualité de ses productions, sa souplesse à absorber les fortes variations des besoins de son client principal sont des atouts majeurs.



À l'origine (depuis la fin 2020), filiale à parité entre OTN et Groupe CEPA, cette société roumaine spécialisée dans le **câblage électrique** se veut dédiée à servir les clients de MtC en Europe de l'Est. Sa montée en charge progressive en 2021, réalisée essentiellement avec de la sous-traitance pour OTN, a débouché cette année sur de premières ventes directes à de grands comptes européens.



Après leur chute de 2020 en raison de la pandémie, les entrées de commandes de ECI, spécialisée dans le **câblage électrique** et l'**intégration de matériel électrotechnique**, se sont reprises de +32%. Le chiffre d'affaires, qui avait moins fléchi en 2020 (-18%), n'a cependant pas encore bénéficié de cette reprise, demeurant stable (+1,4%), l'activité étant affectée par un important turnover. Son rattachement à MtC à compter de 2022 lui permettra d'accroître ses volumes et d'améliorer ses conditions d'achat tout en distribuant plus efficacement au sein de MtC ses différentes activités, ECI gardant les affaires de proximité ainsi que les tableaux spécifiques.

Spécialités électriques et électroniques +12%



Après leur chute de -27% en 2020, les commandes d'EC2E ont rebondi l'année dernière de +34%, dont +74% au dernier trimestre. Le chiffre d'affaires a commencé à bénéficier de cette reprise progressant de +15%. Après avoir subi en 2020 l'absence d'investissements de la part de ses clients de son activité principale la **manutention**, ses ventes de produits de **contrôle d'accès et sécurité** ont été très élevées au dernier trimestre (doublement) permettant, sur l'ensemble de 2021, un rebond de +13%. Simultanément, son activité de **négoce** de ces produits a rebondi de +45%, retrouvant son niveau de 2019, alors que sa gamme **monétique** (centrales de paiement) a poursuivi son développement rapide en augmentant de +40%.



L'activité de **blindage électromagnétique** et **dissipation thermique** de Compelma a fortement rebondi l'année dernière, lui permettant de retrouver ses niveaux antérieurs de 2018 et 2019 : ses commandes et ses ventes ont ainsi progressé de +22% et +31%. La croissance des ventes a été particulièrement forte au premier semestre, +60%, puis a eu tendance à ralentir en deuxième partie de l'année (+11%) par rapport à la référence 2020 plus élevée. Les produits de **blindage CEM** ont le plus rebondi, +35%, les produits **thermiques** progressant de +26% alors que les produits **divers** ont diminué de -12% (après leur progression de +50% en 2020). Ses achats ont continué d'être concentrés sur l'Asie, Taiwan, Japon, Chine et Corée, ce qui a induit une gestion complexe des pénuries et des prix de transports.



L'année 2021 s'est révélée encore très satisfaisante pour l'activité de **télécommunications FM107.7** sur autoroute assurées par STIC : par rapport à son niveau record de 2020, le chiffre d'affaires s'est légèrement tassé (-2,6%), mais la production a augmenté de +5,3%. Au contraire des précédents exercices, les facturations de **matériel** se sont consolidées (-5%), alors que les **services** se sont légèrement repris (+3%). Pour la première fois dans l'histoire de la société, **Cofiroute**, en tassement de -3%, n'a pas été le premier client : les affaires se sont mieux réparties, avec d'autres clients autoroutiers tels **SANEF**, **AREA** et **APRR**.

Ingénierie (software) +8,6%

Ingénierie technique et logiciel +15%

Particulièrement impactées en 2020 (-8%) par la crise sanitaire et économique, les ventes de **l'ingénierie technique et logiciel** ont rebondi l'année dernière de +15%.



Les intentions de commandes et le chiffre d'affaires (hors portage) de Médiane Système, spécialisée dans **l'informatique technique** se sont bien repris, avec +17% et +9%. Les effectifs ont également augmenté (+7% en fin d'année) et le taux d'intercontrat s'est amélioré de 1,2 point. L'évolution comparée des activités a confirmé la reprise : **l'assistance technique**, traditionnellement l'activité la plus immédiatement sensible à une amélioration, a progressé de +18%. Les **forfaits** se sont également bien repris (+17%, dont +59% au quatrième trimestre) et l'activité de **centre de services** a ralenti sa baisse amorcée il y a deux ans (-10%, dont -4,6% au dernier trimestre). Le secteur principal de **l'équipement électrique et énergie** a

le plus progressé (+21%), suivi par le **médical** (+9%) ; le **ferroviaire** et les **autres secteurs** ont plus faiblement progressé (un peu plus de +1%), mais avec une reprise au quatrième trimestre (+19% pour le premier). Par agence, la progression a été concentrée sur la province, avec +29% à Grenoble et +10% à Lyon où les recrutements sont plus faciles qu'à Paris (+4%). Une nouvelle agence a été ouverte en fin d'année à Nantes.



Après avoir été durement affectée par la pandémie entre les printemps 2020 et 2021, cette filiale d'**informatique technique**, également dédiée à l'activité d'**assistance**, s'est vigoureusement reprise aux troisième et quatrième trimestres (+76% et +100%, dont +170% en décembre). Pour l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires a donc progressé de +32%. Les effectifs ont bondi (quasi doublement en fin d'année), avec une disparition des intercontrats. Initialement essentiellement constituée de portages clients par Médiane Système, la part des ventes ainsi réalisée a sensiblement diminué l'année dernière, à 44%, à rapprocher de 58% en 2020.



Installée à Milan au deuxième semestre 2021, cette nouvelle filiale à l'activité d'**assistance technique** identique à celle du Benelux devrait amorcer ses premières affaires en 2022.



Médiane Ingénierie, participation de Médiane Système détenue à 39% dans le même métier de **l'informatique technique** à Toulouse, qui s'était fortement contractée en 2019 et 2020, s'est bien reprise l'année dernière avec une croissance de +32% de son chiffre d'affaires. Toutefois, compte tenu d'un fléchissement des ventes en fin d'année (+3,6% au dernier trimestre, dont -15% en décembre), l'effectif, qui avait bien progressé en cours d'année, a terminé l'exercice au même niveau que 2020, stable depuis deux ans.



Après sa baisse de -9% de l'exercice précédent, le chiffre d'affaires de Stilog IST s'est repris de +21% en 2021. Les effectifs en fin d'exercice ont également bien rebondi (+14%). Le chiffre d'affaires de l'activité **ESN** spécialisée en **informatique scientifique**, qui avait été particulièrement impacté en 2020 (-19%) par la crise du secteur aéronautique, a le plus rebondi (+28%). Après sa consolidation de 2020 (-1,2%), l'activité d'**édition de logiciel** (*Visual Planning*) a progressé de +16% : les prestations de **conseil** chez les clients, qui étaient difficiles à réaliser en 2020, se sont le plus reprises (+26%) alors que les ventes de **licences** et de **maintenance**, moins impactées en 2020, ont progressé respectivement de +10% (dont +20% en mode *SaaS*) et +14%.



Après un premier semestre poursuivant la progression antérieure (+23%), la chute du chiffre d'affaires du quatrième trimestre (-35%) a confirmé la panne de croissance de Stilog Inc. commercialisant le **logiciel Visual Planning** sur le marché américain. Au total, sur l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires s'est stabilisé, avec -1,7% (en USD, -5% en Euro). L'effectif, qui avait bondi au début de l'année (+55% en janvier par rapport à la fin 2020), a finalement augmenté de +27%. L'activité a été pénalisée par la surenchère sur les mots clefs **Google Ads**, atteignant un niveau de prix trop élevé : le nombre de leads reçus à travers Google est donc tombé à zéro, avec un impact majeur sur les nouvelles affaires. Les nouveaux dirigeants nommés en janvier dernier ont pour mission de relancer la société.

Automatisme et outils de R&D -6,5%



Très impactée en 2020 par les répercussions économiques de la crise sanitaire, l'activité de WaT, bureau d'études spécialisé dans les **automatismes** et l'**ingénierie**, a souffert de la disparition d'affaires en mécanique, d'un manque de dynamisme commercial et de difficultés accrues de recrutement, avec une baisse de -8,8% de son chiffre d'affaires et de -3,9% de sa production. Dans ces conditions, les effectifs ont poursuivi leur contraction, même si les quatre derniers mois de l'année ont été marqués par une nette reprise (+10%). Les deux plus grosses agences de Lyon et Chambéry ont été globalement stables alors que Grenoble poursuivait sa baisse (-20%), au contraire de Paris (+7%) et de l'Auvergne (+64%).



La croissance de WaT Portage, spécialisée dans l'activité de **portage salarial**, a continué d'être importante en 2021, avec +50%. Son effectif a varié dans les mêmes proportions, +54%. La demande s'est répartie à égalité entre les métiers de sa maison mère WaT (automatisme, informatique, mécanique, électricité, mise en route) et des métiers périphériques (accompagnement). La part de son chiffre d'affaires portée par WaT a continué d'être particulièrement importante, avec 78%. L'affectation d'une commerciale dédiée à cette activité à compter de 2022 devrait fortement accélérer sa croissance.



Peut-être encore plus que les autres sociétés du groupe, l'activité d'Apilog, spécialisée dans l'intégration d'**automatismes industriels** pour l'*automobile* et des travaux de **câblage électrique** dans les *aéroports*, a été particulièrement touchée par la crise de ces secteurs : en contraste avec le début 2020 qui avait atteint un de ses plus hauts historiques, 2021 a été caractérisée par un plus bas historique des entrées de commandes, la contraction atteignant -86%. Cependant, bénéficiant initialement d'un important portefeuille de commandes, le chiffre d'affaires annuel n'a fléchi que de -13%. Après le départ en retraite en fin d'année de son président-fondateur, la nouvelle équipe mise en place a notamment pour objectif d'élargir la clientèle.



L'activité d'ISIT, spécialiste de la **sûreté de fonctionnement électronique et logiciel**, a nettement progressé en 2021 : ses entrées de commandes ont augmenté de +17% et son chiffre d'affaires de près de +7% (après avoir bien résisté en 2020). L'effectif a évolué en proportion. Une nouvelle organisation commerciale de la société, par famille de clients (et non de produits), avait été mise en place au début de l'année. Dans ces familles, l'*industrie*, les *transports* et le *médical* ont le plus progressé, respectivement de +18%, +22% et +76%. Les facturations de la première famille de produits, l'*assurance-qualité-logiciel*, ont poursuivi leur belle croissance, avec +12%.

3.1.4. Résultats

Compte de résultat consolidé 2021, du chiffre d'affaires au résultat opérationnel

L'augmentation de 5,3 M€ du résultat opérationnel d'une année sur l'autre s'explique notamment par la variation

des éléments suivants (montants supérieurs à 100 milliers d'euro) :

Résultat opérationnel par nature de charges	2021			2020		2019
	En milliers d'euro	Contribution	Croissance en %	En milliers d'euro	Croissance en %	En milliers d'euro
Chiffre d'affaires	120 224	100%	+14%	105 587	-2.9%	108 709
Production stockée & immobilisée	1 232	1.0%	-	-545	x 2.7	-203
Coût d'achat des biens produits	-24 589	-20%	-17%	-29 722	+3.3%	-28 786
Marge brute	96 866	81%	+29%	75 336	-5.5%	79 720
Consommation en provenance de tiers	-30 387	-25%	+68%	-18 045	-1.5%	-18 312
Charges de personnel ⁽¹⁾	-56 410	-47%	+7.0%	-52 735	-2.5%	-54 087
Charges fiscales ⁽²⁾	1 413	1.2%	-0.5%	1 420	-1.7%	1 445
Charges calculées ⁽³⁾	-1 718	-1.4%	+8.2%	-1 589	-19%	-1 973
Résultat opérationnel	9 667	8.0%	x2.2	4 334	-36%	6 734

(1) Incluant la participation des salariés (450 k€ en 2021, 188 k€ en 2020).

(2) Impôts et taxes nets des subventions d'exploitation

(3) Amortissements et provisions nets de reprises

Au total, l'exploitation du groupe peut se résumer ainsi :

- le chiffre d'affaires a atteint 120 224 milliers d'euro, en progression de +14%,
- représentant 81% des ventes, la marge brute s'est accrue beaucoup plus rapidement, de +29%, à 96 866 milliers d'euro,

- à l'exception des consommations en vive progression (+68%), les charges ont moins augmenté que le chiffre d'affaires ou la marge brute (+7% pour les charges de personnel et +8% pour les charges calculées), alors que les aides fiscales étaient stables. Dans ces conditions, le résultat opérationnel a rebondi de +123%, représentant 8% du chiffre d'affaires 2021.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

En milliers d'euro	2021			2020		2019
	Milliers d'euro	Marge en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Croissance en %	Milliers d'euro
Résultat opérationnel par secteur d'activité						
Protection et contrôle (1)	1 203	5.6%	-	-1 194	-	113
Câblage (2)	5 154	14.4%	+62%	3 186	x2.1	1 491
Energie (3=1+2)	6 357	11.1%	x11	582	-64%	1 603
Industrie - spécialités électroniques (4)	2 989	19.4%	+22%	2 452	-28%	3 398
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	9 346	13%	x2.1	4 443	-11%	5 002
Informatique technique & édition logicielle (6)	415	1.2%	-	-20	-	1 787
Automatismes et sûreté de fonctionnement (7)	-102	-0.9%	-41%	-173	-17%	-210
Ingénierie technique (8=6+7)	313	0.7%	-	-194	-	1 577
Groupe*	9 667	8.0%	x2.2	4 334	-36%	6 734

* Les résultats de la holding et de la SCI qui hébergeait une activité abandonnée ne sont pas détaillés.

L'amélioration du résultat d'exploitation a été générale dans tous les secteurs de la branche *Hardware – matériel*, qui a concentré l'essentiel des résultats.

Bien qu'en amélioration, et redevenant globalement bénéficiaire, la branche *ingénierie* a été faiblement contributive aux résultats.

La crise qui avait particulièrement affecté le secteur *protection et contrôle* en 2019 et 2020 s'est nettement atténuée l'année dernière. Dans l'activité *protection et contrôle en France*, la nouvelle baisse des volumes (-15%) avec le Groupe EDF (*Enedis* et *RTE* notamment) et le niveau toujours exceptionnel des dépenses de R&D (33% des ventes) ont heureusement été compensés par de belles affaires avec l'industrie, le nucléaire et le ferroviaire. Par ailleurs, bien qu'en baisse de -15%, l'aide du crédit d'impôt recherche a allégé d'environ 30% les charges correspondantes. Dans le même métier de la protection et contrôle, les sociétés réalisant cette activité en Europe ont toutes amélioré leurs marges, représentant en moyenne 14% de leurs ventes.

Après son doublement de 2020 bénéficiant notamment de l'apport de CEPA, la rentabilité de l'activité *câblage* a encore bien progressé : les marges y ont dépassé en moyenne 14%. La part maintenant importante de ce pôle câblage (30% des ventes du groupe), sa structuration autour de MtC et ses bonnes perspectives devraient permettre dans le futur une poursuite de la croissance de ses résultats.

Progression du résultat net part du groupe

Le rebond du résultat *opérationnel* a été légèrement amplifié au niveau du résultat *courant avant impôt* par une amélioration du résultat *financier*, principalement constitué par les revenus de nos placements de trésorerie.

Ces derniers, qui avaient été affectés en 2020 par la chute des cours de bourses, ont bien profité l'année dernière des reprises de ces dernières. Toutefois, l'essentiel de cette évolution favorable n'a pas été comptabilisée en résultat, ce qui a conduit à une nouvelle augmentation des plus-values latentes – directement constatées en capitaux propres – atteignant 2,38 M€. Ces placements financiers cherchent à pallier l'absence de toute rémunération de notre trésorerie, conséquence des taux à court terme négatifs. L'ensemble des placements a généré l'année dernière un rende-

ment annuel global de 4,2%. La partie affectée en valeurs mobilières de placements a représenté 22% de la trésorerie totale et 54% de la trésorerie nette (dont respectivement 42% et 32% pour les parts des placements « dynamiques » et « actions »).

Au total, le résultat financier, légèrement positif (276 k€), a accentué la progression du résultat d'exploitation, conduisant à celle de +133% du résultat courant. Dans une situation de plus-values financières latentes constantes, ce dernier aurait atteint 11,18 M€, en progression de +146%.

Après leur tassement de 2020, le résultat des *niches de matériels électroniques* s'est bien repris (+28%), conservant la meilleure marge moyenne du groupe (près de 20%) :

les *télécommunications FM sur autoroute* ont encore amélioré leur marge record, à près de 29%, alors que simultanément, l'activité de *blindage électromagnétique et dissipation thermique* se reprenait (quasi doublement, avec une marge supérieure à 18%) et que la *gestion des matériels de maintenance + monétique* conservait son niveau de rentabilité antérieur.

En conclusion, toutes les activités de la branche *Hardware – Énergie et industrie* ont recouvré des marges nettement positives, en moyenne proches de 13%.

La reprise de la branche *Software – ingénierie* (près de +9% du chiffre d'affaires) a permis d'effacer la légère perte de 2020 mais la rentabilité est demeurée globalement faible (marge inférieure à 1%). L'activité *ESN en informatique scientifique et édition logiciel* a bien rebondi (quasi doublement), assurant l'essentiel des résultats de la branche, avec sa marge proche de 9%. Cette dernière a seulement été exceptionnellement dépassée par l'activité *d'intégration d'automatismes* et de travaux de *câblage électrique* (plus de 10%). Les autres activités de cette branche ont subi de légères pertes.

ment annuel global de 4,2%. La partie affectée en valeurs mobilières de placements a représenté 22% de la trésorerie totale et 54% de la trésorerie nette (dont respectivement 42% et 32% pour les parts des placements « dynamiques » et « actions »).

Au total, le résultat financier, légèrement positif (276 k€), a accentué la progression du résultat d'exploitation, conduisant à celle de +133% du résultat courant. Dans une situation de plus-values financières latentes constantes, ce dernier aurait atteint 11,18 M€, en progression de +146%.

Ce résultat a cependant supporté par la suite une charge d'impôt de 2,3 M€, un record : le taux d'imposition est passé de -0,4% en 2020 à +21,9% l'année dernière, ramenant la progression du résultat *net* groupe à +73%. La part des minoritaires augmentant de

façon proche (+89%), le résultat *net part du groupe* a été de 6,48 M€, en augmentation de +70%.

Confirmant la résilience de la société, ce résultat, le meilleur en montant de notre histoire, est encourageant, mais doit être amélioré : la rentabilité par rapport au chiffre d'affaires et aux capitaux propres est en retrait d'environ 1 point sur les niveaux de longue période — les 15 dernières années. A ce sujet, toutes choses étant égales par ailleurs, sous les hypothèses d'une répartition du capital avec les minoritaires égale à celle de la fin 2021 et de plus-values

financières latentes stables, le résultat net part du groupe 2021 aurait été supérieur de +39,2% (9,02 M€).

Comme le résultat d'exploitation, la plus grande partie du résultat net a été acquise par la branche *hardware – matériel*. Avec une marge nette moyenne de 1%, la branche *software – ingénierie*, qui a montré dans le passé une rentabilité bien supérieure (6,2% dix ans auparavant), doit, simultanément à la forte croissance de ses ventes (+16% escomptés en 2022), impérativement travailler à une nette amélioration de celle-ci

En milliers d'euro	2021			2020		2019
	Milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Croissance en %	Milliers d'euro
Résultat net par secteur d'activité						
Protection et contrôle (1)	1 190	18%	-	-299	-	836
Câblage (2)	2 620	40%	+45%	1 806	+72%	1 049
Energie (3=1+2)	3 810	59%	x3.7	1 018	-46%	1 886
Industrie - spécialités électroniques (4)	2 148	33%	+28%	1 676	-24%	2 196
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	5 959	92%	+87%	3 183	-22%	4 081
Informatique technique & édition logicielle (6)	609	9.4%	+7.2%	568	-73%	2 082
Automatismes et sûreté de fonctionnement (7)	-113	-1.7%	-	3	-	-102
Ingénierie technique (8=6+7)	495	7.6%	-13%	571	-71%	1 979
Groupe*	6 484	100%	+70%	3 817	-41%	6 435

* Les résultats de la holding et de la SCI qui hébergeait une activité abandonnée ne sont pas détaillés.

Majoration du dividende proposé

Après les difficultés de 2020 (Covid, crise économique) ayant conduit à une chute de nos résultats, la politique de dividende peut intégrer leur reprise de cette année. Dans ce sens, le directoire propose à l'Assemblée Générale d'approuver un dividende de 0,86 euro par action, à rapprocher de 0,80 euro pour 2020 et 0,85 euro pour 2019.

Le montant global correspondant de 998.804 euro (+8,34% en intégrant la légère majoration du nombre d'actions) représenterait 35,4% du bénéfice social (19% l'année précédente) et 15,4% du bénéfice consolidé.

3.1.5. Trésorerie

Toujours nettement positive malgré la poursuite de l'élargissement du groupe

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs mobilières de placements	10 169	9 659	8 323
Comptes bancaires et autres disponibilités	35 350	27 363	23 857
Total (actif du bilan)	45 519	37 022	32 180
- Concours bancaires courants (au passif du bilan)	-29	-32	-55
Trésorerie	45 490	36 989	32 125
Fournisseurs d'immobilisations financières	1 206	143	211
Emprunts et dettes financières non courants	25 558	18 093	8 253
Trésorerie nette de dettes financières	18 726	18 754	23 661

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents sur OPCVM à fin 2021 s'élèvent à 2 384 milliers d'euro, contre 1 151 et 882 milliers d'euro respectivement fin 2020 et fin 2019, et sont enregistrés directement en capitaux propres.

Retrouvant ses plus hauts antérieurs de 2009 et 2019 supérieurs à 10 M€ (plus du double de la moyenne des 15 dernières années), le *Free Cash Flow* de 2021 a entièrement financé

l'élargissement simultané du groupe (nouvelles acquisitions pour 8,9 M€ de filiales et participations).

3.2. Rapport sur les comptes sociaux

Les comptes sociaux de ICE Groupe ont été arrêtés par le Directoire puis examinés par le Conseil de surveillance dans leurs réunions du 28 mars 2022, avec les deux Commissaires aux Comptes.

3.2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des portages pour le compte des filiales ainsi que des services que le Groupe leur rend.

3.2.2. Bilan et compte de résultat de ICE Groupe

Les comptes sociaux, bilan et compte de résultat, de ICE Groupe figurent dans le chapitre « Comptes sociaux » des comptes annuels.

Au 31 décembre 2021, le total du bilan s'élève à 100.762 milliers d'euro contre 86.632 milliers d'euro au 31 décembre 2020.

Les comptes sociaux de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux principes comptables généralement admis. Ils n'ont pas subi de changement de méthode significatif.

Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 1.161.400 titres de 10 euro de nominal.

L'annexe comptable fait partie intégrante des comptes annuels.

Le compte de résultat fait ressortir un bénéfice social net de 2.817,5 milliers d'euro contre 4.835,4 milliers d'euro au 31 décembre 2020, la différence étant largement due à une reprise de provisions constituées en 2010 et 2011, pour dépréciation des titres de STIC, de 1.379 milliers d'euro.

3.2.3. Décomposition des dettes fournisseurs et créances clients

Conformément à la loi, nous vous indiquons le nombre et le montant total hors taxe au 31-12-2021 des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

En keuro	Montant	Nombre	%/achats
0 jour (indicatif.)	110,8	9	0,9%
1 à 30 jours	-	-	-
31 à 60 jours	146,3		1,2%
61 à 90 jours	709,1		6,0%
91 jours et +	2.000,3		17,0%
Total hors délai	2.855,7	213	24,2%

De même, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises non réglées au 31-12-2021 étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/ventes
0 jour (indicatif.)	391,6	14	3,0%
1 à 30 jours	-	-	-
31 à 60 jours	146,3		1,1%
61 à 90 jours	56,4		0,4%
91 jours et +	120,4		0,9%
Total hors délai	223,1	20	2,5%

Par ailleurs, le nombre et le montant total hors taxe des factures reçues au cours de 2021 ayant connu un retard de paiement, étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/achats
0 jour (indicatif.)	579,9	12	4,9%
1 à 30 jours	2.029,1		17,2%
31 à 60 jours	1.703,8		14,4%
61 à 90 jours	2.395,5		20,3%
91 jours et +	2.018,8		17,1%
Total hors délai	8.147,2	577	69,1%

Enfin, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises au cours de 2021 ayant connu un retard de paiement étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/ventes
0 jour (indicatif.)	147,1	7	1,1%
1 à 30 jours	4.524,3		34,4%
31 à 60 jours	1.495,7		11,4%
61 à 90 jours	158,1		1,2%
91 jours et +	3.033,4		21,4%
Total hors délai	9.211,5	542	68,4%

3.2.4. Résultats financiers sur 5 ans

Le tableau des résultats financiers sur 5 ans fait partie intégrante des comptes sociaux.

3.2.5. Filiales et participations

Les informations relatives à l'activité des filiales sont notamment mentionnées au début de ce rapport et, pour les comptes annuels, dans le descriptif du secteur d'activité dont elles relèvent. Des données financières les concernant sont également contenues dans le tableau des filiales et participations au 31 décembre 2021, annexé aux comptes sociaux.

3.3. Faits marquants, évènements récents et perspectives

3.3.1. Faits marquants de l'exercice 2021

- Après avoir été largement affecté en 2020 par la crise de la Covid-19, avec ses conséquences sur l'activité économique, en particulier dans la sous-traitance, la recherche et développement et les investissements industriels, son atténuation a permis au groupe de rebondir.
- Le groupe a continué d'être affecté par la perte de l'essentiel de ses affaires avec un de ses anciens premiers clients, Enedis.
- En juillet, Médiane Système a créé une filiale à Milan dont l'activité devrait démarrer en 2022. En novembre, le Groupe a repris le solde du capital de la société Technicam alors qu'OTN faisait de même avec Groupe CEPA, permettant début 2022 le regroupement des deux sociétés sous l'appellation MtC.

3.3.2. Evénements importants survenus depuis le début de l'exercice 2022

Au moment où ce rapport est rédigé, la crise sanitaire de l'épidémie Covid-19 reprend de l'intensité et l'inflation, en particulier sur les matières premières, les énergies et les transports et les difficultés d'approvisionnement pourraient s'accroître du fait des récents événements d'Ukraine pour lesquels les prévisions (durée, intensité, élargissement géographique, conséquences politiques, etc.) sont largement incertaines.

Aucun autre événement important n'est intervenu depuis le début de l'exercice 2022.

3.3.3. Perspectives

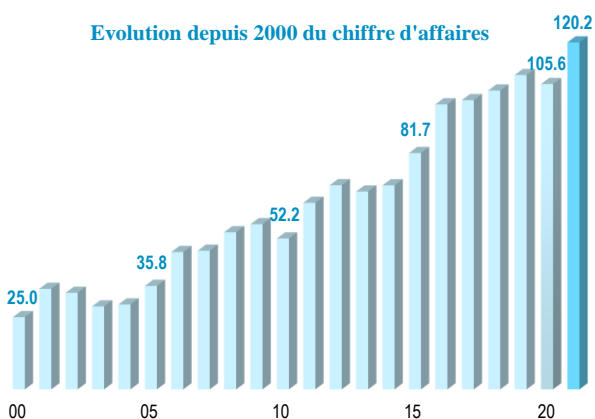
Le Groupe considère l'avenir à moyen-long termes avec confiance, porté par l'amélioration des perspectives de ses marchés de l'équipement industriel, en particulier avec l'atténuation attendue à court-moyen termes de la crise sanitaire : les investissements technologiques, la recherche et développement et la sous-traitance qui avaient été particulièrement affectés par cette dernière devraient continuer à rebondir, lentement à court terme, plus vigoureusement ensuite. Par ailleurs, la mue vers l'économie numérique dans laquelle le groupe est situé s'accroît, ce qui poussera beaucoup d'entreprises à investir dans ce domaine. A ce sujet, ces investissements ont des obsolescences rapides et donc des remplacements plus fréquents.

Dans le détail, le groupe escompte une reprise progressive des marchés des protections des réseaux électriques en France et à l'étranger, une progression du câblage électrique, une poursuite de la croissance dans les niches en électricité et électronique et une nette progression de l'ingénierie technique & logiciel.

La confiance du groupe est confortée par son business model de long terme d'élargissement de ses activités, créateur de croissance et de forte baisse globale du risque, que conforte le niveau élevé de la trésorerie conservée en interne.

Enfin, la confiance du groupe est renforcée par ses fondamentaux : ses hommes et ses femmes, sa recherche, sa capacité à innover et à proposer des produits et services de qualité au plus près des besoins des clients.

La constitution progressive du groupe depuis 2000 et la croissance des sociétés qui l'ont rejoint constituent l'illustration de cette politique passée et qui sera poursuivie dans les prochaines années :



L'évolution économique générale en 2022 s'avère actuellement particulièrement incertaine mais probablement positive.

Les prévisions macroéconomiques 2022 de la France mi-février du ministère des Finances étaient une croissance un peu supérieure à +3%, avec une progression sensiblement plus vigoureuse des investissements (+14,4%) mais un dynamisme moindre des exportations (+1,2%). L'année suivante 2023 devrait être encore plus favorable (haut de cycle) avec une progression supérieure à 5%, intégrant celle des investissements maintenue au même niveau que 2022 (+14%).

Associée au solide équilibre financier du groupe, cette situation pourrait nous être favorable : les budgets établis en début d'année tablaient ainsi sur un chiffre d'affaires 2022 de 130 M€ (+8%, à rapprocher de +13% fin février). Cela n'intègre pas de nouvelle croissance externe : la plupart des nouveaux dossiers examinés au cours des derniers mois étaient caractérisés par les risques ou des prix élevés par rapport aux performances des entreprises ; le choix étant de privilégier la croissance des résultats et non celle des ventes, ils ont donc été abandonnés.

En 2022, bien qu'impactée par le financement de la croissance interne encore importante, la trésorerie demeurerait nettement positive.



Comptes consolidés au 31 décembre 2021

Les comptes détaillés dans ce chapitre présentent les résultats de ICE Groupe dans leur intégralité, toutes filiales confondues.

4. Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés

En milliers d'euro	2021		2020		2019	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Chiffre d'affaires (note 3)	120 224	120 224	105 587	105 587	108 709	108 709
Production stockée	1 232	1 232	-545	-545	-203	-203
Production immobilisée	-	-	15	15	-	-
Production de l'exercice	121 455	121 455	105 057	105 057	108 506	108 506
Coût d'achat des biens produits	-24 589	-24 589	-29 722	-29 722	-28 786	-28 786
Marge brute	96 866	96 866	75 336	75 336	79 720	79 720
Consommation en provenance de tiers	-30 387	-30 387	-18 045	-18 045	-18 312	-18 312
Valeur ajoutée	66 480	66 480	57 291	57 291	61 407	61 407
Subventions d'exploitation	2 925	392	3 304	20	3 445	23
Impôts et taxes	-1 513	-1 513	-1 884	-1 884	-2 001	-2 001
Charges de personnel (note 4)	-56 410	-56 410	-52 735	-52 735	-54 087	-54 087
Excédent brut d'exploitation	11 482	8 948	5 975	2 691	8 765	5 342
Reprises et transferts de charges	884	884	1 159	1 159	718	718
Amortissements et provisions	-2 602	-2 602	-2 748	-2 748	-2 690	-2 690
Résultat d'exploitation	9 764	7 230	4 387	1 102	6 792	3 370
Autres produits et charges (note 5)	-97	-97	-53	-53	-58	-58
Résultat opérationnel	9 667	7 133	4 334	1 049	6 734	3 311
Produits financiers	499	499	235	235	614	614
Charges financières	-222	-222	-299	-299	-99	-99
Résultat financier (note 6)	276	276	-64	-64	514	514
Résultat courant avant impôts	9 943	7 410	4 270	986	7 248	3 826
Résultat exceptionnel (note 5)	82	374	206	34	270	270
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	150	150	63	63	113	113
Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition (note 7)	-	-470	-	-621	-	-726
Impôts sur les résultats (note 8)	-2 295	-27	18	3 347	-895	2 527
Résultat net	7 880	7 436	4 556	3 809	6 735	6 009
Dont :						
- part du groupe	6 484	6 040	3 817	3 069	6 435	5 709
- part des minoritaires	1 397	1 397	740	740	300	300
Résultat net par action part du groupe (euro)	5.58	5.20	3.31	2.66	5.68	5.04

4.2. Bilans consolidés comparés

Actif (en valeurs nettes)

En milliers d'euro	31/12/2021		31/12/2020		31/12/2019	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Actifs non courants	42 351	28 722	34 587	21 412	28 472	15 917
Ecarts d'acquisition (note 7)	32 132	18 821	24 227	11 386	19 406	7 185
Autres immobilisations incorporelles (note 9)	723	406	883	566	1 033	716
Immobilisations corporelles (note 10)	4 145	4 145	3 569	3 569	3 400	3 400
Actifs financiers non courants (note 11)	832	832	847	847	828	828
Titres mis en équivalence	360	360	620	620	330	330
Impôts différés actifs (note 8)	4 158	4 158	4 440	4 424	3 475	3 458
Actifs courants	116 698	114 313	107 673	106 522	100 779	99 897
Stocks (note 12)	18 562	18 562	15 213	15 213	12 930	12 930
Créances clients (note 13)	34 918	34 918	35 487	35 487	36 743	36 743
Autres actifs courants (note 14)	4 944	4 944	4 210	4 210	3 622	3 622
Créances fiscales (hors TVA)	12 756	12 756	15 741	15 741	15 303	15 303
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	45 519	43 135	37 022	35 871	32 180	31 298
Total de l'actif	159 048	143 036	142 260	127 934	129 250	115 814

Passif

En milliers d'euro	31/12/2021		31/12/2020		31/12/2019	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Fonds propres	95 932	79 819	89 981	75 528	86 809	73 372
Capital	11 614	11 614	11 524	11 524	11 324	11 324
Réserves	60 442	60 442	58 373	58 373	53 827	53 827
Ecart d'acquisition et fonds de commerce amortis	13 285	-	12 554	-	11 828	-
Éléments constatés directement en capitaux propres (note 15)	2 384	-	1 151	-	882	-
Réserve de conversion	-112	-112	-142	-142	-143	-143
Résultat	6 484	6 040	3 817	3 069	6 435	5 709
Capitaux propres - part du groupe	94 097	77 984	87 277	72 825	84 153	70 717
Intérêts minoritaires	1 835	1 835	2 442	2 442	2 540	2 539
Autres fonds propres	-	-	262	262	116	116
Passifs non courants	28 507	28 507	19 670	19 670	9 553	9 553
Provisions pour retraites (note 16)	1 699	1 699	1 432	1 432	1 089	1 089
Impôts différés passifs (note 8)	44	44	2	2	-	-
Fournisseurs d'immobilisations financières	1 206	1 206	143	143	211	211
Emprunts et dettes financières non courants (note 17)	25 558	25 558	18 093	18 093	8 253	8 253
Passifs courants	34 609	34 709	32 609	32 736	32 888	32 888
Dettes fournisseurs	8 488	8 488	8 001	8 001	7 955	7 955
Provisions pour risques et charges	165	266	257	384	413	413
Autres passifs courants (note 18)	25 926	25 926	24 319	24 319	24 465	24 465
Emprunts et dettes financières courants	29	29	32	32	55	55
Total du passif	159 048	143 036	142 260	127 934	129 250	115 814

4.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En milliers d'euro	Capitaux propres N-1	Divi- dendes versés	Divi- dendes reçus	Résultat	Ecarts convers. & autres mouvmt	Capitaux propres N
2021						
Apiloq	170	-	-	168	0	338
CEE España	1 545	-375	-	384	-	1 555
CEE Italiana	775	-168	-	145	0	752
CEE Relays	-8	-	-	8	16	15
CEPA	50	-510	-	1 560	0	1 100
Compelma	-456	-375	-	756	62	-14
Domus Effectus	-113	-	-	8	0	-105
EC2E	665	-153	-	218	-0	730
ECI	-244	-	-	-101	0	-344
EMC	-17	-	-	-97	14	-99
Groupe CEPA	511	-	519	24	-0	1 055
ICE Groupe	66 139	-922	2 891	-5	1 062	69 165
ICE	179	-	-	652	-	832
ISIT	-182	-	-	-76	-0	-258
Médiane Benelux	-16	-	-	-11	0	-27
Médiane Ingénierie	314	-	-	26	-	340
Médiane Système	7 034	-	-	-703	-17	6 314
OTN	4 340	-670	-	1 111	-	4 781
STIC	1 294	-790	-	1 175	-0	1 679
Stiloq IST	4 681	-360	-	1 709	110	6 140
Stiloq Inc.	-900	-	-	-387	-31	-1 319
Technicam	8	-15	-	122	48	164
WaT	1 445	-	30	-246	-0	1 229
WaT Portage	65	-30	-	40	-	75
Groupe	87 277	-4 368	3 440	6 484	1 263	94 097
2020						
Apiloq	5	-	-	165	-	170
CEE España	1 833	-665	-	377	-0	1 545
CEE Italiana	714	-110	-	171	-0	775
CEE Relays	5	-	-	-1	-13	-8
CEPA	-	-510	-	560	-	50
Compelma	-52	-800	-	395	-	-456
Domus Effectus	-122	-	-	9	-	-113
EC2E	720	-281	-	225	0	665
ECI	-211	-	-	-33	-0	-244
EMC	-	-	-	-17	-0	-17
Groupe CEPA	-	-	532	-21	0	511
ICE Groupe	63 438	-963	3 398	20	246	66 139
ICE	1 025	-	-	-846	-	179
ISIT	-189	-	-	7	0	-182
Médiane Benelux	7	-	-	-23	-	-16
Médiane Ingénierie	309	-	-	4	-	314
Médiane Système	7 600	-239	-	-327	-0	7 034
OTN	3 403	-380	-	1 318	-	4 340
STIC	598	-360	-	1 056	-	1 294
Stiloq IST	4 140	-563	-	1 081	23	4 681
Stiloq Inc.	-750	-	-	-163	13	-900
Technicam	-	-22	-	30	1	8
WaT	1 650	-	-	-205	-	1 445
WaT Portage	29	-	-	36	-	65
Groupe	84 153	-4 892	3 930	3 817	270	87 277
2021 selon règles 99-02						
Apiloq	43	-	-	195	0	237
CEE España	1 536	-375	-	384	-	1 545
CEE Italiana	775	-168	-	145	0	752
CEE Relays	-8	-	-	8	16	15
CEPA	50	-510	-	1 560	0	1 100
Compelma	-2 598	-375	-	756	-	-2 218
Domus Effectus	-113	-	-	8	0	-105
EC2E	-442	-153	-	218	-0	-377
ECI	-244	-	-	-101	0	-344
EMC	-17	-	-	-97	14	-99
Groupe CEPA	511	-	519	24	-0	1 055
ICE Groupe	65 034	-922	2 891	-5	-0	66 998
ICE	179	-	-	652	-	832
ISIT	-305	-	-	-97	-0	-402
Médiane Benelux	-16	-	-	-11	0	-27
Médiane Ingénierie	314	-	-	26	-	340
Médiane Système	1 067	-	-	-703	0	365
OTN	3 418	-670	-	935	-	3 683
STIC	343	-790	-	1 175	-0	729
Stiloq IST	3 727	-360	-	1 575	-0	4 942
Stiloq Inc.	-900	-	-	-387	-31	-1 319
Technicam	8	-15	-	122	48	164
WaT	399	-	30	-385	-0	44
WaT Portage	65	-30	-	40	-	75
Groupe	72 825	-4 368	3 440	6 040	47	77 984

4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés comparés

En milliers d'euro	2021		2020		2019	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Résultat net part du groupe	6 484	6 040	3 817	3 069	6 435	5 709
Intérêts minoritaires	1 397	1 397	740	740	300	300
Amortissements et provisions	1 509	1 953	1 235	1 983	1 872	2 598
Variation des impôts différés	307	307	-948	-948	-546	-546
Plus ou moins-values de cession	-120	-120	30	30	-64	-64
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	-150	-150	-63	-63	-113	-113
Marge brute d'autofinancement	9 426	9 426	4 812	4 812	7 884	7 884
Dividendes reçus sociétés en équivalence	19	19	44	44	51	51
Variation du besoin en fonds de roulement (note 19)	2 104	2 104	-42	-42	3 593	3 593
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	11 549	11 549	4 813	4 813	11 528	11 528
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	-1 438	-1 438	-1 263	-1 263	-807	-807
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (2)	191	191	100	100	214	214
Acquisition et cession de filiales et participations	-8 873	-8 873	-2 356	-2 356	-58	-58
Variation des autres actifs financiers	79	79	14	14	-8	-8
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-10 041	-10 041	-3 505	-3 505	-659	-659
Dividendes versés	-1 069	-1 069	-1 233	-1 233	-1 241	-1 241
Variation des comptes courants d'associés	-421	-421	399	399	74	74
Encaissements provenant d'emprunts	13 520	13 520	9 265	9 265	-	-
Remboursement d'emprunts (3)	-6 322	-6 322	-5 109	-5 109	-3 790	-3 790
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	5 708	5 708	3 323	3 323	-4 957	-4 957
Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)	1 285	52	234	-35	768	16
Variation de trésorerie (A+B+C+D)	8 500	7 267	4 865	4 596	6 680	5 928
Trésorerie d'ouverture (E)	36 989	35 839	32 125	31 243	25 445	25 315
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E) (note 15)	45 490	43 106	36 989	35 839	32 125	31 243

4.5. Notes annexes

Note 1 Principes comptables

Le Directoire a arrêté le 28 mars 2022 les états financiers consolidés au 31 décembre 2021. Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 29 avril 2022.

Les comptes consolidés de ICE Groupe et de ses filiales (« le groupe ») au titre de l'exercice 2021 sont établis conformément aux règles comptables françaises 99-02 en vigueur. Non coté et de petite taille, ICE Groupe n'a pas à mettre en œuvre les normes IFRS, International Financial Reporting Standards, adoptées par l'Union Européenne.

Le groupe prévoyait néanmoins l'utilisation de ce référentiel IFRS dans ses comptes dès l'exercice 2009. Dans ce cadre, il avait anticipé dès les comptes de l'exercice 2008 l'utilisation de cinq normes et interprétations IFRS ayant un impact majeur dans ses comptes. Cependant en juillet 2009, l'IASB International Accounting Standards Board a publié de nouvelles normes IFRS simplifiées destinées aux sociétés n'ayant pas de responsabilité publique (non cotées ou ne détenant pas d'actifs à titre fiduciaire). Toutefois, l'ANC, l'Autorité des normes comptables, a indiqué ne pas être favorable à l'introduction de ce nouveau référentiel. Dans l'attente d'une stabilisation de ces normes et afin d'assurer une bonne continuité de présentation, notre groupe, qui a donc le choix entre l'utilisation du règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés ou l'application des « full IFRS », continue depuis d'utiliser les cinq normes et interprétations IFRS suivantes :

✓ Ecarts d'acquisition (IFRS 3 et IAS 36)

Un écart d'acquisition (ou « goodwill ») est la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation comptable à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, après prise en compte le cas échéant des impôts différés à la date d'acquisition. Il est comptabilisé à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dégagés lors de l'acquisition d'une société mise en équivalence sont présentés sur la ligne *Titres mis en équivalence*.

Jusqu'en 2015, le référentiel français 99-02 amortissait systématiquement ces écarts d'acquisition linéairement sur une durée entre 5 et 20 ans, prenant en compte les objectifs fixés et les perspectives envisagées au moment de l'acquisition. A compter des exercices ouverts en 2016, le règlement 2015-07 de l'ANC stipule que l'amortissement systématique du goodwill cesse de l'être en l'absence de limite prévisible à sa durée d'utilisation. Lors de la première application du nouveau règlement, l'ANC a laissé, au choix de l'entreprise, la possibilité de poursuivre le plan initial d'amortissement des écarts d'acquisition existant ou d'effectuer une nouvelle analyse de la durée d'utilisation limitée ou non de ces derniers. Par souci de simplification et afin de ne pas changer de méthode, le groupe a choisi de poursuivre les plans d'amortissement initiaux.

A partir de 2017, les goodwills dégagés lors de nouvelles acquisitions (nouvelles sociétés ou acquisitions complémentaires de titres de sociétés existantes) ne sont pas amortis.

Les normes et interprétations IFRS remplacent l'amortissement des goodwills par un test de valeur (« Impairment test ») chaque

année : lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable du goodwill et sa juste valeur est comptabilisé en dépréciation des écarts d'acquisition de l'exercice.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et la valeur recouvrable des titres. Cette dernière est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée d'au moins 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût du capital, ajusté d'une prime de risque selon le secteur d'activité. Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts. Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché observées.

L'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable, à défaut de référence de transactions récentes similaires facilement disponibles.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Malgré quelques difficultés en 2020 principalement liées à la crise sanitaire, compte tenu des perspectives favorables dans l'ensemble des sociétés du groupe, aucune dépréciation d'écarts d'acquisition n'a été réalisée l'année dernière.

✓ Fonds commerciaux (IAS 38)

Les fonds commerciaux présents dans les comptes des filiales correspondent à des éléments non identifiables et doivent selon les normes IFRS être assimilés à des écarts d'acquisition. Ces fonds commerciaux ont donc été intégrés dans les écarts d'acquisition des filiales concernées et subissent les mêmes retraitements (annulation des amortissements antérieurs, etc.).

Le fonds commercial présent dans les comptes d'ICE et totalement amorti n'est pas retraité. Le fonds commercial d'ECI avait été totalement déprécié en 2013.

✓ CIR / subvention d'exploitation (IAS 20)

Le CIR (crédit d'impôt recherche), incitation fiscale à la recherche — sans ciblage sectoriel ou technologique — pour développer la capacité d'innovation et renforcer la compétitivité des entreprises, est assimilé à une subvention d'exploitation en raison de son importance accrue, passant en quelques années de 5% à 10%, puis à 30% des dépenses de recherche et développement.

Les crédits d'impôt ainsi obtenus n'apparaissent donc pas dans la ligne *Impôts sur les résultats* mais sont intégrés à la ligne *Subventions d'exploitation*.

✓ Valorisation des OPCVM (IAS 39)

Les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente. En conséquence, elles sont valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Éléments constatés directement en capitaux propres*.

1.1. Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables, nécessite que le groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, les provisions, les engagements de retraite, les impôts différés et la valorisation des compléments de prix. Les estimations utilisées par le groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques.

1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 31 décembre. CEPA et Groupe CEPA qui le faisaient au 31 mai ont exceptionnellement ramené à 7 mois leur exercice.

Les sociétés du groupe dans lesquelles la société mère ICE Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale avec dégagement des intérêts minoritaires.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les autres intérêts dans Cervicem ne sont pas consolidés car cette société est d'une importance non significative et le groupe n'y exerce pas d'influence.

1.3. Conversion des états financiers (filiales et participation étrangères)

Les actifs et passifs en devises des filiales et participations étrangères au Royaume-Uni, Etats-Unis, Roumanie et Maroc sont convertis sur la base du cours de change constaté à la clôture. Les éléments des comptes de résultats des filiales sont convertis au cours moyen de la période.

La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste *Réserve de conversion*, pour la part revenant au groupe et au poste *Intérêts minoritaires*, pour la part revenant aux tiers. Cette différence n'impacte le résultat qu'au moment de la cession de la société.

1.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou services ont été transférés au client.

Les remises, ristournes et retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires.

1.5. Frais de recherche et de développement

Les dépenses engagées pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues.

Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont activées en immobilisations incorporelles uniquement si elles satisfont l'ensemble des critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,

- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'intention et la capacité de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet, sont démontrées,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme et pour l'utiliser ou le vendre sont disponibles,
- le groupe peut démontrer que le projet générera des avantages économiques futurs probables, comme l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet, ou son utilité en interne est démontrée.

Compte tenu du nombre actuellement important de projets en développement et des aléas liés à la décision du lancement des produits concernés par ces projets, le groupe considère que certains critères d'activation ne sont dès lors pas remplis.

1.6. Immobilisations incorporelles

Elles figurent au bilan à leur prix de revient.

Il s'agissait principalement des frais de recherche et développement correspondant à l'immobilisation entre 2000 et 2004 d'une partie des frais de l'étude du PCCN pour les postes électriques de Enedis. Ces frais ont fini d'être totalement amortis en 2006.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

L'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning lié à l'acquisition de Stillog IST en mars 2014 fait l'objet d'un amortissement sur une durée de 10 ans.

1.7. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées d'amortissements des immobilisations sont les suivantes :

Installations techniques, matériel et outillage industriels	5/10 ans
Autres immobilisations corporelles	3/10 ans

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages.

1.8. Stocks et en-cours

Les matières et autres approvisionnements sont valorisés au prix moyen pondéré ou du « premier entré, premier sorti ».

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût de production qui comprend les consommations, les charges directes de production ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

Les provisions pour dépréciation prennent en considération les perspectives d'écoulement des produits, dépendant soit de l'évolution de la demande soit d'une obsolescence.

1.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La *trésorerie et équivalents de trésorerie* comprennent des liquidités en comptes bancaires et des parts d'OPCVM de trésorerie.

Les découverts bancaires, assimilés à un financement, sont présentés dans les *Emprunts et Dettes financières courants*.

Comme indiqué précédemment, les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente et sont donc valorisées au bilan à leur

valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Éléments constatés directement en capitaux propres*.

1.10. Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

Cette valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

La plus grande partie de ces indemnités de retraites est couverte auprès de compagnies d'assurance. Les charges patronales sociales et fiscales de ces engagements sont gérées par des provisions.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre donc :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- le produit escompté du fond externe calculé sur la base du rendement de placements à long terme,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes.

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites*.

1.11. Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées des sociétés françaises intégrées.

Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs.

Elles sont évaluées en utilisant les règles fiscales en vigueur à la clôture et le taux d'impôt de l'exercice suivant.

Les impôts différés — actif — ne sont constatés que s'il est probable qu'ils pourront être récupérés.

Note 2_Variations de périmètre

Le 2 novembre 2021, ICE Groupe a acquis 66% du capital de la société Technicam.

OTN, qui détenait depuis le 1^{er} juin 2020 51% de Groupe CEPA, avec sa filiale à 100% CEPA et sa participation à 34% Technicam, a porté sa détention dans Groupe CEPA à 100% le 23 novembre 2021. Depuis cette dernière date, avec la part de 34% détenue indirectement par OTN, elle-même filiale à 100% d'ICE Groupe, Technicam est donc devenue une filiale à 100% du Groupe.

En juillet, Médiane Système a créé à Milan une filiale, Mediane Italia, dont l'activité devrait démarrer en 2022.

Au 1^{er} janvier 2022, ECI a été cédée par EC2E à OTN. Simultanément, l'acquisition par cette dernière de 100% de Groupe CEPA a débouché sur une « fusion » de CEPA avec OTN (via une TUP Transmission Universelle de Patrimoine), l'ensemble étant rebaptisé « MtC Maintenance, travaux et Câblage ».

Note 3_ Information sectorielle

3.1. Informations par secteur d'activité

Nombre ou milliers d'euro (proratisé)	Effectifs	Entrées	Chiffre	Résultat	Actif	Passif
	moyens	de com- mandes	d'affaires	opéra- tionnel	opéra- tionnel (A)	opéra- tionnel (B)
2021						
Protection et contrôle (1)	179	21 343	21 454	1 203	17 764	6 102
Câblage (2)	206	33 884	35 901	5 154	36 329	8 300
<i>Energie (3=1+2)</i>	386	55 227	57 355	6 357	54 092	14 401
Industrie - Spécialités électroniques (4)	44	16 527	15 437	2 989	12 716	3 109
<i>Hardware - Energie et industrie (5=3+4)</i>	430	71 754	72 792	9 346	66 809	17 510
Informatique technique & édition logicielle (6)	373	35 710	35 660	415	25 962	13 333
Automatismes et sureté de fonctionnement (7)	106	11 972	11 735	-102	8 199	4 127
<i>Ingénierie technique & logiciel (8=6+7)</i>	479	47 682	47 396	313	34 161	17 460
Groupe	920	119 472	120 224	9 667	112 308	37 526
2020						
Protection et contrôle (1)	200	22 661	23 089	-1 194	21 332	7 366
Câblage (2)	157	24 752	25 020	3 186	23 193	6 614
<i>Energie (3=1+2)</i>	357	47 414	48 108	1 991	44 525	13 980
Industrie - Spécialités électroniques (4)	40	13 017	13 785	2 452	12 038	2 863
<i>Hardware - Energie et industrie (5=3+4)</i>	397	60 430	61 893	4 443	56 563	16 843
Informatique technique & édition logicielle (6)	367	31 486	31 102	-20	26 594	11 408
Automatismes et sureté de fonctionnement (7)	120	12 506	12 556	-173	8 683	4 152
<i>Ingénierie technique & logiciel (8=6+7)</i>	487	43 992	43 658	-194	35 277	15 560
Groupe	894	104 459	105 587	4 334	103 562	34 154
2019						
Protection et contrôle (1)	205	26 663	28 362	113	22 754	7 858
Câblage (2)	112	16 983	16 669	1 491	11 645	3 853
<i>Energie (3=1+2)</i>	317	43 646	45 031	1 604	34 399	11 712
Industrie - Spécialités électroniques (4)	42	17 203	16 049	3 398	14 753	4 576
<i>Hardware - Energie et industrie (5=3+4)</i>	359	60 849	61 080	5 002	49 152	16 287
Informatique technique & édition logicielle (6)	367	34 123	33 806	1 787	26 825	11 785
Automatismes et sureté de fonctionnement (7)	132	13 792	13 786	-210	9 254	4 096
<i>Ingénierie technique & logiciel (8=6+7)</i>	499	47 915	47 592	1 577	36 079	15 880
Groupe	869	108 800	108 709	6 734	95 869	34 107

3.2. Informations par zone géographique

	2021			2020		2019
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissan- ce en %	En milliers d'euro	Croissan- ce en %	En milliers d'euro
France	104 740	87%	+16%	89 439	-0.7%	90 049
International	15 484	13%	-4.1%	16 148	-13%	18 660
Groupe	120 224	100%	+14%	105 587	-2.9%	108 709

3.3. Informations par nature

	2021			2020		2019
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissan- ce en %	En milliers d'euro	Croissan- ce en %	En milliers d'euro
Marchandises	9 402	7.8%	+6.0%	8 874	-0.9%	8 950
Biens ⁽¹⁾	59 391	49%	+18%	50 312	+4.3%	48 225
Services ⁽¹⁾	51 430	43%	+11%	46 402	-10%	51 534
Groupe	120 224	100%	+14%	105 587	-2.9%	108 709

(1) Certains services étant regroupés avec des biens, le montant des services est minoré.

Note 4_Frais de personnel et effectifs

4.1. Effectifs ⁽¹⁾

	2021 ⁽²⁾	2020	2019
Ingénieurs et cadres	522	521	515
Agents de maîtrise	41	33	50
Employés et techniciens	179	206	202
Ouvriers	177	135	103
Total	920	894	869

(1) Moyenne annuelle. Cet effectif était complété par 86 indépendants en sous-traitance, intérimaires et apprentis (56 en 2020).

(2) 982 salariés au 31/12/2021 hors Médiane Ingénierie (23) et indépendants, intérimaires et apprentis (126)

4.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Rémunération du personnel	39 555	37 076	38 043
Charges sociales	16 405	15 471	15 632
Participation des salariés	450	188	412
Total	56 410	52 735	54 087

4.3. Rémunération des dirigeants

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Salaires ⁽¹⁾	4 756	4 837	4 402

(1) ou équivalent dans les cas de rémunération par honoraires

Le nombre de dirigeants du groupe (membres des comités de direction, directeurs généraux, responsables d'exploitation) était de 28 en 2021. La rémunération moyenne augmentait de 1,8% par rapport à l'année précédente.

Note 5_Autres produits et charges, résultat exceptionnel

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Autres produits d'exploitation	76	11	24
Autres charges d'exploitation	-173	-63	-82
Total autres produits et charges d'exploitation	-97	-53	-58
Produits exceptionnels	297	343	494
Charges exceptionnelles	-215	-137	-224
Résultat exceptionnel	82	206	270
Total autres produits	373	353	518
Total autres charges	-388	-200	-306
Total autres produits et charges	-15	153	212

Note 6_Résultat financier

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Coût de l'endettement financier brut	-145	-111	-45
Produit de la trésorerie et équivalents de trésorerie	303	173	580
Coût de l'endettement financier net ⁽¹⁾	158	62	535
Autres produits et charges financiers	118	-125	-20
Total	276	-64	514

(1) Ce coût est négatif en raison des produits générés par notre trésorerie nette positive.

Note 7_Ecarts d'acquisition

En milliers d'euro	31/12/2021	Sorties	Acquisitions, dotations	31/12/2020
Apilog	497	-	-	497
CEE España	10	-	-	10
CEPA	11 606	-	7 040	4 566
Compelma	5 026	-	-	5 026
EC2E	1 106	-	-	1 106
ECI	181	-	-	181
EMC	55	-	-	55
ISIT	215	-	-	215
Médiane Système	5 633	-	-	5 633
OTN	4 142	-	-	4 142
STIC	2 850	-	-	2 850
Stilog	2 926	-	-	2 926
Technicam	1 065	-	865	200
WaT	1 785	-	-	1 785
Valeurs Brutes	37 099	-	7 905	29 193
Apilog	-	-	-	-
CEE España	-	-	-	-
CEPA	-	-	-	-
Compelma	2 884	-	-	2 884
EC2E	-	-	-	-
ECI	181	-	-	181
EMC	-	-	-	-
ISIT	-	-	-	-
Médiane Système	-	-	-	-
OTN	-	-	-	-
STIC	1 900	-	-	1 900
Stilog	-	-	-	-
Technicam	-	-	-	-
WaT	-	-	-	-
Dépréciations	4 966	-	-	4 966
Ecarts d'acquisition nets	32 132	-	7 905	24 227

Note 8_ Impôts sur les résultats

8.1. Détail des impôts sur les résultats

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Impôts exigibles	1 988	930	1 442
Impôts différés	307	-948	-546
Impôts sur les résultats	2 295	-18	895

8.2. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Résultat avant impôt	10 175	4 538	7 631
Charge d'impôt groupe	2 295	-18	895
Taux d'imposition	22.6%	-0.4%	11.7%

8.3. Impôts différés au bilan

En milliers d'euro	2021	Variation	2020	Variation	2019
Congés à payer	47	2	45	7	38
Participation des salariés	450	262	188	-224	412
Provisions pour retraites	1 693	261	1 432	343	1 089
Déficits reportables ⁽¹⁾	12 072	-874	12 945	3 004	9 942
Amortissement fonds de commerce ⁽²⁾	317	-63	380	-	380
Plus-values latentes sur OPCVM ⁽²⁾	2 384	1 233	1 151	269	882
Divers ⁽³⁾	-506	-156	-350	42	-392
Solde base active /(passive) d'impôts différés	16 457	666	15 790	3 440	12 350
Solde d'impôts différés actif	4 158	-266	4 424	949	3 475
Solde d'impôts différés (passif)	-44	-42	-2	-2	-
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	4 114	-307	4 421	946	3 475
Impôts différés ne transitant pas par le résultat	-	-	-16	-16	-
Variation impôts différés dans le compte de résultat	-	-307	-	931	-

(1) Les déficits reportables concernent ECI, ICE, ISIT, Médiane Système, Stilog IST et WaT.

(2) L'application des normes IFRS sur les fonds commerciaux et la valorisation des OPCVM n'a pas fait l'objet de retraitement des impôts différés.

(3) Dont la valeur nette de l'écart d'évaluation du logiciel VP Visual Planning de Stilog IST ramenée à 245 milliers d'euro en 2021.

Note 9_Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les fonds commerciaux et l'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning :

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Valeurs brutes ⁽¹⁾	1 526	1 526	1 526
Amortissements et provisions	964	854	744
Fonds commerciaux nets	562	672	782
Dotations aux amortissements et provisions	110	110	110

(1) Fonds commerciaux : Médiane Système (317), ECI (63) et ICE (fonds commercial C.M.I : 46) + Visual Planning (1100).

Le reste des autres immobilisations incorporelles sont des concessions, brevets et droits similaires. Les anciens frais d'établissement et frais de recherche et développement sont tous totalement amortis.

Note 10_Autres immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2021	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2020
Terrains et constructions	704	-0	-	-	704
Installations techniques, matériel et outillage	6 202	569	-138	450	5 320
Autres immobilisations corporelles	10 000	-31	-653	1 026	9 658
Valeurs brutes	16 906	538	-791	1 476	15 683
Terrains et constructions	521	-0	-	26	495
Installations techniques, matériel et outillage	5 052	158	-131	243	4 782
Autres immobilisations corporelles	7 187	39	-560	871	6 837
Amortissements	12 761	197	-691	1 141	12 113
Immobilisations corporelles nettes	4 145	341	-100	335	3 569

En milliers d'euro	31/12/2020	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2019
Terrains et constructions	704	31	-	-	674
Installations techniques, matériel et outillage	5 320	978	-155	156	4 340
Autres immobilisations corporelles	9 658	342	-918	967	9 268
Valeurs brutes	15 683	1 350	-1 073	1 124	14 282
Terrains et constructions	495	26	-	33	436
Installations techniques, matériel et outillage	4 782	818	-155	209	3 909
Autres immobilisations corporelles	6 837	276	-858	882	6 536
Amortissements	12 113	1 121	-1 013	1 124	10 881
Immobilisations corporelles nettes	3 569	230	-60	-0	3 400

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Note 11_Actifs financiers non courants

En milliers d'euro	31/12/2021	Autres mouvements (1)	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2020
Titres non consolidés (2)	5	-	-53	-	58
Autres immobilisations financières (3)	826	29	-28	37	789
Valeur nette	832	29	-81	37	847

En milliers d'euro	31/12/2020	Autres mouvements (1)	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2019
Titres non consolidés (2)	58	-	-	-	58
Autres immobilisations financières (3)	789	-37	-22	8	840
Valeur brute	847	-37	-22	8	898
Provisions / titres non consolidés	-	-	-70	-	70
Valeur nette	847	-37	48	8	828

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

(2) Non consolidé : Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro (k€), participation détenue à 34%.

(3) Les autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements et fonds de garantie.

Note 12_Stocks

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Matières 1ères et marchandises	14 520	12 057	9 394
En-cours de production	4 097	3 780	3 292
Produits intermédiaires et finis	2 653	1 744	2 189
Valeurs brutes	21 270	17 581	14 876
Dépréciation	-2 709	-2 368	-1 946
Stocks et en-cours nets	18 562	15 213	12 930

Note 13_Créances clients

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Valeur brute	35 544	36 187	37 422
Dépréciation	-626	-700	-679
Valeur nette	34 918	35 487	36 743

Note 14_Autres actifs courants

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs débiteurs	37	83	114
Créances fiscales (TVA) et sociales	2 085	1 756	1 718
Charges constatées d'avance	2 364	1 834	1 234
Autres créances	458	537	557
Total	4 944	4 210	3 622

Note 15_Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs mobilières de placements	10 169	9 659	8 323
Comptes bancaires et autres disponibilités	35 350	27 363	23 857
Total (actif du bilan)	45 519	37 022	32 180
- Concours bancaires courants (au passif du bilan)	-29	-32	-55
Trésorerie	45 490	36 989	32 125
Fournisseurs d'immobilisations financières	1 206	143	211
Emprunts et dettes financières non courants	25 558	18 093	8 253
Trésorerie nette de dettes financières	18 726	18 754	23 661

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents sur OPCVM à fin 2021 s'élèvent à 2 384 milliers d'euro, contre 1 151 et 882 milliers d'euro respectivement fin 2020 et fin 2019, et sont enregistrés directement en capitaux propres.

Note 16_Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises Apilog, CEPA, Compelma, EC2E, ECI, Groupe CEPA, ICE, ICE Groupe, ISIT, Médiane Système, OTN, STIC, Stilog IST, WaT et WaT Portage.

A l'étranger, compte tenu des réglementations spécifiques, les engagements ne sont pas comptabilisés par des provisions.

Une grande partie de ces indemnités de retraites est couverte par des fonds auprès de compagnies d'assurance.

Les hypothèses utilisées pour le calcul se déclinent comme suit :

	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Age futur moyen de départ en retraite	67	67	68
Taux de progression des salaires (net d'inflation)	1.5%	1.5%	1.5%
Taux d'actualisation (net d'inflation)	2.0%	2.0%	2.0%
Taux de rendement attendu du fonds	4.9%	3.6%	6.3%

Les engagements se ventilent comme suit :

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Valeur actuelle des engagements pour indemnité de fin de carrière	3 726	3 360	2 911
Valeur du fonds	2 027	1 928	1 822
Provisions pour retraites	1 699	1 432	1 089
Augmentation des engagements	637	767	372
Mouvements de périmètre et 1ère comptabilisation	7	98	-
Versement sur fonds	-	-	-
Rendement attendu du fonds	99	76	85
Reprise de provision	377	492	92
Variation sur la période	268	373	280

Note 17_Emprunts et dettes financières non courants

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Par type			
Taux variable	-	-	-
Taux fixe	25 558	18 093	8 253
Par maturité			
Inférieure à 1 an	7 304	5 928	3 452
De 1 à 5 ans	18 204	12 164	4 802
Supérieure à 5 ans	50	-	-
Total	25 558	18 093	8 253
Taux d'intérêt ⁽¹⁾	0.43%	0.45%	0.45%

(1) Le taux d'intérêt effectif peut être affecté par les frais de dossier des emprunts.

Note 18_ Autres passifs courants

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Avances, acomptes reçus / commandes	256	573	102
Dettes fiscales (hors impôts sur les bénéfices) et sociales	17 295	15 837	15 960
Produits constatés d'avance	6 952	6 104	6 898
Autres passifs courants	1 423	1 805	1 504
Total	25 926	24 319	24 465

Note 19_ Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Stocks	-3 346	758	-887
Créances d'exploitation (dont clients)	822	3 550	-2 121
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	1 488	-2 077	852
Autres créances et dettes	3 140	-2 273	5 748
Total	2 104	-42	3 593

Note 20_Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, nous vous indiquons les montants des honoraires des commissaires aux comptes pris en charge dans les comptes de résultat :

En milliers d'euro	Exercices des mandats	2021	2020	2019
Comptes sociaux ICE Groupe SA et consolidés groupe		29.1	29.1	28.9
Socaudit, représentée par M. Pierre-Jean Frison, Avignon	2018-2023	14.6	14.6	14.4
SKA Serge Kubryk Audit, Paris 8ème	2020-2025	14.5	14.5	14.5
Filiales		119.1	125.0	123.4
Apilog / Audit-France, Boulogne-Billancourt	2018-2023	4.0	4.0	3.9
CEE Italiana / Dott. Lamberto Gadda, Revisore Contabile ⁽²⁾ , Bergamo	2021	3.1	3.1	3.1
CEE Relays / PPK Auditors Ltd ⁽¹⁾ , Wokingham	2021	3.8	3.1	3.2
CEPA / Strego Audit, Nantes	2021	7.3	-	-
Compelma / SKA Serge Kubryk Audit, Paris 8ème	2016-2021	7.4	7.3	7.1
Continental de Equipos Eléctricos / KPMG auditores, Madrid	2021	6.0	5.1	5.0
EC2E / Audit-France, Boulogne-Billancourt ⁽³⁾	2020-2025	5.9	5.8	5.6
Groupe CEPA / Audit Europe Expertise - Codex, Saint Malo	2018-2023	2.2	-	-
ICE / Socaudit & SKA (cf. ci-dessus)	2020-2025	21.1	28.4	27.8
Médiane Système / Agemocom, Paris 15ème	2016-2021	15.8	15.5	15.2
OTN / Grant Thornton, Dijon	2020-2025	9.5	9.5	10.3
ISIT / Agemocom, Paris 15ème	2021-2026	5.0	8.1	8.0
STIC / Socaudit, M. Pierre-Jean Frison, Avignon	2021-2026	2.0	9.2	9.2
Sillog IST / Fico-Gestion, Paris 8ème	2016-2021	10.5	10.3	10.1
WaT / M. Robert Girard, Le Touvet	2018-2023	11.8	11.8	12.1
WaT Portage / M. Robert Girard, Le Touvet	2017-2022	3.8	3.8	2.8
Total		148.2	154.1	152.3
(1) Auquel s'ajoutent d'autres prestations (juridique, fiscal, social)		3.3	2.6	2.6

(2) Pris en charge par ICE Groupe

(3) Sa filiale ECI n'a pas de commissaire aux comptes

Note 21_Engagements hors bilan

Les engagements reçus ne sont pas significatifs.

4.6. Liste des sociétés consolidées

	Siège	N° Siren ou Insee	% intérêt
Sociétés consolidées par intégration globale			
Apilog SAS	Chanteloup-les-Vignes (Paris) France	347 788 135	95,34%
CEE España Continental de Equipos Eléctricos SAU	Las Rozas (Madrid) Espagne	084 033 638	100,00%
CEE Italiana SRL	Concorezzo (Milano) Italie	084 033 620	100,00%
CEE Relays LTD	Slough (London) Grande Bretagne	084 033 646	96,50%
CEPA SAS	Questembert (Vannes) France	315 695 767	100,00% ⁽¹⁾
COMPELMA SAS	Les Ulis (Paris) France	353 387 921	100,00%
Domus Effectus SCI	Parthenay (Deux-Sèvres) France	490 347 259	100,00%
EC2E Électro Câblage Engineering et Équipement SAS	L'Isle Adam (Paris) France	312 517 071	51,00%
ECI Électro-Câblage Industrie SARL	Méry sur Oise (Paris) France	494 295 645	51,00% ⁽¹⁾
EMC Electro Medias Confectii SRL	Medias (Sibiu) Roumanie	J32/947/2015	100,00% ⁽²⁾
Groupe CEPA SAS	Questembert (Vannes) France	838 269 611	100,00% ⁽¹⁾
ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement SAS	Alfortville (Paris) France	808 660 781	100,00%
ICE Groupe Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe SA	Alfortville (Paris) France	542 014 782	100,00%
ISIT SAS	Plaisance du Touch (Toulouse) France	380 342 774	100,00%
OTN Organisation des Travaux Nucléaires SAS	Macon France	340 564 798	100,00%
Médiane Système SAS	Le Pecq (Paris) France	350 039 418	99,70%
Médiane Benelux SRL	Bruxelles Belgique	0685 796 631	99,70% ⁽³⁾
Mediane Italia SRL	Milan Italie		99,70% ⁽³⁾
STIC Sté Technique Ingénierie & Coopération SAS	Les Ulis (Paris) France	342 060 662	100,00%
STILOG INC.	San Francisco (Californie) États-Unis	46 3620349 ⁽⁴⁾	100,00%
STILOG IST SAS	Nanterre (Paris) France	382 489 029	100,00%
Technicam Technique Câblage Maroc SARL	Mohammedia (Casablanca) Maroc	10 311	100,00% ⁽⁵⁾
WaT SAS	Les Marches (Chambéry) France	452 035 116	100,00%
WaT Portage SAS	Les Marches (Chambéry) France	833 258 585	100,00%

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Médiane Ingénierie SAS	Labège (Toulouse) France	509 728 994	38,88% ⁽³⁾
Technicam Technique Câblage Maroc SARL	Mohammedia (Casablanca) Maroc	10 311	17,34% ⁽⁵⁾

(1) CEPA détenue à 100% par Groupe CEPA détenu à 51% puis à 100% à compter du 23 novembre 2021.

ECI détenue à 100% par EC2E détenue à 51,00%.

(2) Société détenue à 50% par OTN détenu à 100% et à 50% par Groupe CEPA détenu à 51% puis à 100% à compter du 23 novembre 2021. Numéro de série au registre du commerce de Sibiu

(3) Sociétés détenues respectivement à 100% et 39% par Médiane Système détenue à 99,70%

(4) Employer Identification Number (EIN)

(5) Société détenue à 34% par Groupe CEPA détenu à 51% puis à 100%, puis à 66% par ICE Groupe à compter du 2 novembre 2021. Numéro au registre de commerce de Mohammedia.

4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

I – Opinion sur les comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de votre société ICE GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III – Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directeur.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la cir-

constance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de

leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 1er avril 2022

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT
Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit
Franck ELBASE



Comptes sociaux
au 31 décembre 2021

5. Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés

En milliers d'euro	2021	2020	2019
Produits d'exploitation	13 184.4	11 290.9	11 268.6
Chiffre d'affaires net (note 6)	13 163.7	11 200.5	11 266.5
Subventions d'exploitation & autres produits	0.0	0.0	0.0
Reprise de provisions et transferts de charges	20.7	90.4	2.1
Charges d'exploitation	-13 184.9	-11 216.2	-11 121.2
Autres achats et charges externes	-11 800.1	-9 996.9	-9 834.5
Impôts et taxes	-24.8	-35.7	-31.1
Charges de personnel (note 7)	-1 278.5	-1 093.9	-1 127.3
Dotations aux amortissements et provisions	-41.0	-46.9	-78.8
Autres charges	-40.5	-42.8	-49.4
Résultat d'exploitation	-0.5	74.7	147.5
Résultat financier (note 8)	2 942.5	4 753.5	2 658.3
Résultat courant avant impôts	2 942.1	4 828.2	2 805.8
Résultat exceptionnel	29.8	-	-
Impôts sur les résultats (note 9)	-154.4	7.2	-35.3
Résultat net	2 817.5	4 835.4	2 770.5

5.2. Bilans comparés

Actif (en valeurs nettes)

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Actif immobilisé	58 364.7	57 126.7	55 282.6
Immobilisations incorporelles (note 1)	0.0	0.2	1.8
Immobilisations corporelles (note 2)	61.5	71.0	82.3
Immobilisations financières (notes 3 et 4)	58 303.2	57 055.5	55 198.5
Actif circulant	42 298.8	29 493.5	22 771.4
Avances et acomptes versés (note 4)	2.1	-	-
Clients et comptes rattachés (note 4)	3 596.5	2 898.2	2 247.0
Autres créances (note 4)	22 253.9	15 312.3	10 420.2
Valeurs mobilières de placement	5 385.3	6 172.3	6 194.9
Disponibilités	11 061.0	5 110.7	3 909.3
Comptes de régularisation actif (note 4)	98.4	12.4	8.7
Total de l'actif	100 762.0	86 632.7	78 062.7

Passif			
En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Capitaux propres	63 997.2	62 101.6	58 228.7
Capital	11 614.2	11 524.0	11 324.0
Réserve légale	1 152.4	1 132.4	1 132.4
Autres réserves	46 709.8	42 800.0	42 000.0
Report à nouveau	1 703.2	1 809.8	1 001.8
Résultat	2 817.5	4 835.4	2 770.5
Provisions pour risques et charges (note 5)	34.0	23.4	79.1
Autres dettes (note 4)	36 658.8	24 507.7	19 754.9
Emprunts et dettes financières	30 832.7	19 538.6	15 685.9
Dettes d'exploitation	5 753.1	4 345.9	3 858.4
Dettes diverses	73.0	623.2	210.7
Comptes de régularisation passif (note 4)	72.0	-	-
Total du passif	100 762.0	86 632.7	78 062.7

5.3. Tableau des flux de trésorerie comparés

En milliers d'euro	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net	2 817.5	4 835.4	2 770.5
Amortissements et provisions	20.4	-1 492.3	435.9
Plus ou moins-values de cession	-29.8	70.0	-
Marge brute d'autofinancement	2 808.1	3 413.1	3 206.4
Variation du besoin en fonds de roulement (note 10)	1 332.5	-434.0	1 516.3
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	4 140.6	2 979.0	4 722.8
Acquisition et cessions de filiales, augmentation de capital filiales	-1 370.2	-540.9	-64.9
Variation des autres actifs financiers	82.1	-4.1	-4.1
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-1 288.1	-545.0	-69.0
Dividendes versés	-921.9	-962.5	-951.2
Encaissements provenant d'emprunts	13 155.7	9 004.1	3.8
Variation des comptes courants d'associés	-4 652.7	-5 675.1	1 326.8
Remboursement d'emprunts	-5 273.5	-3 621.7	-3 537.0
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	2 307.6	-1 255.2	-3 157.6
Variation de trésorerie (A+B+C)	5 160.1	1 178.8	1 496.3
Trésorerie d'ouverture (D)	11 280.1	10 101.2	8 605.0
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E)	16 440.2	11 280.1	10 101.2

5.4. Notes annexes

5.4.1. Périmètre et principes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au PCG 2014 et aux principes généralement admis. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

5.4.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

5.4.3. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages à :

- Mobiliers linéaire 10 ans
- Matériels informatiques dégressif 2/3 ans

5.4.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Leur valeur est examinée annuellement, par référence à leur rentabilité actuelle et prévisionnelle et à la quote-part de capitaux propres détenue. Une dépréciation est, le cas échéant, constatée par voie de provision.

5.4.5. Stocks et en-cours

Société holding, la société n'a pas de stock de matières premières, de marchandises ou d'en-cours.

5.4.6. Engagement en matière de pensions et retraites

L'engagement de la société en matière de retraites correspond à l'indemnité de départ en retraite prévue par sa convention collective.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'essentiel des indemnités de retraites hors charges est couvert auprès d'une compagnie d'assurance. Le solde de l'engagement continue à être géré par des provisions internes.

Note 1_ Immobilisations incorporelles

En milliers d'euro	31/12/2021	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2020
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	63.5	-	-	-	63.5
Valeurs brutes	63.5	-	-	-	63.5
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	63.5	-	-	0.2	63.2
Amortissements	63.5	-	-	0.2	63.2
Immobilisations incorporelles nettes	0.0	-	-	-0.2	0.2

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Note 2_ Immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2021	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2020
Autres immobilisations corporelles	201.4	-	-	201.4
Valeurs brutes	201.4	-	-	201.4
Autres immobilisations corporelles	139.9	-	9.5	130.3
Amortissements	139.9	-	9.5	130.3
Immobilisations corporelles nettes	61.5	-	-9.5	71.0

Note 3_ Immobilisations financières

En milliers d'euro	31/12/2021	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2020
Titres de participation ⁽²⁾	60 960.3	-	-52.6	1 300.0	59 712.9
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	296.9	-	-	0.3	296.6
Valeur brute	61 257.3	-	-52.6	1 300.3	60 009.5
Titres de participation	2 954.0	-	-	-	2 954.0
Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-
Dépréciations	2 954.0	-	-	-	2 954.0
Valeur nette	58 303.2	-	-52.6	1 300.3	57 055.5

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

(2) les titres de participation sont détaillés dans le paragraphe 5.5.

(3) Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements, fonds de garantie et mali de fusion.

Note 4_Echéance des créances et des dettes

En milliers d'euro	31/12/2021					31/12/20
	A un an au plus	A plus d'un an	Brut	Dépréciation(1)	Net	Net
Créances	10 590.2	15 657.7	26 247.9	-	26 247.9	18 519.5
Prêts et dépôts	-	296.9	296.9	-	296.9	296.6
Avances et acomptes versés	2.1	-	2.1	-	2.1	-
Clients et comptes rattachés ⁽³⁾	3 596.5	-	3 596.5	-	3 596.5	2 898.2
Autres créances	6 893.1	15 360.8	22 253.9	-	22 253.9	15 312.3
Comptes de régularisation actif	98.4	-	98.4	-	98.4	12.4
Dettes	16 552.2	20 178.6	36 730.8	-	36 730.8	24 507.7
Emprunts et dettes financières ⁽²⁾	10 654.2	20 178.6	30 832.7	-	30 832.7	19 538.6
Dettes d'exploitation	5 753.1	-	5 753.1	-	5 753.1	4 345.9
Dettes fournisseurs et comptes rattachés ⁽³⁾	4 644.4	-	4 644.4	-	4 644.4	3 491.8
Dettes fiscales et sociales	1 108.7	-	1 108.7	-	1 108.7	854.1
Dettes diverses	73.0	-	73.0	-	73.0	623.2
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	73.0	-	73.0	-	73.0	143.2
Autres dettes	-	-	-	-	-	480.0
Comptes de régularisation passif	72.0	-	72.0	-	72.0	-

(3) Factures émises ou reçues non réglées, terme échu	0 jour (indic.)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total hs délai
Émises / date de clôture. Nbre hors délai : 14 (0 j), 20 (1 j et +)	391.6	-	146.3	56.4	120.4	323.1
Pourcentage des ventes	3.0%	-	1.1%	0.4%	0.9%	2.5%
Émises / retard paiement 2021. Nbre hs délai : 7 (0 j), 542 (1 j et +)	147.1	4 524.3	1 495.7	158.1	3 033.4	9 211.5
Pourcentage des ventes	1.1%	34.4%	11.4%	1.2%	21.4%	68.4%
Reçues / date de clôture. Nbre hors délai : 9 (0 j), 213 (1 j et +)	110.8	-	146.3	709.1	2 000.3	2 855.7
Pourcentage des achats	0.9%	-	1.2%	6.0%	17.0%	24.2%
Reçues / retard paiement 2021. Nbre hs délai : 12 (0 j), 577 (1 j et +)	579.9	2 029.1	1 703.8	2 395.5	2 018.8	8 147.2
Pourcentage des achats	4.9%	17.2%	14.4%	20.3%	17.1%	69.1%

(2) Les dettes financières intègrent le *portage* de placements financiers pour les filiales : comptes à terme pour ICE (1,49 M€) et OPCVM pour Compelma (0,49 M€) et Stilog IST (0,54 M€).

Note 5_Provisions pour risques et charges

En milliers d'euro	31/12/2021	Reprises	Dotations	31/12/2020
Provisions pour risques et charges	34.0	-20.6	31.3	23.4
Provision pour retraite	34.0	-20.6	31.3	23.4

Note 6_Chiffre d'affaires

6.1. Informations par zone géographique

	2021			2020
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro
Chiffre d'affaires				
France	13 137.7	99.8%	+18%	11 174.5
Export	26.0	0.2%	0.0%	26.0
Total	13 163.7	100%	+18%	11 200.5

6.2. Informations par nature

	2021			2020
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro
Chiffre d'affaires				
Services	3 503.9	27%	+30%	2 705.3
Portage pour le compte d'autres sociétés du groupe	9 659.7	73%	+14%	8 495.2
Total	13 163.7	100%	+18%	11 200.5

Note 7_ Frais de personnel et effectifs

7.1. Effectifs ⁽¹⁾

	2021	2020
Ingénieurs et cadres	6	6
Agents de maîtrise	3	3
Employés et techniciens	2	2
Total effectif salarié	11	11

(1) En moyenne annuelle.

L'effectif salarié au 31 décembre dernier était de 11 comme en 2020.

7.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2021	2020
Rémunération du personnel	862.2	747.1
Charges sociales	416.3	346.8
Total frais de personnel	1 278.5	1 093.9
Valeur ajoutée	1 363.6	1 203.6
Frais de personnel par rapport à la valeur ajoutée	93.8%	90.9%

7.3. Rémunération des dirigeants

Le total des rémunérations des membres du Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2021 a été de 85 736 €.

Note 8_ Résultat financier

En milliers d'euro	2021	2020
Produits financiers	3 083.7	4 895.6
Dividendes encaissés des participations	2 891.0	3 397.7
Autres produits financiers ⁽¹⁾	192.7	1 497.9
Charges financières	-141.2	-142.1
Résultat financier	2 942.5	4 753.5

(1) Dont, en 2020, 1 379 de reprise de provision pour dépréciation de titres de participation.

Note 9_ Impôts sur les résultats

9.1. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euro	2021		Après impôt
	Avant impôt	Impôt	
Résultat courant	2 942.1	-146.9	2 795.2
Résultat exceptionnel	29.8	-7.5	22.4
Résultat comptable	2 971.9	-154.4	2 817.5

9.2. Incidences des dispositions fiscales

En milliers d'euro	2021	Variation	2020
	Congés à payer	47.1	2.2
Provisions pour retraites	34.0	10.6	23.4
Déficit reportable	-	-588.5	588.5
Divers	2 167.1	1 061.6	1 105.5
Total bases impôts différés actifs	2 248.2	486.0	1 762.3
Allègement de la dette future d'impôt	562.1	68.6	493.4
Solde situation active / (passive) d'impôts différés	562.1	68.6	493.4

Note 10_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2021	2020
Variation d'exploitation	504.6	-210.6
Créances d'exploitation (dont clients)	-903.3	-696.7
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	1 407.9	486.0
Variation hors exploitation	828.0	-223.4
Créances hors exploitation	1 322.7	-701.9
Dettes hors exploitation	-480.8	482.3
Charges et produits constatés d'avance	-14.0	-3.7
Total	1 332.5	-434.0

Note 11_Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus ne sont pas significatifs.

5.5. Liste des filiales et participations

En milliers d'euro (k€)	Capital	Capitaux propres	Quote-part détenue du capital	Valeur comptable des titres détenus		Résultat 2021	Dividendes encaissés	Observations Clôture 31/12/21	Créances sur filiales	
				Brute	Nette				Clients	Comptes courants
Apilog, SAS 27 rue Panhard et Levassor F-78570 CHANTELOUP-LES-VIGNES	1 036.1	1 547.3	95.34%	1 646.3	1 646.3	188.2	-		12.6	-
CEE Italiana, srl Via Verga,11 I-20049 CONCOREZZO (Milano), ITALIE	96	1 627.5	100%	875.7	875.7	145.1	168.0		2.5	-
CEE Relays, Ltd 87C Whitby Road SLOUGH, Berkshire SL13DR, GRANDE BRETAGNE	357.0	253.0	96.5%	228.7	228.7	8.4	-	Année : 1£=1.1633€ 31/12 : 1£=1.1901€	1.5	-
COMPELMA, SAS Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve F-91940 LES ULIS	1 000	3 846.5	100%	6 100.4	3 500.0	737.6	375.0		39.3	-
Continental de Equipos Eléctricos, SAU C/Playa de Liencres E-28230 LAS ROZAS (Madrid), ESPAGNE	72.3	1 587.2	100%	42.0	42.0	384.3	375.0		2.5	-
Domus Effectus, SCI 36 av. Aristide Briand F-79201 PARTHENAY	20	-85.1	100%	20.0	20.0	8.2	-		-	162.9
EC2E Électro Câbl. Engineering et Equip., SAS 4 bd Napoléon 1er, Zac du pont des rayons F-95290 L'ISLE-ADAM	1 600	3 047.3	51%	2 517.0	2 517.0	-222.4	153.0	Résultat de sa filiale ECI : -264.1 k€	41.5	-
ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement, SAS 11 rue marcel Sembat F-94140 ALFORTVILLE	12 000	19 903.7	100%	19 643.1	19 643.1	1 257.4	-		134.7	1 018.2
ISIT, SAS 7 rue Marie-André Ampère F-31830 PLAISANCE DU TOUCH	500	359.0	100%	1 014.2	660.6	-83.1	-		52.4	212.0
Médiane Système, SAS Bt Québec, 54 route de Sartrouville F-78232 LE PECQ	6 000	6 885.5	99.7%	7 825.3	7 825.3	-766.0	-	Résultat de sa filiale Médiane Benelux : 6.6 k€	163.9	-
OTN Organisation des Travaux Nucléaires, SAS (MTC à compter de janvier 2022) 360 rue Einstein F-71000 MACON	4 000	8 280.3	100%	7 710.8	7 710.8	1 117.5	670.0	Résul. filiales CEPA /EMC/Gr.CEPA : 2770/-146/1474 k€	99.2	12 844.1
STIC, SAS Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve F-91940 LES ULIS	1 000	4 257.2	100%	3 935.5	3 935.5	1 182.7	790.0		55.9	-
STILOGIST, SAS Le Capitole, 55 av. des Champs Pierreux F-92000 NANTERRE	1 500	8 439.4	100%	6 541.3	6 541.3	1 621.8	360.0	Résultat de sa filiale Stilog Inc. : -387,1 k€	235.7	-
Technicam, Sarl Kamal Park, imm. A, Blvd de Fès n°31 20800 MOHAMMEDIA, MAROC	91.9	1 231.5	66%	1 300.0	1 300.0	435.4	-	Détenue à 66% par ICE Groupe et 34% par Gr.CEPA	-	-
WaT 'We are Technologies', SAS 20 rue du Gamay F-73800 LES MARCHES	1 000	1 187.0	100%	1 554.8	1 554.8	-270.4	-	Résultat de sa filiale WaT Portage : 40.1 k€	92.6	731.2

Participation détenue à 34%, Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro, n'est pas détaillée.

Elle ne présenterait qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif de donner une image fidèle de la situation financière du groupe.

5.6. Résultats financiers sur cinq ans

En euro	2021	2020	2019	2018	2017
Capital en fin d'exercice					
Capital social	11 614 160	11 524 000	11 324 000	11 324 000	11 324 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 161 416	1 152 400	1 132 400	1 132 400	1 132 400
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	13 164 000	11 200 000	11 267 000	10 647 000	10 169 000
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	2 970 000	3 359 000	3 024 000	2 102 000	3 896 000
Impôts sur les bénéfices	154 000	-7 000	35 000	-32 000	-53 000
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	2 818 000	4 835 000	2 771 000	1 949 000	3 835 000
Résultat distribué	998 818	921 920	962 540	951 216	928 568
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	2.42	2.92	2.64	1.88	3.49
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	2.43	4.20	2.45	1.72	3.39
Dividende attribué à chaque action	0.86	0.80	0.85	0.84	0.82
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	11	11	11	11	11
Montant de la masse salariale de l'exercice	862 000	747 000	800 000	886 000	745 000
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	371 000	379 000	325 000	355 000	370 000

5.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

I – Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre société ICE GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III – Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 58 006 299 euros sont évalués à leur coût de revient et dépréciés sur la base de leur valeur d'usage selon les modalités décrites en note « Immobilisations financières » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issus des plans stratégiques établis pour chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de

la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 1er avril 2022

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT
Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit
Franck ELBASE

6. Informations sociales, sociétales et environnementales du groupe

6.1. Informations sociales

6.1.1. Les valeurs du groupe

Les entreprises du groupe se sont construites sur des principes éthiques forts : Respect, Esprit d'équipe, Courage, Honnêteté, Transparence.

Ces valeurs sont portées au quotidien par les équipes des différentes sociétés dans leurs relations internes et leurs contacts externes, clients, fournisseurs, institutions.

6.1.2. La politique des relations humaines

La politique des Relations Humaines du groupe vise à soutenir sa croissance et à accompagner ses transformations dans un esprit de confédération d'entreprises.

Les femmes et les hommes contribuent à bâtir le projet humain et social des entreprises du groupe grâce à leurs talents individuels et à la force du collectif.

Les deux dernières années ont révélé combien il était important d'attirer des talents, de les intégrer au sein des équipes, dans un contexte où le télétravail était encore très fortement pratiqué. Les équipes ont dans leur ensemble fait preuve d'adaptabilité afin de permettre aux nouveaux arrivés de se sentir accueillis et accompagnés, dans un souci constant de respect de la diversité et de l'inclusion.

La généralisation du télétravail dans les métiers où cela était possible a également contribué à modifier les pratiques de management basé sur la confiance, l'autonomie, la responsabilisation.

Les circonstances sanitaires ont de plus mis en évidence la préoccupation constante de veiller à la santé et à la sécurité des membres du personnel et de promouvoir les échanges avec les salariés et les représentants du personnel dans le cadre d'un dialogue constructif et de qualité.

6.1.3. Emploi

a) Effectifs

- Répartition par zone géographique

Présent en France, Angleterre, Espagne, Italie, Belgique, Roumanie, Maroc et Etats Unis, le groupe employait au terme de l'année 2021, 982 personnes, hors salariés en alternance :

Exercice	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Afrique du Nord	Total
2021	835	66	14	67	982
2020	823	56	11	-	890
2019	836	34	13	-	883

- Répartition par nature de contrats

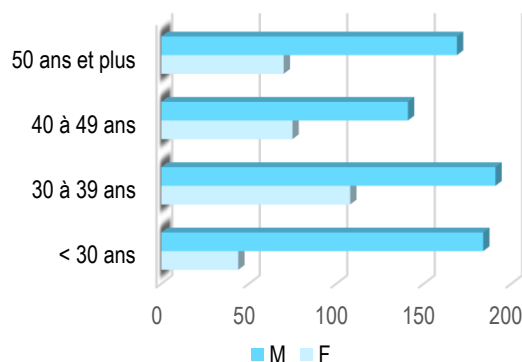
Le Groupe privilégie le recours au contrat à durée indéterminée. La quasi-totalité de l'effectif était ainsi employée sous contrat à durée indéterminée.

Exercice	CDI	CDI de chantier	CDD	Total
2021	934	13	35	982
2020	861	18	11	890
2019	860	20	3	883

- Répartition par tranches d'âge

Le groupe veille à permettre aux jeunes générations de s'intégrer dans la vie professionnelle. Ainsi, 6,2% de l'effectif était âgé de moins de 25 ans, employés dans leur quasi-totalité en contrat à durée indéterminée.

Il s'appuie également sur l'expertise des générations plus âgées. Les salariés âgés de 55 ans et plus représentaient ainsi 14,7% de l'effectif total.



L'âge moyen était de 40 ans :

Exercice	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Afrique du Nord	Total
2021	40 ans	42 ans	33 ans	39 ans	40 ans
2020	39 ans	41 ans	33 ans	-	39 ans
2019	38 ans	42 ans	32 ans	-	38 ans

- Répartition par sexe

En lien avec le caractère technique des métiers du groupe et les choix de formation initiale des femmes et des hommes, les salariés de sexe masculin occupaient une part importante de l'effectif. Toutefois, la proportion des femmes a augmenté en 2021 par rapport aux années précédentes.

En France, la part des femmes dans l'effectif total représentait 30,2% en 2021 contre 24,6% en 2020 :

	Hommes	Femmes	Total
France	631	204	835
Europe hors France	40	26	66
Amérique du Nord	10	4	14
Afrique du Nord	4	63	67
Total 2021	685	297	982
Total 2020	671	219	890
Total 2019	695	188	883

La proportion de femmes atteignait 39,7% dans le secteur Energie et Industrie.

- Répartition par catégories professionnelles

Les spécialités à haut niveau d'expertise technique des entreprises du groupe (énergie, ingénierie technique et logiciel, automatismes, contrôle-commande et systèmes embarqués...), conduisent à forte proportion d'ingénieurs. L'effectif total comprenait ainsi une part de 55% d'ingénieurs / cadres, ce qui représente une grande stabilité de l'emploi des cadres.

L'arrivée de nouvelles sociétés dans le secteur de l'énergie et industrie a toutefois augmenté le nombre d'ouvriers par rapport aux précédentes années. Cette tendance s'est encore confirmée en 2021 :

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2021	543	217	222	982
2020	500	228	162	890
2019	530	248	105	883

b) Les recrutements

La politique de recrutements du groupe privilégie le recours à des emplois à durée indéterminée et ne réserve qu'une place marginale aux emplois en contrat à durée déterminée.

Malgré une période marquée par la crise sanitaire, le recrutement s'est maintenu à un bon niveau. Ainsi 220 personnes ont rejoint le Groupe en 2021 :

Exercice	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Afrique du Nord	Total
2021	169	17	6	28	220
2020	115	6	1	-	122
2019	164	12	6	-	182

Ces recrutements ont été réalisés très majoritairement en contrats à durée indéterminée :

Exercice	CDI	CDI de chantier	CDD	Total
2021	166	3	51	220
2020	94	3	25	122
2019	163	3	16	182

Et se sont adressés à plus de 60% à des profils ingénieurs / cadres :

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2021	134	32	54	220
2020	81	27	14	122
2019	123	44	15	182

Le secteur de l'ingénierie a de nouveau concentré l'essentiel des embauches (147 sur 220, soit 67%).

En lien avec les compétences technologiques recherchées, c'est la tranche d'âge inférieure à 30 ans qui a concentré l'essentiel des recrutements :

	2019	2020	2021
< 30 ans	99	55	107
30 à 39 ans	42	39	54
40 à 49 ans	19	20	37
50 ans et plus	22	8	22
Total	182	122	220

La part des femmes dans les recrutements a continué de progresser, passant de 21% en 2019 à 25% en 2020 puis 31% l'année dernière, ce qui démontre la capacité des entreprises du groupe à attirer les femmes dans des métiers techniques, que ce soit dans des métiers de conception ou de production.

Les embauches ont progressé de 80% entre 2020 et 2021, montrant ainsi le dynamisme du groupe.

c) Les départs

171 salariés ont quitté le groupe en 2021 (184 en 2020), dont 135 départs de salariés en CDI.

	2019	2020	2021
Nombre total de départs de CDI	133	155	135
Dont nombre de licenciements	11	10	10
Dont nombre de démissions	81	84	91
Dont nombre de départs retraite	3	11	13

Compte tenu des caractéristiques de son marché de l'emploi, c'est le secteur de l'ingénierie qui a concentré la plus grande part des départs (60% des départs des salariés employés en CDI). Les ingénieurs et cadres ont représenté la plus grande part des départs, mais le nombre de cadres ayant fait le choix de quitter le groupe est néanmoins en diminution en 2021, hors contrats en alternance :

Départs de salariés en CDI par catégories

	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2021	80	36	19	135
2020	111	33	11	155
2019	95	33	5	133

40% des départs ont concerné des salariés âgés de moins de 30 ans. La part des plus jeunes dans le turn-over est restée stable en 2021 :

	2019		2020		2021	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
< 30 ans	45	34%	62	40%	54	40%
30 à 39 ans	48	36%	42	27%	36	27%
40 à 49 ans	27	20%	23	15%	18	13%
50 ans et plus	13	10%	28	18%	27	20%
Total	133		155		135	

60,7% des départs de salariés en CDI se sont produits dans une tranche d'ancienneté inférieure à 5 ans, ce qui représente une diminution par rapport à 2020.

La part des femmes dans les départs est de 17,8% en 2021 et diminue puisqu'elle était de 20,6% en 2020.

6.1.4. Rémunérations

La politique de rémunération des entreprises du Groupe s'appuie sur la conviction qu'il n'y a pas de performance économique sans un environnement social de qualité. Elle vise ainsi à attirer et fidéliser les talents, à leur proposer des parcours de carrière motivants et à encourager la performance et l'engagement de ses salariés, individuellement et collectivement.

Les entreprises du groupe veillent à proposer à leurs salariés un dispositif de rémunération compétitif et équitable, en adéquation avec les pratiques observées pour chaque métier sur le marché et adapté aux spécificités locales des pays dans lesquels elles exercent leurs activités. Celui-ci comporte selon les situations, rémunération fixe, primes, rémunération variable, et avantages sociaux.

Chaque société s'assure de l'équité des rémunérations à équivalence de poste et de performance.

Milliers d'euro	2019	2020	2021
Salaires et traitements	38 455	37 264	40 005
Charges sociales	15 632	15 471	16 405

Extrait comptes de résultat consolidé

En France, des accords de participation et d'intéressement permettent d'associer les membres du personnel aux résultats. Les montants distribuables au titre de l'exercice 2021 ont représenté 450.247 euro.

En matière de protection sociale, la politique du groupe a pour objectif d'assurer aux membres du personnel et à leur famille l'accès à un système de santé de qualité et à les protéger par un soutien financier dans les moments difficiles. Elle se traduit par des dispositifs incluant une couverture frais de santé, une assurance décès et invalidité.

6.1.5. Organisation du temps de travail

Les entreprises du groupe s'efforcent de créer des conditions de travail facilitant la collaboration, l'agilité collective et la créativité.

L'organisation du travail est définie dans chaque société du groupe en fonction du contexte local et de l'activité et dans le respect des obligations légales et contractuelles. Dans les sociétés comportant une représentation syndicale, l'organisation du temps de travail a fait l'objet d'accords collectifs.

Cette organisation intègre la flexibilité des horaires de travail (horaires individualisés, aménagement d'horaires, temps partiel...). Dans ce cadre, 34 personnes exerçaient leur activité à temps réduit, pour la quasi-totalité à leur demande.

En France, les sociétés relèvent de différentes conventions collectives (métallurgie, bureaux d'études techniques, commerce de gros, portage salarial). Les statuts horaires pratiqués dans les entreprises du groupe résultent des accords signés dans les branches ou au sein des entreprises : il s'agit notamment de forfaits sans référence horaire pour les cadres dirigeants, de forfaits annuels en jours, de forfaits en heures, de la mise en œuvre des modalités 1, 2 ou 3 de la branche bureaux d'études techniques, d'horaires base 35 heures (hebdomadaires, en moyenne, avec modulation, avec attribution de JRTT), et d'horaires base 39 heures hebdomadaires.

En France, 11 213 heures supplémentaires ont été réalisées en 2021 (10 127 l'année précédente).

Certaines sociétés du groupe ont pu poursuivre la pratique du télétravail, lorsque les activités le permettent. La crise sanitaire a per-

mis d'expérimenter le travail à domicile et de pérenniser certaines pratiques nouvelles.

6.1.6. Formation

La politique de formation a pour objectifs principaux de transmettre les savoirs et savoir-faire du groupe, de maintenir à un haut niveau les compétences des équipes afin de répondre aux attentes de nos clients et rester un partenaire reconnu par eux.

Les sociétés du groupe mettent en place des formations pour favoriser l'évolution et les parcours professionnels et garantir l'intégration des salariés.

Ces formations sont construites en cohérence avec l'évolution des besoins de compétences et les attentes des membres du personnel qui peuvent être exprimées lors de différents entretiens, ainsi qu'avec l'évolution des organisations et des obligations légales et réglementaires.

L'offre de formation concerne différents domaines d'expertise. Elle intègre des formations aux règles d'hygiène, de sécurité et de qualité, des formations techniques sur les métiers du Groupe, des formations tournées vers le service client et des sessions dédiées au management. Les actions de formation comportent un dispositif d'évaluation qui permet d'en mesurer l'efficacité.

9 945 heures de formation ont été recensées en 2021 dans les sociétés du groupe. D'autres actions de formation, non répertoriées et réalisées en interne permettent d'accompagner la progression des salariés dans la maîtrise de leurs postes de travail et leur évolution.

6.1.7. Santé et sécurité

La politique générale des entreprises du groupe vise à anticiper et prévenir les risques liés au travail, y compris les risques psychosociaux et à assurer la qualité des conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et de vie au travail.

Différentes actions (sensibilisation, prévention, formations adaptées à l'environnement des différentes activités) sont menées pour prévenir les risques professionnels (gestes et postures, règles de sécurité, risque incendie, conduite préventive...).

La politique sécurité s'appuie sur l'encadrement, chargé de mettre en œuvre les mesures de prévention des risques et de prendre les mesures nécessaires pour éviter les situations à risque. Elle repose également sur les salariés, acteurs de leur propre sécurité.

Du fait du contexte sanitaire qui s'est poursuivi en 2021, de nombreuses actions ont été menées au sein des différentes sociétés afin de communiquer les règles et procédures mises en œuvre pour lutter contre le risque de diffusion du virus Co-vid-19.

Les comportements responsables des salariés ont permis de limiter le nombre de salariés touchés par la maladie et les impacts sociaux sur leurs familles.

Les actions engagées au sein des entreprises et l'implication des salariés ont permis d'aboutir à un nombre d'accidents de travail limité. 7 accidents du travail ont ainsi été identifiés en 2021 et 5 accidents de trajet. Ces accidents sont analysés afin de prendre les mesures correctives nécessaires et s'assurer que ces accidents ne peuvent constituer une fatalité.

6.1.8. Qualité de vie au travail

Les entreprises du groupe sont attentives à pouvoir offrir un environnement de travail de qualité avec des locaux modernes, adaptés et accessibles, notamment en transport en commun et un climat social serein.

Différentes mesures concourent à l'équilibre vie personnelle - vie professionnelle :

- une réelle flexibilité dans l'organisation du travail (horaires variables...);
- des aménagements des temps de travail (temps partiel choisi, forfait jours réduit, aménagement du travail sur 4 ou 4,5 jours,...) ;
- de bonnes pratiques sur l'organisation des réunions ;
- la mise en œuvre du droit à la déconnexion...

Par ailleurs des mesures spécifiques peuvent être prises pour la parentalité (télétravail pour salariée en maternité, réservations de berceaux en crèche...)

La crise sanitaire a également eu pour effet de mettre en œuvre des organisations en télétravail, lorsque les activités le permettent. Cette pratique est appelée à perdurer dans des conditions qui seront redéfinies dans un contexte normalisé, et avec pour objectif de conserver le même niveau de qualité du travail, tout en améliorant la qualité de vie, notamment lorsque les temps de déplacements sont importants. Il reste nécessaire de veiller à la préservation de l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle, par le respect notamment du droit à la déconnexion.

6.1.9. Relations sociales

Les entreprises du groupe veillent à maintenir et à développer un dialogue social permanent entre les directions, les salariés et leurs représentants (là où ils sont constitués), dans le respect des droits syndicaux et avec une attitude de neutralité à l'égard des différentes organisations syndicales.

En France, les sociétés dont l'effectif le permet ont mis en place des CSE Comité Social et Economique. En 2021, une seule société comportait une représentation syndicale.

6.1.10. Égalité de traitement

Les entreprises du groupe veillent à garantir des environnements de travail où chacun puisse se développer, quels que soient son origine sociale, culturelle, sa religion, son genre, son orientation sexuelle, son âge ou son éventuel handicap.

Elles s'appuient uniquement sur des critères professionnels qu'il s'agisse de recrutement, ou d'évolution de carrière.

Le Groupe veille à ce que ses métiers soient accessibles aux femmes comme aux hommes, au niveau du recrutement et de l'évolution professionnelle.

Cependant, la nature très technique des métiers du groupe s'est historiquement traduite par une faible part des femmes dans les effectifs des sociétés du groupe et une sous-représentation des hommes dans certains métiers.

La part des femmes dans l'effectif total a continué de progresser, passant de 21,3% en 2019 à 24,6% en 2020 puis à 30,2%.

Elle a augmenté dans la catégorie des ouvriers, du fait notamment de l'arrivée dans le groupe de nouvelles sociétés du secteur Énergie et Industrie. Les autres catégories sont restées stables :

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2019	97 18,3%	61 24,6%	30 28,6%	188 21,3%
2020	96 19,2%	60 26,3%	63 63,6%	219 24,6%
2021	108 19,9%	65 29,9%	124 55,8%	297 30,2%

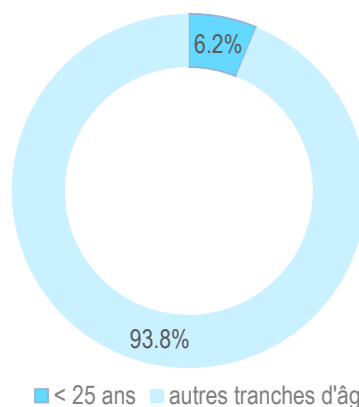
On constate également cette progression dans les métiers de la conception qui représentent 41,6% de l'effectif ; elle a progressé et s'est établie à 11%.

Les métiers de la production (atelier) sont ensuite les plus représentatifs (25,4%), pour une part de femmes de 52,1%.

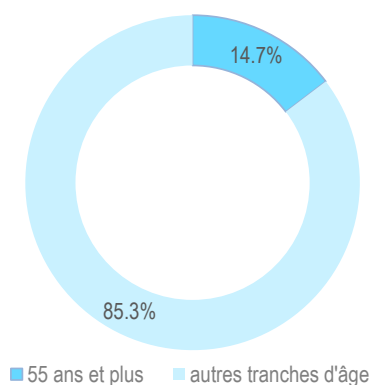
En France, la réglementation impose aux entreprises de plus de 50 salariés de calculer un index sur l'égalité professionnelle. Cinq sociétés sont concernées. Pour deux d'entre elles, la répartition des effectifs par catégorie professionnelle et tranche d'âge ne permet pas de calculer l'index. Pour les trois autres, les résultats obtenus sont compris entre 78 et 86 points sur 100.

La volonté de proscrire toute discrimination guide également la politique des entreprises du groupe en matière de diversités intergénérationnelles. Celles-ci veillent à insérer les jeunes dans le monde du travail et à permettre aux plus âgés de continuer à exercer leurs activités et à évoluer.

Ainsi les jeunes de moins de 25 ans employés par les sociétés du groupe étaient 6,2% de l'effectif total, mais ont surtout représenté 18,6% des embauches en 2021 :



Les salariés âgés de 55 ans et plus représentaient 14.7% de l'effectif total et 5,5% des embauches.



La politique du groupe vise également à permettre aux personnes en situation de handicap de conserver leur poste de travail en l'aménageant si nécessaire et de développer leurs compétences. L'inclusion des personnes en situation de handicap est également une source de développement des autres collaborateurs et d'ouverture sur l'appréciation des différences.

En France, les sociétés employant au moins 20 salariés ont pour obligation de participer au développement de l'emploi des personnes handicapées.

Les sociétés concernées s'acquittent de leur obligation en employant en interne des personnes en situation de handicap, en

confiant de l'activité au secteur protégé, ou éventuellement en versant une contribution à l'AGEFIPH.

42 salariés ont déclaré leur statut de personnes reconnues en situation de handicap au sein des sociétés françaises du groupe, ce qui représente 5% de l'effectif en France.

6.1.11. Informations relatives aux plans de réduction des effectifs

Le groupe n'a engagé aucun plan de réduction d'effectifs en 2021. Lors des opérations de croissance externe, le groupe veille à maintenir les équipes en place.

6.2. Informations sociétales

6.2.1. Prévention des atteintes aux Droits humains et aux libertés fondamentales

Le groupe promeut le respect de l'ensemble des Droits Humains et Libertés Fondamentales internationalement reconnus. Il se réfère en particulier à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme, et aux Conventions fondamentales de l'Organisation International du Travail :

- Conventions n° 138 et 182 de l'Organisation Internationale du Travail sur l'abolition du travail des enfants.
- Convention n° 29 de l'Organisation Internationale du Travail sur le travail forcé.
- La Convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical.
- La Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective.
- La Convention n°105 sur l'abolition du travail forcé.
- La Convention n°100 sur l'égalité de rémunération.
- La Convention n°111 concernant la discrimination (emploi et profession).

6.2.2. Impact territorial, économique et social

Principalement implanté dans l'immense territoire économique de la région parisienne, le Groupe ICE n'est pas un acteur économique significatif dans cette zone. A ce titre, il ne contribue pas à l'emploi au niveau local.

L'activité des entreprises du groupe n'a pas d'effet significatif sur les populations locales.

6.2.3. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société

Le groupe a défini dans une charte les principes selon lesquels le mécénat s'exerce.

Il attache une grande importance au dialogue avec les différents interlocuteurs concernés par son activité (salariés, actionnaires, partenaires professionnels ou commerciaux, fournisseurs...).

6.2.4. Sous-traitance et fournisseurs

Le groupe travaille avec de nombreux fournisseurs pour couvrir ses besoins en matières premières, sous-traitance, emballages et équipements de production.

Il développe une relation équilibrée et pérenne avec les sous-traitants et fournisseurs dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux.

Il demande à ces derniers de respecter les exigences sociales (concernant la liberté du travail, la discrimination, le harcèlement, le travail des enfants, les rémunérations, le temps de travail, la liberté syndicale, l'hygiène et la sécurité...), environnementales (réduction des impacts environnementaux, utilisation de technologies respectueuses de l'environnement, réduction des déchets, respect des réglementations et normes) et de la lutte anti-corruption.

6.2.5. Loyauté des pratiques

Le Groupe veille à agir en toutes circonstances dans le respect de ses principes éthiques et à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans tous les pays où il est présent. La Charte Éthique proscrit toute forme de corruption et définit les exigences relatives à l'application des Lois, au respect des droits fondamentaux, au respect du droit de la concurrence, à la lutte contre la corruption, à la neutralité politique etc.... Le groupe a ainsi notamment établi un code de conduite définissant et illustrant les différents types de comportement à proscrire comme étant susceptibles de caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence et mis en place un dispositif d'alerte interne. Ce dispositif d'alerte interne permet aux salariés de s'exprimer en toute confidentialité sur l'existence de conduites ou de situation qui seraient contraires au code de conduite du groupe...

6.3. Conséquences environnementales de l'activité du groupe en 2021

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, les conséquences environnementales de l'activité de ICE Groupe en 2021 sont présentées ci-dessous.

6.3.1. Politique générale en matière environnementale

ICE Groupe s'attache à réaliser son activité dans le respect de l'environnement et incite l'ensemble de ses entités à avoir une démarche environnementale proactive. La direction de ICE Groupe a la charge de coordonner l'ensemble des actions environnementales. Le rôle de chargé de RSE Groupe est exercé par le secrétaire général, en lien avec des correspondants RSE au sein de chaque filiale.

La nature décentralisée conférant une grande autonomie opérationnelle aux sociétés du Groupe explique que de nombreuses bonnes pratiques et actions de sensibilisation sont menées à l'échelle de la filiale, à l'initiative de sa direction.

Parmi les 24 sociétés composant le Groupe, ICE et Médiane Système (représentant 40% des effectifs totaux au 31 décembre 2021) sont certifiées ISO 14001. Leurs directions s'engagent à mettre en place les ressources et à effectuer les évolutions de l'organisation jugées nécessaires au responsable qualité et environnement et aux pilotes des processus, afin qu'ils atteignent leurs objectifs.

6.3.2. Usage des biens et services produits par l'entreprise

Les technologies et produits développés par ICE Groupe le placent au cœur de la transition énergétique et des outils numériques promouvant un monde plus propre et plus sûr. ICE Groupe a notamment un lien fort avec le secteur électrique français, un des plus faibles émetteurs de CO₂ par kWh et euro de PIB des pays de l'OCDE

Ainsi, les systèmes de contrôle commande numérique développés et intégrés par ICE pour RTE permettent d'exploiter une production massive d'énergie décarbonée d'origine nucléaire ou renouvelable (« Smart grids »). Exerçant des missions de service public, ce client historique est garant d'un haut niveau de qualité de desserte de l'électricité sur tous les territoires pour l'ensemble des citoyens et mène une politique volontariste répondant aux objectifs du Plan Climat de juillet 2017.

Le Groupe est également très impliqué dans le secteur ferroviaire français, un mode de transport particulièrement efficace d'un point de vue environnemental. Les protections pour caténaires ferroviaires vendues par ICE concourent par exemple à la fiabilité de fonctionnement du réseau TGV. De même, Médiane Système contribue grâce à sa forte expertise logicielle à l'élaboration de systèmes de signalisation permettant aux opérateurs ferroviaires de garantir les normes les plus élevées en matière de sécurité et de fluidité des déplacements grâce à des solutions urbaines et grandes lignes qui répondent aux besoins spécifiques de leur environnement d'exploitation.

6.3.3. Nos indicateurs d'impact environnemental en 2021

Indicateur	2021	2020	2019	Unité
Utilisation des sols				
Supercficie totale (construits utilisés)	39 919	39 251	30 215	m ²
Electricité				
Consommation annuelle	1 530 719	1 529 699	1 275 276	kWh
Gaz naturel				
Consommation annuelle	2 098 106	1 700 173	2 069 712	kWh
Déchets				
% de salariés pratiquant le tri sélectif	80%	82%	81%	
Quantité totale de déchets valorisés	56 238	59 864	76 018	kg
Quantité totale de D3E ou DID enlevés par un prestataire	3 101	7 232	8 954	kg
Papier				
Quantité totale de papier consommé	11 247	17 237	21 082	kg
Part de papier recyclé	33%	15%	27%	
Eau				
Consommation annuelle	7 807	7 964	6 137	m ³
Déplacements professionnels				
Moyenne des émissions de CO ₂ de la flotte de véhicules de société	116	110	110	g CO ₂ / km
Kilométrage parcouru par les véhicules de société	2 433 169	2 222 687	2 020 843	km
Soit, par salarié	2 921	2 681	2 429	km

Périmètre : France et Europe. N'inclut pas les salariés en contrat de portage.

Les déchets sont essentiellement produits dans le cadre de l'activité des sociétés de la branche Energie et Industrie du Groupe. Ils correspondent typiquement à des matières telles que du bois ou du métal et à des composants tels que des câbles ou des écrans. Sauf exception, ils sont régulièrement relevés et valorisés par des prestataires spécialisés.)

Quelques remarques sur l'exercice 2021 par rapport à 2019 et 2020 :

- L'intégration de Groupe CEPA au sein de ICE Groupe a eu pour effet d'accroître son chiffre d'affaires, et par voie de conséquence son empreinte environnementale (superficie construite, consommation électrique, etc.).
- Le kilométrage parcouru par les salariés dans le cadre de leurs déplacements professionnels avait augmenté en 2020 en raison d'une plus forte activité pour les sociétés réalisant des interventions sur site.
- En 2021, le kilométrage parcouru a encore augmenté dans un contexte de nette reprise des visites de clients en présentiel ainsi qu'en raison de la multiplication des interventions sur le terrain (travaux dans des postes source, installations d'émetteurs radio en bord d'autoroute...).
- La moyenne des émissions de CO2 de la flotte de véhicules de société a légèrement augmenté en 2021 par rapport aux années précédentes en raison de l'augmentation des déplacements plus importante chez des filiales du Groupe ayant davantage recours à des véhicules utilitaires, beaucoup plus polluants que des voitures individuelles.
- La consommation de papier a fortement diminué en 2021 en raison de l'écoulement de stocks.

6.3.4. Rejets dans l'air et gaz à effet de serre

Les activités réalisées sur les sites du Groupe ne sont à l'origine d'aucun rejet significatif de polluants dans l'atmosphère.

Etant donné l'activité des sociétés du Groupe, pour la plupart des entreprises de services intellectuels étant faiblement consommatrices de matières ou d'énergie, la première source d'émissions directes de gaz à effet de serre provient selon notre analyse des déplacements réalisés par les salariés dans le cadre de leur trajet quotidien domicile-travail. Dans ces conditions, nous nous sommes attachés à quantifier ces émissions, afin d'être en mesure d'agir en cas d'anomalies constatées.

6.3.5. Collecte des données relatives aux déplacements des salariés

Les résultats présentés correspondant à une démarche de « meilleur effort » et comportent une part jugée raisonnable d'approximations et d'extrapolations. Une hypothèse forte est que le taux moyen d'émissions de CO2 de 123 grammes par kilomètre réalisé par salarié dans le cadre de leurs déplacements domicile-travail (extrait de l'enquête 2019 et comparable à celui des véhicules neufs vendus en France en 2013) n'a pas varié depuis.

Emissions de CO2 liées aux déplacements (tonnes)	2021	2020	2019
Trajets domicile-travail			
Voitures personnelles (dont assistance tech.)	563.5	517.6	582.0
Deux roues motorisés	10.5	9.7	10.9
Autres trajets professionnels			
Voitures personnelles	134.2	135.1	302.1
Véhicules de société	276.7	242.6	221.3
Total	984.9	905.0	1 127.0
Soit, par salarié	1.18	1.13	1.35

Périmètre : France, hors salariés en contrat de portage

Après avoir drastiquement chuté en 2020 dans un contexte de limitation des déplacements, les émissions de CO2 par salarié liées aux déplacements, estimées à 1,18 tonne en 2021, sont ressorties en hausse de +5% par rapport à l'année précédente. Cette évolution est due à un moindre recours au télétravail (qui a représenté 14% des jours travaillés dans le Groupe en 2021, à rapprocher de 21% en 2020), bien que contrebalancé par une légère réduction du nombre de jours travaillés par des salariés du Groupe.

6.3.6. Mesures prises relatives à la lutte contre le gaspillage alimentaire

ICE Groupe ne transforme et ne commercialise pas de denrées alimentaires. Par ailleurs, seule une des 24 implantations géographiques du Groupe, représentant 8% de l'effectif consolidé à fin 2021, dispose d'un restaurant d'entreprise (sans préparations réalisées en interne).

A ce titre, compte tenu du faible enjeu que constitue le gaspillage alimentaire pour le Groupe, il n'y a pas de plan d'action spécifique engagé sur ce sujet, au-delà des mesures de vigilance et de bon sens que le Groupe exerce sur l'ensemble de ses consommations et déchets.

Correspondance avec la liste des indicateurs Grenelle II (Article R. 225-105-1 du Code de commerce)

Pour être retenus, les indicateurs ont dû à la fois être pertinents pour les métiers de ICE Groupe et calculables de façon fiable. Ont été considérées comme non pertinentes dans le cadre du présent rapport :

- les mesures prises pour préserver la biodiversité ;
- les mesures d'adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- les nuisances sonores et lumineuses.

7. Assemblée générale 2022

7.1. Ordre du jour

- ✓ Rapport de gestion du Directoire pour l'exercice 2021,
- ✓ Rapport du Conseil de surveillance pour l'exercice 2021,
- ✓ Rapports des Commissaires sur les comptes consolidés et sociaux de cet exercice et sur les conventions visées par l'article L 225-86 du Code de commerce,
- ✓ Approbation desdits comptes et conventions,
- ✓ Affectation des résultats,
- ✓ Fixation des jetons de présence du Conseil de surveillance.

7.2. Résolutions présentées par le directoire

7.2.1. Résolutions relevant de l'assemblée ordinaire

RÉSOLUTIONS 1, 2, 3 ET 4 : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS, AFFECTATION DU BÉNÉFICE DE L'EXERCICE 2021, FIXATION DU DIVIDENDE

Exposé des motifs

Faisant suite aux majorations des dernières années à l'exception de 2020 — contexte d'érosion du coût de la vie (-0,3% hors tabac) et de baisse des résultats consolidés —, nous vous proposons une reprise de la progression des attributions aux actionnaires par un dividende unitaire de 0,86 euro, à rapprocher de 0,80 euro l'exercice précédent et 0,85 euro sur 2019. Le montant global affecté aux 1.161.416 actions existantes serait donc de 998.817,76 euro, en augmentation de +8,34% sur l'exercice précédent.

Il est rappelé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Comme le prévoit la Loi, nous vous rappelons que les distributions effectuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

En euro	Brut	Retenue ⁽¹⁾	Net ⁽²⁾
2018	951 216.00	-285 364.80	665 851.20
2019	962 540.00	-288 762.00	673 778.00
2020	921 920.00	-276 576.00	645 344.00

(1) Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8%

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

Nous vous proposons donc que le bénéfice de 2.817.536,33 euro et le report à nouveau antérieur de 1.703.234,45 euro, soit au total 4.520.770,78 euro, soient répartis de la façon suivante :

- Dividendes	998.817,76
- Réserve légale	9.016,00
- Réserves facultatives	2.000.000,00
- Report à nouveau	<u>1.512.937,02</u>
Total	4.520.770,78

Première résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2021 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2021, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes consolidés de l'exercice 2021 tels qu'ils ont été arrêtés par le directoire et présentés à l'assemblée générale.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Deuxième résolution

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2021 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice 2021, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes sociaux de l'exercice 2021 faisant ressortir un bénéfice net de 2.817.536,33 euro, contre 4.835.388,22 au 31 décembre 2020.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Troisième résolution

Conventions réglementées

L'assemblée générale prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225.86 du code de commerce.

Quatrième résolution

Affectation des résultats et fixation du dividende

L'assemblée générale décide d'affecter les bénéfices distribuables à savoir :

- bénéfice de l'exercice 2021	2.817.536,33
- report à nouveau antérieur	<u>1.703.234,45</u>
soit un total de :	4.520.770,78

de la façon suivante :

- dividendes	998.817,76
- réserve légale	9.016,00
- réserves facultatives	2.000.000,00
- report à nouveau	<u>1.512.937,02</u>
soit un total de :	4.520.770,78

Le dividende ressort donc à 0,86 euro pour chacune des 1.161.416 actions de 10 euro de nominal.

Il est précisé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas

50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Ce dividende sera mis en paiement à l'issue de l'assemblée générale.

Conformément à l'article 243 bis de la loi 2006-1719 du 30 décembre 2005, il est rappelé que le montant du dividende distribué au titre des actions a été :

En euro	Brut	Retenue ⁽¹⁾	Net ⁽²⁾
2018	951 216.00	-285 364.80	665 851.20
2019	962 540.00	-288 762.00	673 778.00
2020	921 920.00	-276 576.00	645 344.00

(1) Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8%

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

RÉSOLUTION 5 : FIXATION DES JETONS DE PRÉSENCE

Exposé des motifs

Jetons de présence

Intégrant la part de son président, la rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2021 a été de 85.736 euro.

Comme les dividendes, les jetons de présence avaient été augmentés de +2,44% il y a deux ans avant d'être légèrement diminués l'année dernière dans un contexte de légère réduction du coût de la vie et de crise Covid-

19, avec une baisse des résultats consolidés. Cette année, à l'instar des dividendes, il vous est proposé une légère augmentation des jetons de présence du Conseil de surveillance par rapport à leur niveau avant la diminution de l'année dernière.

Cela correspondrait globalement à des jetons de 43.320 euro.

Cinquième résolution

Fixation du montant des jetons de présence

L'assemblée générale décide de fixer globalement le montant des jetons de présence du conseil de surveillance à 43.320 euro pour l'exercice en cours.

Sixième résolution

Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prévus par la loi.

7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale de la société ICE Groupe,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention nouvelle, autorisée au cours de l'exercice écoulé, à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-86 du code de commerce.

Fait à Paris, le 1er avril 2022

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit

Franck ELBASE

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions avec la SCI Alfortville Brie Comte Robert (ABCR) :

- ✓ La société ICE GROUPE a versé à la société ABCR un loyer de 380 535 euros HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 10/12, rue du marché et 9/11 et 13, rue Marcel Sembat à Alfortville (94). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 42 337 euros.
- ✓ La société ICE GROUPE a versé à la société ABCR un loyer de 344 877 euros HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 24, rue Petit de Beauverger à Brie Comte Robert (77). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 27 335 euros.
- ✓ La société ABCR a également facturé 7 433 euros de taxe sur les bureaux à ICE GROUPE.

7.4. Affectation du résultat

En euro	2021	2020	2019
Origines	4 520 770.78	6 645 154.45	3 772 306.23
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice	1 703 234.45	1 809 766.23	1 001 792.11
Résultat de l'exercice	2 817 536.33	4 835 388.22	2 770 514.12
Affectations	4 520 770.78	6 645 154.45	3 772 306.23
Réserve légale	9 016.00	20 000.00	-
Réserves facultatives	2 000 000.00	4 000 000.00	1 000 000.00
Dividendes de 5% sur capital (11 614 160 € en 2021)	580 708.00	576 200.00	566 200.00
Complément de dividendes	418 109.76	345 720.00	396 340.00
Report à nouveau	1 512 937.02	1 703 234.45	1 809 766.23

8. Annexes

8.1. Ruban bleu 2021

Entrée dans le groupe en 2020, **CEPA** à Questembert, avec **Technicam** à ses côtés, est ruban bleu **2021** pour sa croissance et ses résultats.

Sous la direction de Monsieur Philippe MALINVAUD, **CEPA** a obtenu en 2021 une croissance de ses ventes de +24%. Depuis sa reprise de la société en 2018, son résultat net a plus que doublé (dont +75% en 2021), représentant 17% de son chiffre d'affaires en 2021.



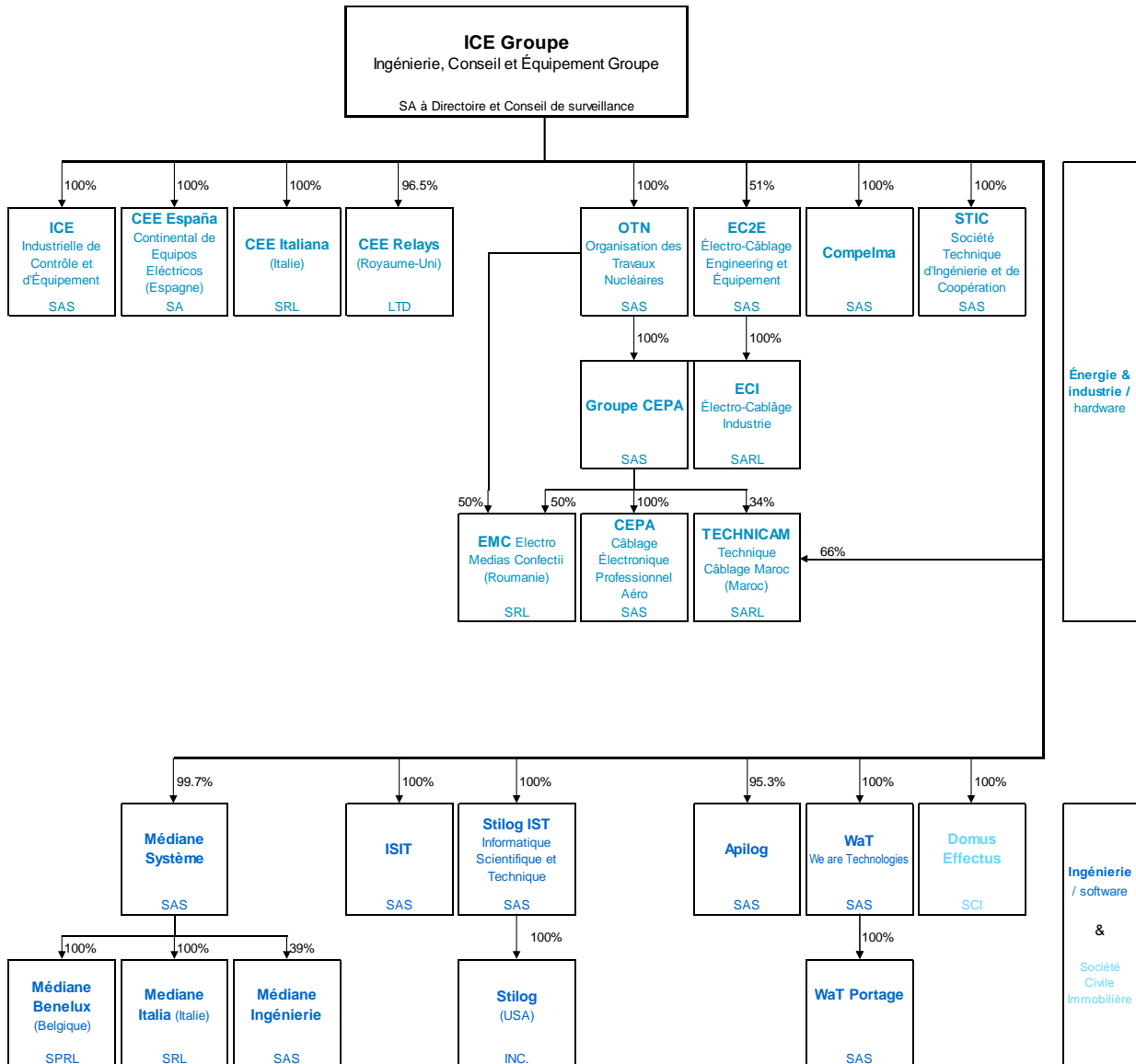
Depuis janvier dernier, **CEPA** forme avec OTN (ruban bleu 2016) un nouvel ensemble dénommé MtC. Renforcée de Technicam, EMC et ECI, cette société est devenue, par son chiffre d'affaires, ses résultats et ses effectifs, la plus importante du groupe.

Historique des rubans bleus

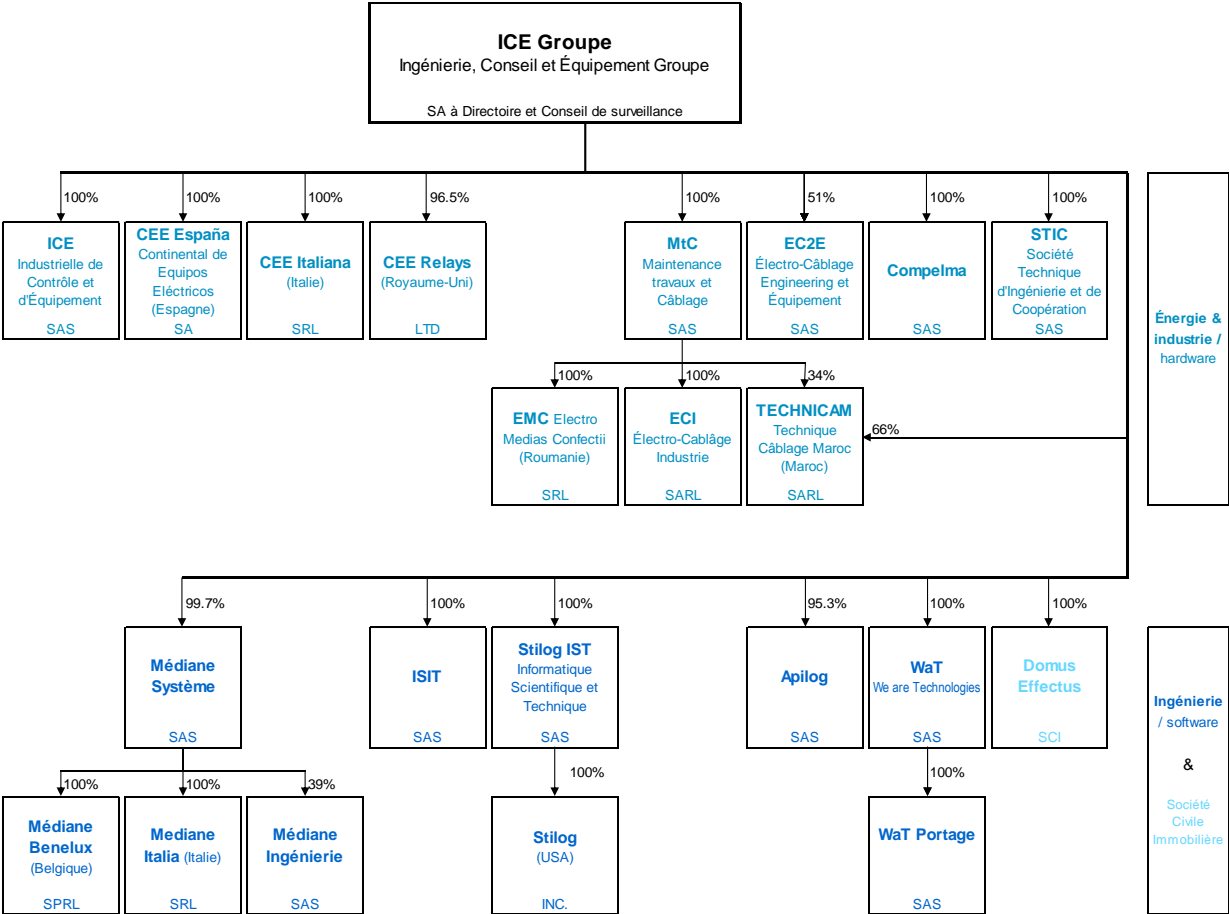
Année (au titre)	Société	Dirigeant
2021	CEPA	Philippe MALINVAUD
2020	STIC	Guy LE MARC
2019	STILOG & STIC	François BERTHELOT & Christophe POIRMEUR - Guy LE MARC
2018	CEE Italiana	Alberto MOSCONI & Luca BELLOTTI
2017	STILOG IST & STILOG inc.	François BERTHELOT & Christophe POIRMEUR
2016	OTN	Régis et Bruce HUBERT
2015	CEE España	Juan NUÑEZ (statut platinum)
2014	3 CEE : España - Italiana - Relays	Juan NUÑEZ - Alberto MOSCONI - Brian USHER
2013	CEE España & Médiane Système	Juan NUÑEZ - François BERTAULD & Patrick SOMMACAL
2012	EC2E	Didier MARTINEAU
2010	Médial Concept - CEE Italiana	Olivier CHALAND & Stéphane LAQUERRE - Alberto MOSCONI
2009	ICE (TFI & DP) - CEE España	Didier BANTEGNIES & Gérard COURTIAL - Juan NUÑEZ
2008	CEE España	Juan NUÑEZ
2007	CEE Italiana	Alberto MOSCONI
2006	CEE Relays	Brian USHER
2003	CEE España & Médiane Système	Juan NUÑEZ - Manuel DE OLIVEIRA & François BERTAULD

8.2. Organigramme financier

8.2.1 Au 31-12-2021



8.2.2 Au 01-01-2022



8.3. Table de concordance du rapport de gestion

Afin de prendre connaissance des éléments du rapport de gestion, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par les articles L. 225-100 et suivants, L. 232-1 et R. 225-102 et suivants du Code de commerce.

Rubriques du Rapport de Gestion 2021	Pages
Situation et activité du Groupe en 2021, commentaires sur l'exercice	
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (incluant notamment les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et le montant des revenus) éligibles à l'abattement	50-56, 105-106
Faits marquants, événements récents, perspectives	58
Recherche et développement	33
Comptes sociaux	
Chiffres d'affaires	82-89
Bilan et compte de résultat de ICE Groupe	83-84
Dettes fournisseurs et clients	82, 88
Résultats financiers sur 5 ans	93
Filiales et participations	92
Facteurs de risques	
Risques liés à l'activité	34
Risques juridiques	37
Risques industriels et environnementaux	38
Risques financiers	39
Assurance	41
Gouvernement d'entreprise	
Principes de gouvernance de l'entreprise	43
Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire	44-45
Rémunération des mandataires sociaux	45
Informations sociales, sociétales et environnementales	
Informations relatives aux questions de personnels et conséquences sociales	96-100
Informations relatives aux engagements sociétaux	101
Informations relatives aux conséquences environnementales de l'activité de la société	102-103
Informations concernant le capital social	
Personnes physiques ou personnes morales exerçant un contrôle sur la société	48
Attribution d'actions de performance ACAs	48



ICE Groupe est une confédération d'entreprises dont les origines se situent dans les secteurs de l'électromécanique, l'électronique et l'informatique. La force de notre groupe : des entreprises à taille humaine favorisant la responsabilité et la motivation des équipes ainsi que la relation directe avec les clients.

Pour répondre aux préoccupations environnementales et faciliter sa conservation et son classement, ce rapport annuel n'est plus imprimé mais diffusé par voie électronique. Il est notamment disponible sur le site Internet www.icegroupe.com. Les personnes qui souhaiteraient encore disposer d'une version « papier » peuvent en faire la demande auprès de ICE Groupe.



11 rue Marcel Sembat
94146 Alfortville cedex
FRANCE

Tél : +33 (0)1 41 79 76 00 - Fax : +33 (0)1 41 79 76 01
contact@icegroupe.com - www.icegroupe.com